

RAPPORT ANNUEL 2010

COMITÉ GÉNÉRAL DE COORDINATION

TABLE DES MATIÈRES

1. AVANT-PROPOS	p. 3
2. ANNEXES	
2.1. Composition du Comité Général de Coordination	p. 8
2.2. Composition du Comité directeur	p. 19
2.3. Procès-verbal de la réunion du Comité Général de Coordination du 5 février 2010	p. 20
2.4. Procès-verbal de la réunion du Comité Général de Coordination du 11 juin 2010	p. 27
2.4.1. <i>Projet de plan de priorités pour l'année 2011</i>	p. 32
2.4.2. <i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la déclaration DIMONA, à la déclaration multifonctionnelle, aux déclarations des risques sociaux et à la déclaration LIMOSA</i>	p. 74
2.4.3. <i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Sécurité de l'information »</i>	p. 79
2.4.4. <i>Rapport sur l'état d'avancement du projet datawarehouse marché du travail et protection sociale dans le cadre du programme Agora</i>	p. 82
2.4.5. <i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Extranet »</i>	p. 85
2.4.6. <i>Rapport sur l'état d'avancement du groupe de travail « Portail informatif de la sécurité sociale »</i>	p. 87
2.4.7. <i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Relations informatiques », y compris le portail transactionnel de la sécurité sociale et l'utilisation de la carte d'identité électronique</i>	p. 90
2.4.8. <i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « eWorkspace de la sécurité sociale »</i>	p. 92
2.4.9. <i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux des groupes de travail relatifs à l'échange de données entre le SPF Finances et les institutions de sécurité sociale</i>	p. 99
2.4.10. <i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Banque de données constitution pensions complémentaires »</i>	p. 103
2.4.11. <i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de</i>	

	<i>travail « Relations internationales »</i>	<i>p.</i>
106		
2.4.12.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Impact omnisectoriel »</i>	<i>p. 111</i>
2.5.	<i>Procès-verbal de la réunion du Comité Général de Coordination du 11 février 2011</i>	<i>p.</i>
114		
2.5.1.	<i>Synthèse des services échangés au sein du réseau en 2010 et des services en phase de développement ó état d'avancement des projets en cours</i>	<i>p.</i>
119		
2.5.2.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la déclaration DIMONA, à la déclaration multifonctionnelle, aux déclarations des risques sociaux et à la déclaration LIMOSA</i>	<i>p. 166</i>
2.5.3.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Sécurité de l'information »</i>	<i>p. 172</i>
2.5.4.	<i>Rapport sur l'état d'avancement du projet datawarehouse marché du travail et protection sociale dans le cadre du programme Agora</i>	<i>p. 175</i>
2.5.5.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Extranet »</i>	<i>p. 177</i>
2.5.6.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Portail informatif de la sécurité sociale »</i>	<i>p. 179</i>
2.5.7.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Relations informatiques », y compris le portail transactionnel de la sécurité sociale et l'utilisation de la carte d'identité électronique</i>	<i>p.</i>
183		
2.5.8.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « eWorkspace de la sécurité sociale »</i>	<i>p.</i>
186		
2.5.9.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux des groupes de travail relatifs à l'échange de données entre le SPF Finances et les institutions de sécurité sociale</i>	<i>p. 194</i>
2.5.10.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Banque de données constitution pensions complémentaires »</i>	<i>p. 198</i>
2.5.11.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Relations internationales »</i>	<i>p. 201</i>
2.5.12.	<i>Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Impact omnisectoriel »</i>	<i>p.</i>
205		

RAPPORT ANNUEL 2010

COMITÉ GÉNÉRAL DE COORDINATION

1. AVANT-PROPOS

L'année 2010 fut, pour la Banque Carrefour de la sécurité sociale, l'année de la poursuite de la consolidation du nombre de messages et de la prise de nombreuses initiatives au sein du réseau de la sécurité sociale.

Au cours de l'année 2010, 699.344.915 messages ont été échangés (par rapport à 806.288.690 messages en 2009). Cette diminution de 13 % par rapport à 2009 s'explique par le projet de re-engineering de Dimona, permettant la rationalisation de l'envoi de mutations, et par une réduction du nombre de consultations ponctuelles du Registre national par certaines institutions qui souhaitent mettre à jour leurs banques de données.

Parmi les développements réalisés au cours de l'année 2010, ceux relatifs aux thèmes suivants méritent une attention particulière.

* *

*

En 2010, les travaux relatifs à l'octroi automatique d'avantages sur base du statut en matière de sécurité sociale ont été poursuivis : un nombre important d'avantages accordés aux assurés sociaux sur base de leur statut en matière de sécurité sociale sont déjà accordés de manière automatique sans que les assurés sociaux ou leurs employeurs ne doivent encore en faire la demande.

Parmi les réalisations au cours de l'année 2010, citons notamment l'octroi automatique de réductions tarifaires pour les transports publics (SNCB, De Lijn, STIB) aux bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance soins de santé (ou aux membres de leur ménage), aux bénéficiaires du revenu d'intégration, ... et l'octroi automatique de prêts hypothécaires avantageux en vue de l'acquisition d'une habitation personnelle ainsi que le droit automatique

à un logement à loyer modéré pour des familles disposant d'un revenu modeste, sur base des informations disponibles au sein du réseau de la sécurité sociale et du SPF Finances.

* *

*

Au cours de l'année écoulée, le développement du programme Athena & Système de planification de la carrière, qui consiste dans la constitution d'une banque de données de carrière multisectorielle à part entière contenant des données consolidées (en provenance de diverses sources authentiques) a été poursuivi. Dans ce cadre, il sera développé une gestion des anomalies parfaitement harmonisée entre les institutions publiques de sécurité sociale et les employeurs. Ce projet vise par ailleurs à garantir à la fois aux institutions concernées, aux assurés sociaux et aux organisations de la société civile, une prestation de services performante, en leur offrant par exemple un aperçu de la carrière ou la possibilité d'effectuer des simulations de l'impact de certains choix (par exemple l'interruption de la carrière ou le crédit-temps) sur leurs droits sociaux (allocations ou pensions), compte tenu de la carrière (système de planification de la carrière).

Par ailleurs, des progrès considérables ont été réalisés dans le projet CAPELO visant à créer un compte individuel de pension pour les agents des services publics, tant sur le plan juridique que fonctionnel. Ce projet est élaboré de commun accord entre la BCSS, l'ONSS, l'ONSSAPL, SIGeDIS et le SdPSP. Plusieurs adaptations à la DMFA sont prévues afin d'alimenter la banque de données. La mise en production de ces blocs et des nouveaux codes, qui auront principalement un impact sur le secteur public, est prévue pour la déclaration DmfA à partir du premier trimestre 2011.

Finalement, il est créé auprès de SIGeDIS une banque de données « Constitution de pensions complémentaires » (DB2P) qui reprend des données relatives à tous les avantages belges et étrangers en faveur des travailleurs salariés, indépendants et fonctionnaires, qui sont destinés à compléter la pension légale.

* *

*

Au cours de l'année écoulée, le volet international "Leaving Belgium", destiné aux citoyens qui souhaitent s'installer à l'étranger, a été mis en production sur le portail de la sécurité sociale.

Par ailleurs, le développement du volet « Coming to Belgium », qui est le pendant de « Leaving Belgium » pour les personnes qui viennent s'installer en Belgique, est poursuivi. La réception est prévue dans le courant de 2011. Cette application utilisera par ailleurs le même moteur de recherche que l'application existante "Leaving Belgium" et pourra donc être développée à un prix nettement inférieur.

* *

*

Au cours de l'année 2011, l'implémentation de l'architecture orientée services (SOA) sera réalisée. Cette architecture tiendra compte davantage des besoins réels des clients et des exigences techniques au niveau de la sécurité, des volumes, ainsi que de la disponibilité et de la performance souhaitées à prendre en compte lors du démarrage d'un projet. À cet effet, des démarches importantes ont été réalisées en 2010, en concertation avec tous les acteurs.

* *

*

La collaboration avec le SPF Finances a également été sensiblement élargie au cours de l'année écoulée. Ceci s'est traduit dans différents flux de données.

Ainsi, plusieurs institutions de sécurité sociale ont été autorisées au cours de 2010, dans le cadre de la consultation de données relatives à l'impôt des personnes physiques, à obtenir accès à ces données via la BCSS (TAXI-AS).

En outre, une consultation a été développée au profit de l'ONSS et de l'ONP (CADNET) en ce qui concerne les données relatives aux biens immobiliers.

Un flux de données a été développé pour la mise à jour des créances instituées par le SPF Finances auprès de l'ONVA.

Dans le cadre du recouvrement fiscal et non fiscal, il a été développé au profit du SPF Finances un service intégré offrant accès, au moyen de nouveaux services web (projet Zacheus), au répertoire des employeurs, au fichier du personnel, à la DmfA de l'ONSS/ONSSAPL et aux pécules de vacances auprès de l'ONVA.

* *

*

Finalement, la BCSS coordonne l'implémentation de l'infrastructure des services nécessaire à la sécurité sociale belge en vue de l'exécution du nouveau règlement CE 883/04 portant la coordination des régimes de sécurité sociale et le règlement CE 987/09 ; il s'agit du projet européen Electronic Exchange Social Security Information (EESSI).

Le projet EESSI vise à la mise en place d'un réseau électronique d'échange européen de données de sécurité sociale dans le cadre de l'application du règlement.

Le réseau EESSI sera constitué de deux types de domaines: un domaine international avec un réseau central et un domaine national pour chaque État membre (Member State ó MS).

* *

*

En 2010, la performance du réseau de la sécurité sociale a continué d'augmenter. Toutes ces réalisations n'auraient pas pu être accomplies sans les efforts de tous ceux, présidents, administrateurs, secrétaires et participants, qui, grâce à leur dévouement, leurs compétences et leur persévérance, ont contribué au bon fonctionnement du réseau. Par la présente, nous souhaitons les remercier de tout cœur. Leur créativité et leur esprit d'équipe nous ont permis d'encore améliorer le fonctionnement et l'efficacité de ce réseau partagé au profit de la sécurité sociale.

Gabriel PERL
Président

ANNEXES

BANQUE CARREFOUR DE LA SECURITE SOCIALE

2.1. Composition du Comité Général de Coordination

Président:

Monsieur G. Perl (F)

Vice-président:

Monsieur K. Snyders (N)
Administrateur général de
l'Office National de Sécurité Sociale
Place Victor Horta 11
1060 BRUXELLES

Vice-président:

Monsieur T. Auwers (N)
Directeur général
SPF Sécurité Sociale
Eurostation II
Place Victor Horta 40 bte 20, 5E122
1060 BRUXELLES

Membres effectifs et suppléants:

1° En tant que représentants des institutions publiques de sécurité sociale autres que la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale:

Membres effectifs	Membres suppléants
Monsieur L. Bassez (N) Directeur	Monsieur B. Strobbe (N)
Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des Marins <i>õMaritiem Huisõ</i> <i>Olijftakstraat 7-13 bus 1</i> <i>2060 ANVERS 6</i> <i>Tél. 03/220 74 11</i>	
Monsieur F. De Hondt (F) Administrateur général faisant fonction	Monsieur P. Roelstraete (N) Conseiller
Office de Sécurité Sociale d'Outre Mer <i>Avenue Louise 194</i> <i>1050 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/642 05 11</i>	
Monsieur G. Carlens (N) Administrateur général	Monsieur J.-L. Cleuren (N) Directeur général
Office National de l'Emploi <i>Boulevard de l'Empereur 7</i> <i>1000 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/515 41 11</i>	
Madame J. De Baets (F) Administrateur général	Monsieur F. Theunis (F) Conseiller général
Fonds des Accidents du Travail <i>Rue du Trône 100</i> <i>1050 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/506 84 11</i>	

Monsieur L. Vanneste (N) Administrateur général	Monsieur A. Gaspard (F) Administrateur général adjoint
<p>Office National des Vacances Annuelles <i>Rue des Champs Elysées 12</i> 1050 BRUXELLES <i>Tél. 02/627 97 60</i></p>	
Monsieur F. Florizoone (N) Administrateur général	Monsieur P. Nys (F) Administrateur général adjoint
<p>Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales <i>Rue Joseph II 47</i> 1000 BRUXELLES <i>Tél. 02/239 12 11</i></p>	
Monsieur P. Mylle (N) Conseiller	Monsieur L. Renaud (F) Conseiller général
<p>Institut National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants <i>Place Jean Jacobs 6</i> 1000 BRUXELLES <i>Tél. 02/546 42 11</i></p>	
Monsieur B. Collin (F) Administrateur général adjoint	Monsieur N. Marly (N) ICT-manager
<p>Institut National d'Assurance Maladie Invalidité <i>Avenue de Tervuren 211</i> 1150 BRUXELLES <i>Tél. 02/739 71 11</i></p>	
Monsieur G. Perl (F) Voorzitter	Monsieur F. de Groulart (F) Conseiller général
<p>Office National des Pensions <i>Tour du Midi 3</i> 1060 BRUXELLES <i>Tél. 02/529 21 11</i></p>	

Monsieur K. Snyders (N) Administrateur général	Monsieur K. Deridder (N) Conseiller général
Office National de Sécurité Sociale <i>Place Victor Horta 11</i> 1060 BRUXELLES <i>Tél. 02/509 31 11</i>	
Monsieur J. Uytterhoeven (N) Administrateur général	Monsieur P. Strauss (F) Conseiller général
Fonds des Maladies Professionnelles <i>Avenue de l'Astronomie 1</i> 1210 BRUXELLES <i>Tél. 02/226 62 11</i>	
Monsieur B. Lachaert (N)	Monsieur I. De Cock (N) Conseiller
Office National d'Allocations Familiales pour Travailleurs Salariés <i>Rue de Trèves 70</i> 1000 BRUXELLES <i>Tél. 02/237 21 11</i>	

2° En tant que représentants de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale:

<i>Membres effectifs</i>	<i>Membres suppléants</i>
Monsieur F. Robben (N) Administrateur général	Monsieur P. Maes (N) Chef de service
Monsieur E. Quintin (F) Administrateur général adjoint	Monsieur J. Jochmans (F) Chef de service
Banque Carrefour de la Sécurité Sociale <i>Chaussée Saint-Pierre 375</i> 1040 BRUXELLES <i>Tél. 02/741 83 11</i>	

3° *En tant que représentants des Services Publics Fédéraux (SPF):*

<i>Membres effectifs</i>	<i>Membres suppléants</i>
Monsieur T. Auwers (N) Directeur général	Monsieur K. Vleminckx (N) Conseiller
SPF Sécurité Sociale <i>Eurostation II</i> <i>Place Victor Horta 40 bte 20, 5E122</i> <i>1060 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/528 60 11</i>	
Madame M. Misko (F)	Monsieur J. Van Damme (N)
SPF Sécurité Sociale <i>Centre Administratif Botanique</i> <i>Finance Tower</i> <i>Boulevard du Jardin Botanique 50, boîte 1</i> <i>1000 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/528 60 11</i>	
Monsieur P.-P. Maeter (F) Président du comité de direction	Monsieur P. Debasse (N) Directeur
SPF Emploi, Travail et Concertation sociale <i>Rue Ernest Blerot 1</i> <i>1070 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/233 41 11</i>	
Madame L. Deschoolmeester (N)	Monsieur J. Festraets (F)
SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement <i>Place Victor Horta, 40 boîte 10</i> <i>1060 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/524 71 11</i>	

Monsieur J. Leroy (F) Président du comité de direction	Monsieur H. Stalpaert (N) Conseiller
<p>SPF Personnel et Organisation <i>Bâtiment Copernic</i> <i>Rue de la loi 51</i> <i>1040 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/790 58 00</i></p>	
Monsieur K. Vanhoecke (N) Administrateur	Madame M. Smet (N) Expert fiscal
<p>SPF Finances <i>North Galaxy, Tour B ó 27^{ème} étage</i> <i>Boulevard du Roi Albert II, 33 ó bte 10</i> <i>1030 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/572 57 57</i></p>	
Monsieur W. Van Assche (N) Directeur général	Monsieur S. Forster (F) Directeur général
<p>FEDICT <i>Rue Marie-Thérèse 1/3</i> <i>1000 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/212 96 00</i></p>	
Monsieur F. De Saer (N) Directeur ICT	Madame M.-C. Colin-Lefèbvre (F) Conseiller général
<p>SPF Economie, PME, Classes Moyennes et Energie <i>Rue de Louvain 44</i> <i>1000 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/277 51 11</i></p>	

4° *En tant que représentants des institutions coopérantes de la sécurité sociale:*

<i>Membres effectifs</i>	<i>Membres suppléants</i>
Monsieur G. Devolder (N) Coordinateur	Monsieur Ph. Borsu (F) Administrateur
Fédération des Syndicats Chrétiens <i>Chaussée de Haecht 579</i> <i>1031 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/246 31 11</i>	Fédération Générale de Belgique <i>Rue Haute 42</i> <i>1000 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/506 82 11</i>
Madame B. Hannes (N) Directeur	Madame B. Van Crombrughe (F) Conseiller
ASSURALIA <i>Square de Meeûs 29</i> <i>1000 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/547 56 11</i>	
Monsieur W. Reynders (N) Directeur	Monsieur M. Nens (N)
Vereniging der Kassen voor Gezinsvergoedingen <i>Rue Accolay 40</i> <i>1000 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/230 27 23</i>	PARTENA <i>Kartuizersstraat 45</i> <i>1000 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/549 33 54</i>
Monsieur Y. Mackelbert (F) Executive Director Development	Monsieur J. Huybrechs (N) Directeur
Union Nationale des Mutualités Professionnelles et Libres <i>Rue Saint-Hubert 19</i> <i>1150 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/778 92 11</i>	Alliance Nationale Mutualités Chrétiennes <i>Chaussée de Haecht 579</i> <i>1031 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/246 31 11</i>

Monsieur C. Van Peteghem (N) Directeur	Monsieur L. Van Rompu (N) Conseiller
Caisse Nationale Patronale pour les Congés payés dans l'Industrie du Bâtiment <i>Boulevard Poincaré 78</i> <i>1060 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/529 80 11</i>	Congémetal - Centrale Administratie <i>Diamant Building</i> <i>Boulevard August Reyers 80</i> <i>1030 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/706 81 11</i>
Monsieur C. Gilon (F) Chef de service	Monsieur L. De Meyer (N) Manager
Caisse d'assurances sociales UCM <i>BP 38</i> <i>5100 JAMBES</i> <i>Tél. 081/32 07 30</i>	SECUREX INTEGRITY <i>Verenigde Natieslaan 1</i> <i>9000 GENT</i>

5° En tant que représentant de l'Association des Institutions Sectorielles:

<i>Membres effectifs</i>	<i>Membres suppléants</i>
Madame H. Engels (N) Président	Monsieur D. Vanhaeverbeke (N) Directeur
Association des Institutions Sectorielles <i>Rue Royale 132 bte 1</i> <i>1000 BRUXELLES</i> <i>Tél. 02/209 65 66</i>	

6° En tant que représentant des CPAS:

<i>Membres effectifs</i>	<i>Membres suppléants</i>
Monsieur Ch. Lejour (F) Conseiller	Monsieur P. Van Schuylenbergh (N) Directeur
Vereniging Vlaamse Steden & Gemeenten Rue d'Arlon 53 bte 4 1040 BRUXELLES Tél. 02/238 51 40	Vereniging Vlaamse Steden & Gemeenten Paviljoenstraat 9 1030 BRUSSEL Tél. 02/211 55 00

7° En tant que représentant du Registre national des personnes physiques:

<i>Membres effectifs</i>	<i>Membres suppléants</i>
Monsieur L. Vanneste (N) Directeur général	Madame C. Rouma (F) Conseiller général
<p>Registre national Parc Atrium Rue des Colonies 11 1000 BRUXELLES Tél. 02/518 21 21</p>	

8° En tant que représentant de SIGEDIS:

<i>Membres effectifs</i>	<i>Membres suppléants</i>
Monsieur J. Livyns (F) Administrateur délégué	Monsieur S. Janssen (N) Directeur général
<p>SIGEDIS Tour du Midi 1060 BRUXELLES Tel. 02/212 02 16</p>	

9° *En tant que représentant de Smals:*

<i>Membres effectifs</i>	<i>Membres suppléants</i>
Monsieur S. Vanhoof (N) CSM eHealth&Pensions	Monsieur J. Vercruysse (N) Directeur
Smals Rue du Prince Royal 102 1050 BRUXELLES Tél. 02/787 57 11	

10° *En tant que représentant de l'Agence pour la Simplification Administrative (ASA):*

<i>Membres effectifs</i>	<i>Membres suppléants</i>
Monsieur E. De Pue (N) Directeur général	Madame D. De Vos (F) Directeur général adjoint
Agence pour la Simplification Administrative Rue ducale 4 1000 BRUXELLES Tél. 02/289 00 61	

11• *En tant que représentants des Communautés et Régions:*

<i>Membres effectifs</i>	<i>Membres suppléants</i>
Monsieur G. Mareels (N) Responsable du projet CORVE	Monsieur L. Silon (F) Conseiller
Communauté flamande <i>Bâtiment Boudewijn local 2A30A Boulevard Boudewijn 30 1000 BRUXELLES</i>	Communauté flamande <i>Markiesgebouw local 201 Markies 1 1000 BRUXELLES</i>
Monsieur D. Cornet (F) Commissaire adjoint	Monsieur F. Du Mortier (F) Developer e-Gov
EASI-WAL E-Administration Simplification et Lisibilité <i>Chaussée de Charleroi 83B ó 4^{ème} étage 5000 SALZINNES (NAMUR) Tél. 081/40 92 40</i>	CIRB <i>Avenue des Arts 21 1000 BRUXELLES Tél. 02/282 47 70</i>
Monsieur O. Schneider (F)	Monsieur M. Fettweis (F)
Etnic <i>Place Solvay 4, 2^{ème} étage 1030 BRUXELLES</i>	Ministère de la Communauté germanophone <i>Rue Gospert 1 4700 EUPEN Tel. 087/59 64 00</i>

2.2. Composition du Comité directeur

Président:

Monsieur G. Perl (F)

Président du Comité général de Coordination

Membres:

Monsieur K. Snyders (N)

Vice-Président du Comité général de Coordination

Monsieur T. Auwers (N)

Vice-Président du Comité général de Coordination

Monsieur S. Vanhoof (N)

Secrétaire du Comité de Direction de Smals

Monsieur F. Robben (N)

Administrateur général de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale

Monsieur E. Quintin (F)

Administrateur général adjoint de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale

Monsieur P. Mylle (N)

Conseiller à l'Institut National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants

Monsieur P.-P. Maeter (F)

Président du Comité de Direction du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

Le Président du Comité Général de Coordination

Bruxelles, le 1^{er} mars 2010

BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Comité général de coordination

Rapport de la réunion du 5 février 2010

La réunion est ouverte à 10 h 10 sous la présidence de monsieur G. Perl, administrateur général de l'ONP.

★

1. Approbation du rapport de la réunion du 25 juin 2009.

Le Président constate que les membres ne formulent pas de remarques concernant le rapport de la dernière réunion du Comité général de coordination.

Le rapport est par conséquent approuvé.

2. Communications.

Etant donné que plusieurs mandats sont arrivés à échéance au sein des institutions représentées, monsieur P. Maes (BCSS) signale qu'un arrêté ministériel portant modification de la composition du Comité général de coordination sera préparé dans les semaines à venir.

3. Synthèse du nombre de messages échangés au sein du réseau en 2009 et des services en cours de développement ó état d'avancement des projets en cours.

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose la synthèse et l'état d'avancement des projets en cours.

Le Comité général de coordination ne formule pas de remarques.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

4. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la déclaration DIMONA, à la déclaration multifonctionnelle, aux déclarations de risques sociaux et à la déclaration LIMOSA.

Messieurs K. Deridder (ONSS) et P. Maes (BCSS) exposent le rapport.

Concernant le projet Capelo, monsieur S. Janssen (SIGeDIS) observe que l'introduction des nouveaux blocs se réalisera en phases à partir du troisième (au lieu du deuxième) trimestre 2010.

Monsieur P. Maes (BCSS) ajoute que des adaptations réglementaires sont en préparation.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

5. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « sécurité de l'information ».

Monsieur A. Grijseels (INAMI) expose le rapport.

Madame D. De Vos (ASA) demande quelle est la relation exacte entre, d'une part, les CPAS et, d'autre part, le SPP Intégration sociale et l'ONSSAPL.

Monsieur F. Robben (BCSS) présume que sa question a trait à la gestion des utilisateurs et des accès qui est applicable. En fonction des tâches exercées en tant qu'employeur ou institution de sécurité sociale, les CPAS utiliseront progressivement le User Management Entreprises ou le User Management Professionals. Il est désigné, par CPAS, un responsable des accès qui peut désigner divers gestionnaires locaux en fonction des tâches mentionnées. Il souligne que des accords ont été conclus avec FEDICT selon lesquels le User Management développé au sein du secteur de la sécurité sociale reste aussi applicable lorsque les CPAS font usage de Digiflow.

Monsieur D. Cornet (Région wallonne) observe que le groupe de travail « Sécurité informatique » ne comprend, à l'heure actuelle, aucun représentant de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale. Cela lui paraît cependant souhaitable, par exemple lors de l'application des normes minimales de sécurité.

Monsieur F. Robben (BCSS) estime en effet que l'ensemble des régions et communautés ont le droit de participer aux travaux de ce groupe de travail.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

6. Rapport sur l'état d'avancement du projet datawarehouse - marché du travail et protection sociale au sein du programme Agora.

Monsieur P. Maes (BCSS) expose le rapport.

Monsieur F. Robben (BCSS) renvoie finalement à une concertation planifiée avec la DGSIE (l'ancien INS). D'une part, la DGSIE souhaite obtenir des données provenant du réseau de la sécurité sociale en vue du recensement (afin d'éviter une double enquête), d'autre part, la Banque Carrefour souhaite obtenir des données de la DGSIE afin d'enrichir son datawarehouse. La concertation a notamment traité l'examen d'une méthode d'agrégation des données, conformément à la réglementation relative à la protection de la vie privée.

Monsieur P. Strauss (FMP) pose la question quant à savoir comment il est, dans la pratique, possible d'obtenir des données provenant du datawarehouse.

Monsieur F. Robben (BCSS) renvoie au site web de la Banque Carrefour qui contient une description du datawarehouse et de diverses variables, d'une part, et un schéma de base pour des demandes de données, d'autre part. Il souligne en outre qu'il s'agit toujours de statistiques intersectorielles.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

7. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Extranet ».

Monsieur J. Jochmans (BCSS) expose le rapport.

Monsieur F. Robben (BCSS) ajoute que, lorsqu'elles utilisent le VPN, les institutions peuvent continuer à choisir entre, d'une part, l'usage de la carte d'identité et, d'autre part, moyennant paiement, l'usage du système sur la base d'un token.

Il confirme ensuite que le projet de mise en œuvre de la technologie VoIP sur l'Extranet a été attribué après un marché public auprès de Smals et qu'une première installation a été réalisée dans l'environnement Smals. Les institutions candidates seront progressivement contactées.

Il souligne que pour ce type de projets horizontaux, le contrôle de l'attribution correcte du marché public intervient au sein de la Smals, notamment sous la surveillance du représentant du ministre de tutelle et du ministre du budget au sein du Conseil d'administration de Smals et du réviseur d'entreprise. On évite ainsi de nouveau parcourir le même processus au sein de chaque institution qui souhaite faire appel au service. Il est évident que l'ensemble des informations (cahier des charges, offres, ...) peuvent être fournies, de manière transparente, aux institutions concernées.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

8. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Portail informatif de la sécurité sociale ».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Monsieur D. Cornet (Région wallonne) se pose des questions concernant la performance du moteur de recherche.

Monsieur F. Robben (BCSS) présume que la demande a plutôt trait au site web de la BCSS.

Messieurs E. Quintin (BCSS) et P. Maes (BCSS) sont au courant du problème et signalent que les mesures utiles seront prises pour y remédier.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

9. Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Relations informatiques, y compris le portail transactionnel de la sécurité sociale et l'usage de la carte d'identité électronique ».

Monsieur J. Jochmans (BCSS) expose le rapport.

Madame D. De Vos (ASA) demande à obtenir davantage d'informations relatives à l'application «HandiWeb» plus précisément en ce qui concerne la date de mise en production.

Monsieur E. Quintin (BCSS) répond que l'application constitue un complément à l'application existante Communit-e et qu'elle a pour objet une informatisation complète des contacts entre les personnes handicapées et les services compétents au sein du SPF Sécurité sociale.

Monsieur F. Robben (BCSS) n'est, à l'heure actuelle, pas en mesure de fournir une date définitive pour la mise en production.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

10. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « eWorkspace de la sécurité sociale ».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Il souligne qu'en concertation avec le SPF P&O il a été décidé d'utiliser, dans le courant de 2010, le logiciel Open Source Alfresco pour l'eWorkspace et les eCommunities.

Monsieur C. Lejour (CPAS) estime que les CPAS n'ont pas une vue suffisante sur les eTeams qui sont importants pour eux (tels que BETAX et CADAF).

Monsieur *E. Quintin* (BCSS) signale que les eTeams sont plutôt impliqués dans le processus de documentation lors de la mise au point d'un projet. Il constate en effet que les eTeams relatifs aux CPAS sont peu utilisés. Il souligne par ailleurs que le SPP Intégration sociale utilise un système expert propre.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

11. Rapport sur l'état d'avancement des travaux des groupes de travail relatifs à l'échange de données entre le SPF Finances et les institutions de sécurité sociale.

Monsieur *E. Quintin* (BCSS) expose le rapport. Il affirme que le but est d'étendre l'accès des institutions de sécurité sociale aux DB Taxi-As (ONP, DG Politique sociale, ONEm, í), d'une part, et à la DB Cadnet (ONP, DG Personnes handicapées, CPAS, í), d'autre part.

Par ailleurs, des tests auront lieu en vue de la mise en production d'un service web au bénéfice du SPF Finances (Recouvrement) qui permettra d'accéder à la DMFA, au fichier du personnel, au répertoire des employeurs et aux données vacances annuelles pour les ouvriers (projet Zacheus).

Madame *M. Smet* (SPF Finances) souligne tout d'abord qu'en ce qui concerne Taxi-As, les principaux problèmes ont également été résolus au niveau interne. Elle signale ensuite que la migration de CADNET notamment (en ce compris les historiques) vers un nouvel environnement est en cours. Elle souligne enfin que la disponibilité des données contenues dans le réseau de la sécurité sociale a effectivement donné lieu à une lutte contre la fraude fiscale et sociale plus ciblée, plus précisément dans le secteur des transports. En outre, elle s'informe sur l'état d'avancement de la mise à la disposition structurelle de ce type de données (OASIS), en vue d'un datawarehousing auprès du SPF Finances.

Monsieur *G. Mareels* (Communauté flamande) souligne que la Communauté flamande souhaite également accéder rapidement aux données du SPF Finances, dans le but de pouvoir supprimer de nombreuses attestations papier.

Monsieur *F. Robben* (BCSS) estime qu'il est préférable de conclure des accords avec un seul point de contact auprès du SPF Finances. A cet égard, il plaide une fois de plus en faveur d'un réseau d'intégrateurs de service (BCSS, plate-forme eHealth, Fedict, Corve, Easiwal, í). Ces derniers doivent non seulement se concentrer sur l'interopérabilité technique et sémantique, mais ils doivent également se mettre d'accord sur une répartition des tâches en vue de l'accessibilité des services web. Dans ce cadre et si l'ensemble des conditions sont réunies, il estime que la Communauté flamande doit, de préférence, recevoir les données directement du SPF Finances.

Monsieur *O. Schneider* (Communauté française) observe que ce type de plate-forme de concertation existe déjà (ICEG).

Monsieur *F. Robben* (BCSS) est d'avis qu'au sein de l'ICEG la concertation a plutôt lieu entre responsables politiques. A son avis, il vaut mieux confier l'organisation de la concertation précitée à FEDICT.

Monsieur C. Lejour (CPAS) signale ensuite que les CPAS éprouvent, lors de la consultation de Taxi-As, beaucoup de problèmes avec la stabilité de l'application.

Monsieur F. Robben (BCSS) est en effet au courant de ce type de problèmes de performance et signale que les mesures nécessaires seront prises. Il demande dès lors de lui fournir, le cas échéant, de plus amples détails concernant les problèmes qui perdurent.

Ensuite, monsieur F. De Saer (SPF Economie) signale que, pour ce qui concerne l'octroi automatique de tarifs sociaux pour le gaz et l'électricité, les dernières modifications sont, à l'heure actuelle, apportées à la réglementation. En outre, les institutions concernées ne devront fournir d'attestations papier aux intéressés que dans les cas où l'octroi automatique s'avère impossible.

Le Président demande finalement que l'ensemble des institutions de sécurité sociale concernées soient tenues au courant de l'état d'avancement le plus récent de ce projet, afin de pouvoir correctement informer leurs clients.

Monsieur F. Robben (BCSS) précise que les institutions concernées sont représentées au sein du groupe de travail concerné.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

12. Rapport sur l'état d'avancement des travaux dans le cadre de la « Banque de données pensions complémentaires ».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Madame B. Hannes (AT-assureurs) précise que l'adaptation de l'arrêté royal du 15 octobre 2004 *relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale* n'est pas encore terminée et qu'une concertation est encore en cours.

Monsieur P. Maes (BCSS) confirme cela.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

13. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Relations internationales ».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Il signale, en outre, à la demande du Président, qu'il existe effectivement des conventions bilatérales entre les Etats membres, mais que l'objectif est que tous les Etats membres devront progressivement respecter les standards du réseau électronique EESSI.

Le rapport est approuvé par le Comité général de coordination.

14. Divers.

Monsieur P. Maes (BCSS) signale que le groupe de travail «impact omnisectoriel» a dans l'intervalle démarré.

La séance est levée à 11h50.

Le Président du Comité Général de Coordination

Bruxelles, le 24 juin 2010

BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Comité général de coordination

Rapport de la réunion du 11 juin 2010

La séance est ouverte à 10h15 sous la présidence de monsieur G. Perl.

★

1. Approbation du rapport de la réunion du 5 février 2010.

Le Président constate que les membres ne formulent pas de remarques concernant le rapport de la dernière réunion du Comité général de coordination.

Le rapport est par conséquent approuvé.

2. Communications.

Il n'y a pas de communications.

3. Projet de plan de priorités pour l'année 2011.

Monsieur E. Quintin (BCSS) commente le projet de plan de priorités pour l'année 2011 qui a été distribué en séance.

Il remercie les membres pour la qualité de leurs communications lors de la rédaction de ce plan.

Par ailleurs, il invite les membres à bien vouloir décrire les fiches de façon assez détaillée à l'avenir. Le présent document concerne en tout cas l'ensemble des demandes parvenues à la BCSS. Ces demandes seront davantage structurées en concertation avec les instances sollicitantes et sollicitées. Cette concertation sera organisée durant les vacances d'été.

Les institutions recevront vers fin octobre 2010 la version définitive de la liste des priorités pour l'exercice 2011.

Monsieur G. Mareels (Communauté flamande) signale qu'il a, pour des raisons techniques, convenu avec le SPF Finances de demander les données de revenus (Taxi-As) auprès de la BCSS et non pas auprès du SPF Finances.

Monsieur F. Robben (BCSS) souligne que ceci n'est en principe pas le rôle de la BCSS, étant donné qu'il s'agit de données purement fiscales. Il est toutefois disposé, compte tenu des difficultés éprouvées, à assumer cette tâche à titre temporaire en tant que sous-traitant du SPF Finances. Il est cependant indispensable de conclure un accord à ce propos avec le SPF Finances et de disposer d'une autorisation du Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale.

Monsieur G. Mareels (Communauté flamande) estime que cette autorisation existe déjà.

Madame M. Smet (SPF Finances) répond ensuite que des réunions ont en effet déjà eu lieu à cet effet et qu'elle attend sous peu une réponse du Président. Elle est en tout cas disposée à obtenir les données via la BCSS.

Madame D. De Vos (ASA) demande enfin quelques précisions concernant l'échange automatique dont question de données entre les CPAS et les Communautés et Régions.

Monsieur E. Quintin (BCSS) répond qu'il s'agit d'une plate-forme structurée pour l'échange mutuel de données, notamment en matière de revenu d'intégration et d'intégration sociale, d'une part, et en matière d'intégration civique et d'aide aux personnes, d'autre part.

Monsieur F. Robben (BCSS) regrette ne pas avoir reçu de réponse de plusieurs institutions, dont notamment l'ASA, en ce qui concerne les priorités et invite ces institutions à quand même encore fournir une réponse.

Le Comité général de coordination approuve la proposition.

4. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la déclaration DIMONA, à la déclaration multifonctionnelle, aux déclarations de risques sociaux et à la déclaration LIMOSA.

Messieurs K. Deridder (ONSS) et P. Maes (BCSS) exposent le rapport.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

5. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « sécurité de l'information ».

Monsieur A. Grijseels (INAMI) expose le rapport.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

6. Rapport sur l'état d'avancement du projet datawarehouse - marché du travail et protection sociale au sein du programme Agora.

Monsieur P. Maes (BCSS) expose le rapport.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

7. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Extranet ».

Monsieur J. Jochmans (BCSS) expose le rapport.

Il signale par ailleurs que l'extranet, en collaboration avec FEDICT, peut jouer un rôle de tampon en matière d'adresses IP pour tous les contacts externes.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

8. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Portail informatif de la sécurité sociale ».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Monsieur T. Auwers (SPF Sécurité sociale) ajoute que le développement de l'application « Coming to Belgium », qui est le pendant de « Leaving Belgium » pour ceux qui viennent s'installer en Belgique, est poursuivi. La réception est prévue dans le courant de 2011.

Cette application utilisera par ailleurs le même moteur de recherche que l'application existante "Leaving Belgium" et pourra donc être développée à un prix nettement inférieur.

Le Président souligne finalement que l'application « My pension » est déjà en production.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

9. Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Relations informatiques », y compris le portail transactionnel de la sécurité sociale et l'usage de la carte d'identité électronique.

Monsieur J. Jochmans (BCSS) expose le rapport et précise l'approche SOA à l'aide de la présentation en annexe.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

10. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « eWorkspace de la sécurité sociale ».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Il souligne que le but est d'intégrer tous les eTeams dans la nouvelle plate-forme Alfresco.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

11. Rapport sur l'état d'avancement des travaux des groupes de travail relatifs à l'échange de données entre le SPF Finances et les institutions de sécurité sociale.

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Il signale que l'Office nationale des pensions aura accès à Taxi-As à partir du 25 juin 2010. En ce qui concerne l'Office national de l'Emploi, l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et quelques autres institutions, les études de faisabilité sont entamées.

Madame M. Smet (SPF Finances) confirme qu'une concertation sur les priorités aura lieu dans les semaines à venir.

Ensuite, monsieur E. Quintin (BCSS) signale qu'un accès à Cadnet (données relatives au patrimoine immobilier) a entre-temps été accordé à l'Office national des pensions à et l'Office national de sécurité sociale. Il y a lieu de poursuivre la concertation avec le SPF Finances concernant le lancement de la deuxième phase.

Monsieur A. S. Nachit (SPF Finances) confirme que les tests ont été entamés.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

12. Rapport sur l'état d'avancement des travaux dans le cadre de la «Banque de données pensions complémentaires».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

13. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Relations internationales ».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Il déclare qu'à partir de mai 2012, les institutions auront la possibilité d'envoyer et de recevoir des 'documents électroniques structurés' (SED). Dans le courant du deuxième semestre, la présidence du groupe de travail au niveau européen sera d'ailleurs assurée par monsieur F. Robben (BCSS) ou monsieur E. Quintin (BCSS).

Le rapport est approuvé par le Comité général de coordination.

14. Rapport sur l'état d'avancement des travaux du « Groupe de travail impact omnisectoriel ».

Monsieur T. Auwers (SPF Finances) expose le rapport.

Le rapport est approuvé par le Comité général de coordination.

15. Divers.

Nihil.

La séance est levée à 11h30.

**Proposition des priorités 2011
en ce qui concerne les nouveaux services à fournir par l'intermédiaire de la
Banque Carrefour de la sécurité sociale (BCSS)**

Conformément au cycle annuel de gestion des priorités tel que prévu dans le contrat d'administration de la BCSS, toutes les instances qui utilisent les services de la BCSS ont été invitées par courrier du 19 avril 2010 à communiquer les projets qu'elles estimaient nécessaires d'entreprendre avec la BCSS au cours de l'année 2011.

Les demandes de priorités relatives aux **services à fournir par l'intermédiaire direct de la BCSS** figurent dans les tableaux 1 à 3 en annexe:

- le tableau 1 mentionne les demandes provenant des **institutions de sécurité sociale** elles mêmes:

- DOSZ ó OSSOM
- FAO ó FAT
- FBZ ó FMP
- FOD Binnenlandse Zaken ó SPF Intérieur
- FOD SZ ó SPF Séc Soc
- FOD WASO ó SPF ETCS
- FSO ó FFE
- HVKZ ó CSPM
- HVW ó CAPAC
- HZIV ó CAAMI
- NIC ó CIN
- PDOS ó SdPSP
- RIZIV ó INAMI
- RJV ó ONVA
- RKW ó ONAFTS
- RSVZ ó INASTI
- RSZ ó ONSS
- RSZPPO ó ONSSAPL
- RVA ó ONEM
- RVP ó ONP
- SIGEDIS
- VSI ó AIS

- le tableau 2 mentionne les demandes provenant des **instances qui collaborent à la sécurité sociale**:

- o ACTIRIS
- o ADG
- o Externe Preventiediensten ó Services externes de prévention
- o FOREM
- o VDAB

- le tableau 3 mentionne les demandes provenant des **autres instances**:

- o BHG ó RBC: Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij ó Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale
- o BHG ó RBC: Brussel Mobiliteit - Bruxelles Mobilité ó Directie Taxi's - Direction des Taxis
- o BHG ó RBC: CIBG ó CIRB
- o BHG ó RBC: Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ó Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale
- o BHG ó RBC: MIVB ó STIB

- BIPT ó IBPT
- Commissie voor Bank-, Financie- en Assurantiewezen ó Commission bancaire, financière et des assurances
- FEDICT
- FOD Financiën ó SPF Finances
- VL: Agentschap Personen met een Handicap
- VL: Agentschap Vlaamse Belastingdienst
- VL: CORVE
- VL: De Lijn
- VL: Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin
- VL: EANDIS
- VL: Syntra Vlaanderen
- VL: Vlaams Agentschap Zorg en Gezondheid
- VL: Vlaamse Maatschappij voor Sociaal Wonen
- VL: Vlaamse Milieumaatschappij
- RW: Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées
- RW: Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie
- RW: Direction générale opérationnelle de l'Économie, de l'Emploi et de la Recherche
- RW: Services de la Communauté française

Les demandes de priorités relatives aux **services à fournir par l'intermédiaire du portail de la sécurité sociale** figurent dans le tableau 4 en annexe; elles émanent des instances suivantes:

- PDOS ó SdPSP
- RVA ó ONEM

Les éléments suivants doivent aussi être pris en considération:

- les demandes de priorités relatives aux années précédentes qui n'ont ou n'auront pas fait l'objet d'une mise en production en 2010 mais qui ont été confirmées par les instances demanderessees comme restant prioritaires en 2011 ont été intégrées dans les 4 tableaux;
- les tableaux comprennent les projets qui ont été demandés par les différentes instances impliquées dans le cycle de gestion des priorités. Les tâches relatives à l'évolution de l'infrastructure et des services de base (telles que l'implémentation de l'infrastructure SOA, la modernisation des registres BCSS) n'ont pas été reprises dans les tableaux mais seront poursuivies au cours de l'année 2011;
- les instances suivantes n'ont pas encore répondu à l'enquête sur les priorités pour l'année 2011;
 - BHG ó RBC: Bestuur Economie en Werkgelegenheid - Administration de l'Économie et de l'Emploi
 - BHG ó RBC: Bestuur Financiën en Begroting - Administration des Finances et du Budget
 - DAV ó ASA
 - FOD Economie ó SPF Economie
 - FOD Mobiliteit en Vervoer ó SPF Mobilité et Transports
 - FOD Volksgezondheid ó SPF Santé publique
 - POD Maatschappelijke Integratie ó SPP Intégration Sociale
 - RW: Cellule fiscale de la Région wallonne
 - RW: Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement

- RW: Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques
 - RW: Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé
 - RW: EASI-WAL
 - RW: Office de la Naissance et de l'Enfance
 - RW: Société wallonne du logement
 - VL: Agentschap voor Binnenlands Bestuur
 - VL: Agentschap Centrale Accounting
 - VL: Agentschap voor Hoger Onderwijs, Volwassenenonderwijs en Studietoelagen
 - VL: Agentschap voor Landbouw en Visserij
 - VL: Agentschap voor Onderwijsdiensten
 - VL: Agentschap Wonen-Vlaanderen
 - VL: Departement Cultuur, Jeugd, Sport en Media
 - VL: Departement Werk en Sociale Economie
 - VL: Inspectie RWO
 - VL: Inspectie Welzijn, Volksgezondheid en Gezin
 - VL: Vlaams Subsidieagentschap voor Werk en Sociale Economie
 - VL: Vlaams Woningfonds
- une colonne «Fiche» contenant les indications suivantes a été ajoutée aux 4 tableaux:
- OK = la BCSS a reçu une fiche pour une nouvelle demande;
 - pas encore reçu = la BCSS n'a pas encore reçu de fiche pour une nouvelle demande;
 - confirmé = l'instance demanderesse a répondu que la demande qui a été introduite au cours d'une année précédente et qui n'a pas encore été réalisée, doit être reprise pour l'année 2011.

Le calendrier de développement des nouveaux services demandés sera fixé conjointement avec les instances sollicitées pour fournir les services ainsi qu'avec la BCSS, en fonction de leurs possibilités. Cette concertation s'effectuera avant fin octobre 2010 à l'initiative du SPOC de la BCSS.

Project id (intern KSZ)	Vragende instelling	Betrokken instelling	Projectnaam	Projectbeschrijving	Contactpersoon	Status	Gewenste haalbaarheidsstudie datum	Gewenste productiedatum	Opmerkingen	Fiche
09-Ap-030	DOSZ - OSSOM	RVP - ONP	Project Equinox	Online raadplegen van pensioenkadastergegevens gebruik makend van gegevensuitwisseling met webservice	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend	T4-2010	T1-2011		OK
11-Ap-002	DOSZ - OSSOM	KSZ - BCSS	Project ASTRA	Omzetting van de COBOL programma's van de toepassing STAR met inhouse-file formaat naar XML-formaat, gebruik makend van webservices	Mark Demol	Aanvraag ingediend	T4-2011	T1-2012		OK
09-Ap-220	Europese Instellingen - Organismes Européennes	FOD SZ - SPF Séc Soc; RSZ - ONSS; RSZPPO - ONSSAPL; DOSZ - OSSOM; FAO - FAT; FBZ - FMP; RIZIV - INAMI; NIC - CIN; RKW - ONAFTS; RVA - ONEm; RSVZ - INASTI; RVP - ONP; PDOS - SdPSP; SIGeDIS; RJV - ONVA; VSI - AIS; RSVZ - INASTI	Projet EESSI	EESSI plateforme: échange électronique de données de la sécurité sociale entre les états membres de l'Union Européenne; implementation de la plateforme Belge, point d'accès unique pour tous les échanges.	Christophe Klopfert	Project opgestart		T2-2012		Bevestigd
09-Ap-015	FAO - FAT	RKW - ONAFTS	Toegang tot CADAF door FAO	Doorgave gegevens vanuit het Kadaster van kinderbijslag.	Christophe Klopfert	Aanvraag ingediend				Bevestigd
10-Ap-066	FAO - FAT	FOD WASO - SPF ETCS	ePV, un Pro-Justicia électronique pour FAT	Elaboration d'un PJ (Pro-Justicia) électronique pour les services d'inspection susceptibles de dresser un PJ en droit social.	Michel Borgers	Aanvraag ingediend				Bevestigd
11-Ap-023	FAO - FAT	NIC - CIN	Vervanging van batch A060-A061	De arbeidsongevallenverzekeraars sturen berichten naar het FAO die in een aantal gevallen aanleiding geven tot de creatie, wijziging of delete van elektronische attesten voor de ziekenfondsen. De vraag is om de mailbox-berichten geheel of	Pierre-Etienne Pardonge	Aanvraag ingediend	T2-2011		Eventueel link met 09-Ap-128	OK

				gedeeltelijk te vervangen door online communicatie.						
11-Ap-024	FAO - FAT	KSZ - BCSS	Vervanging BCXX	Ontwikkeling van een aantal consultaties van het Rijks- en bisregister, actuele gegevens en historiek, met inbegrip van de gezinssamenstelling	Mark Demol	Aanvraag ingediend	T1-2011			OK
09-Au-228	FBZ - FMP	RSVZ - INASTI	Online consultatie ARZA	Online consultatie van het repertorium van de zelfstandigen (L302).	Ghis Vanderheyden	Project opgestart	T3-2010	T1-2011		OK
10-Ap-063	FBZ - FMP	FAO - FAT	Consultatie periodes arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval door FBZ	Consultatie van de databank van het Fonds voor Arbeidsongevallen met betrekking tot periodes van arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval.	Pierre-Etienne Pardonge	Demande déposée				Bevestigd
11-Ap-047	FBZ - FMP	NIC - CIN	Opvolging verwijdering zwangeren	Uitwisseling van gegevens tussen de verzekeringsinstellingen en het FBZ m.b.t. de verwijdering van zwangere werknemers uit het schadelijke milieu.	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend	T3-2010	T1-2011		OK
11-Ap-048	FBZ - FMP	RKW - ONAFTS	Online raadpleging CADAF	Online raadplegen van het Kadaster van de kinderbijslag	Christophe Klopfert	Aanvraag ingediend	T3-2010	T1-2011		OK
11-Ap-049	FBZ - FMP	COPREV - Externe preventiediensten - Services externes de prévention	Vaccinatie tegen Hepatitis B	Uitwisseling van gegevens tussen enerzijds de interne en externe diensten voor preventie en bescherming op het werk en anderzijds het fonds voor de beroepsziekten met het oog op de terugbetaling van de vaccinaties tegen hepatitis B.	Pierre-Etienne Pardonge	Aanvraag ingediend	T4-2010	T4-2011		OK
09-Ap-036	FEDICT	RSZ - ONSS	Ontsluiting repository werkgevers/werknemers	Ontsluiting van de repository werkgevers/ werknemers in het kader van de validatie van de zelfregistratie en het kunnen aanduiden van de juiste lokale beheerder.	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend				Bevestigd
09-Ap-037	FEDICT	RSZ - ONSS	Ontsluiting repository Hoofdtoegangsbeheerders RSZ	Ontsluiting van de repository hoofdtoegangsbeheerder van de werkgevers, die reeds in de repository van de RSZ geregistreerd zijn.	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend				Bevestigd

09-Ap-038	FEDICT	KSZ - BCSS	Ontsluiting Bisregister via FSB	Vervanging van de huidige toegang tot het Bisregister via UME door een toegang via webservices waarbij FSB de UME zal vervangen. e-platform	Mark Demol	Project opgestart				Bevestigd
09-Ap-014	FOD SZ - SPF Séc Soc	RKW - ONAFTS RSVZ - INASTI	Toegang tot CADAF - HANDIWEB door FOD Sociale Zekerheid	Consultation des relations entre enfant bénéficiaire et attributaire d'une part, d'autre part entre enfant bénéficiaire et allocataire(s) et inversement attributaire - enfant(s) bénéficiaire(s) et allocataire - enfant(s) bénéficiaire(s) HANDIWEB	Christophe Klopfert	Project opgestart				Bevestigd
09-Ap-018	FOD SZ - SPF Séc Soc	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot gegevens inzake onroerende goederen (CADNET) door FOD Sociale zekerheid	Verkrijgen van gegevens met betrekking tot onroerende goederen bijgehouden door de FOD Financiën. DG personen met handicap	Françoise Tomasetti	Project opgestart	Afgerond	T4-2011		Bevestigd
09-Ap-022	FOD SZ - SPF Séc Soc	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot gegevens inzake aanslagbiljet (TAXI-AS) door FOD Sociale Zekerheid	Webservice ter consultatie van de gegevens van het aanslagbiljet bijgehouden door de FOD Financiën. DG Sociaal Beleid	Michel Borgers	Project opgestart				Bevestigd
09-Ap-059	FOD SZ - SPF Séc Soc	RVA - ONEm	Vervangingsinkomen uit werkloosheid	Consultatie van gegevens met betrekking tot vervangingsinkomen uit werkloosheid (L035).	Claudia Laeremans	Project opgestart				Bevestigd
09-Ap-087	FOD SZ - SPF Séc Soc	VAPH, AWIPH, COCOF, DPB	Gegevensstroom HANDIPLACED voor FOD Sociale Zekerheid	Gegevensstroom waardoor kan bepaald worden of een persoon met een handicap in een instelling verblijft, waar de verblijfskosten gefinancierd worden door de overheid.	Sante Broccolo	Projet démarré				Bevestigd
09-Au-185	FOD SZ - SPF Séc Soc	RR - RN	Electronisch opgeslagen pasfoto	DG Personen met een handicap, vraagt om in het kader van de afgifte van een parkeerkaart, gebruik te kunnen maken van de electronisch opgeslagen pasfoto.	Mark Demol	Aanvraag ingediend				Bevestigd

10-Ap-045	FOD SZ - SPF Séc Soc	FOD Economie - SPF Economie	PeGASIS - Maatschappelijke zetel	Opvraging van de gegevens van de maatschappelijke zetel van een onderneming of van haar filialen. Bijkomende aanvraag: geografische gegevens van de maatschappelijke zetel van een onderneming of van haar filialen.	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend				OK
11-Ap-022	FOD SZ - SPF Séc Soc	RVP- ONP RIZIV - INAMI Smals	Pensioenkadaster	Webservice ter consultatie van het Pensioenkadaster alsook doorgave van de mutaties - fase II DG Personen met handicap	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend				Nog niet ontvangen
09-Ap-110	FOD WASO - SPF ETCS	KSZ - BCSS	Update gegevens GINAA	Automatische update van de gegevensbank GINAA met gegevens van het RR en de KBO.	Michel Borgers	Demande déposée				Bevestigd
09-Ap-111	FOD WASO - SPF ETCS	FAO - FAT	Consultatie van de gegevensbank arbeidsongevallen door FOD WASO	Ontwikkeling van een webservice tot consultatie van de gegevensbank van de arbeidsongevallen (ongevallenhistoriek) door de inspecteurs van de FOD WASO in het kader van de voorbereiding van een bedrijfsbezoek.	Pierre-Etienne Pardonge	Demande déposée				Bevestigd
11-Ap-001	FOD WASO - SPF ETCS	RSZ - ONSS RSZPPO - ONSSAPL	Doelgroepvermindering 'mentors'	RSZ en RSZPPO moeten vanwege de FOD WASO de persoonsgegevens krijgen om in staat te zijn de doelgroepverminderingen 'mentors' die door de betrokken werkgevers via de DmfA(PPL) aangevraagd worden, te controleren op hun gegrondheid.	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend	ASAP		De maatregel is in werking vanaf het eerste kwartaal van 2010. Het project is dus uiterst dringend	OK
09-Au-286	FOD WASO - SPF ETCS: 4 services d'inspection - Genesis	FOD Economie - SPF Economie	Accès à KBO pour SPF ETCS	Accès au webservice Consult KBO dans le cadre du projet ePV - phase 1 via public search + phase 2 via WS Consult KBO	Françoise Tomasetti	Projet démarré			link met 09-Ap-109	Bevestigd
09-HS-113	FSO - FFE	NIC - CIN	Verbrekingsvergoeding in het kader van sluiting van	Gegevensstroom in het kader van de terugvordering door de	Claudia Laeremans	Projet démarré	T3-2010			Bevestigd

			onderneming	mutualiteiten indien de sociaal verzekerde in dezelfde periode een verbrekingsvergoeding ontvangt van het FSO.						
09-Au-210	KSZ - BCSS	RSZ - ONSS	Limosa - Identification et intégration	Modification des process d'identification et d'intégration manuelles dans le Cadre des Meldingsplicht Limosa	Françoise Tomasetti	Project opgestart				Bevestigd
09-Au-252	KSZ - BCSS	FOD SZ - SPF Séc Soc	Consultation HANDIFLUX (générique)	Consultation de la base de données reprenant tous les dossiers des personnes bénéficiant d'allocation pour personne handicapée: Allocation d'intégration, Allocation de remplacement de revenu, Allocation pour personne âgée ainsi que des enfants handicapés (reconnaissance médicale ancienne et nouvelle législation).	Sante Broccolo	Project opgestart				Bevestigd
09-Au-270	KSZ - BCSS - Médiateur de terrain	RKW - ONAFTS	Refugiés politiques et allocations familiales	Chaque fois qu'un réfugié politique, en attente de régularisation, renouvelle sa carte d'identité provisoire, il doit apporter à l'ONAFTS une copie de sa nouvelle carte d'identité. Bien souvent, il oublie d'effectuer cette démarche et ne reçoit plus d'allocations familiales, sans comprendre pourquoi. Il serait opportun que l'ONAFTS consulte le formulaire électronique H206 (Dossier administratif de la personne inscrite dans le registre d'attente et historiques) afin d'éviter la perte du droit aux allocations familiales.	Mark Demol	Aanvraag ingediend				
10-Ap-064	NIC - CIN	FAO - FAT	Consultatie periodes arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval door NIC	Consultatie van de databank van het Fonds voor Arbeidsongevallen met betrekking tot periodes van arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval.	Pierre-Etienne Pardonge	Demande déposée				Bevestigd

10-Ap-065	NIC - CIN	FAO - FAT	Vervanging van huidige papieren stroom tussen NIC en FAO	Verzending door het FAO aan CIN van gegevens met betrekking blijvende arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval ter vervanging van de huidige papieren gegevensstroom.	Pierre-Etienne Pardonge	Aanvraag ingediend				Bevestigd
10-Au-022	NIC - CIN	RVP - ONP RVA - ONEM FAO - FAT FBZ - FMP RSZ - ONSS RSZPPO - ONSSAPL RSVZ - INASTI	Récupération d'indu par les mutualités	Lors d'indu, les mutuelles peuvent demander aux institutions de sécurité sociale d'effectuer des retenues sur différents revenus tels les pensions, les allocations de chômage; les indemnités de maladies payées par un autre OA, les allocations versées lors d'un accident du travail ou des maladies professionnelles; quant aux saisies, elles s'effectuent sur la rémunération des travailleurs; il est donc nécessaire là de connaître l'employeur.	Claudia Laeremans	Demande déposée				Nog niet ontvangen
11-Ap-004	NIC - CIN	FBZ - FMP	Période d'inactivité pour maladie professionnelles	Attesten en consultatie van de periode van inactiviteit wegens beroepsziekte (A045).	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend				Bevestigd
11-Ap-006	NIC - CIN	POD MI - SPP IS OCMW - CPAS eHealth	Carte médicale	La deuxième phase se concentrera sur la carte remises aux assurés affiliés auprès d'une mutualité.	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend			link met 10-Ap-056	Bevestigd
11-Ap-008	NIC - CIN	BIPT - IBPT	Laryngectomie	Echange des données des personnes ayant subi une laryngectomie	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend				Nog niet ontvangen
11-Ap-009	NIC - CIN	FOD SZ - SPF Séc Soc	Toegang tot HANDIFLUX voor NIC	Toegang tot de gegevens met betrekking tot de tegemoetkomingen gehandicapten.	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend				Bevestigd
10-Ap-020	PDOS - SdPSP	RKW - ONAFTS	Toegang tot CADAF voor PDOS	Het project moet de PDOS in staat stellen om de toekenning op te volgen van kinderbijslag aan pensioentitularissen en aan personeelsleden van de openbare sector in loopbaanonderbreking die dergelijke perioden wensen te valideren voor hun pensioen door het verrichten van	Christophe Klopfert	Aanvraag ingediend	T2-2011	T4-2011		Bevestigd

				persoonlijke bijdragen.						
11-Ap-003	PDOS - SdPSP	SIGeDIS	Ondervraging loopbaangegevensbank van SIGeDIS	Het project moet de PDOS in staat stellen om bij ontvangst van een aanvraag voor pensioen of pensioenraming onmiddellijk de loopbaan- en bezoldigingsgegevens van de nog ontbrekende trimesters op te vragen bij de loopbaangegevensbank van SIGeDIS.	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend	T1-2011	T2-2011		OK
11-Ap-050	PDOS - SdPSP	RVP - ONP RSVZ - INASTI	Polyvalente pensioenaanvraag	Polyvalente pensioenaanvraag	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend				Nog niet ontvangen
09-Ap-019	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot gegevens inzake onroerende goederen (CADNET) door OCMW's	Verkrijgen van gegevens met betrekking tot onroerende goederen bijgehouden door de FOD Financiën.	Françoise Tomasetti	Project opgestart				
09-Ap-023	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot gegevens inzake aanslagbiljet (TAXI-AS) door OCMW's	Webservice ter consultatie van de gegevens van het aanslagbiljet in het kader van de uitbreiding tot het sociaal onderzoek.	Michel Borgers	Aanvraag ingediend				
09-Ap-089	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	FOD SZ - SPF Séc Soc	Toegang tot HANDIFLUX voor OCMW's	Ontwikkeling van een webservice ter consultatie van de databank met gegevens betreffende personen met een handicap in het kader van de aanvullende rechten.	Sante Broccolo	Project opgestart				Bevestigd
09-Ap-094	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	RVP - ONP RVA - ONEM UI - OP	Flux sur les avances des CPAS	Flux de données émanant des CPAS en vue de la communication des avances et de leur récupération.	Sante Broccolo	Projet démarré				
09-Au-204	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	RSVZ - INASTI	Consultation du RGTI par les CPAS	Consultation du Répertoire Général des Travailleurs Indépendants (RGTI) via le format XMLite (formulaire L302).	Sante Broccolo	Project opgestart				
09-Au-215	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	NIC - CIN	Toegang tot MyCaret door OCMW's	Utilisation de MyCaret pour la consultation des données d'assurabilité.	Sante Broccolo	Project opgestart				
10-Ap-052	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	CORVE CIBG - CIRB Easi-Wal	Automatisation d'échanges des CPAS avec les Communautés et les Régions	Automatisation d'échanges avec les Communautés et les Régions.	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend				Bevestigd

10-Ap-056	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	KSZ - BCSS	Carte médicale	La première phase se concentrera sur le volet des illégaux; la deuxième phase sur la carte remises aux assurés affiliés auprès d'une mutualité.	Sante Broccolo	Project opgestart				
10-Ap-059	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	KB Inburgering	Locataires sociaux	Consultation et mutations émanant de la KB Inburgering relatives aux locataires sociaux.	Sante Broccolo	Project opgestart				Bevestigd
10-Ap-060	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	KB Inburgering	Tests linguistiques	Communication du résultat des tests linguistiques organisés pour les locataires sociaux.	Sante Broccolo	Project opgestart				Bevestigd
10-Ap-061	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	KB Inburgering	Logement social	Consultation et mutations des données relatives aux logements sociaux.	Sante Broccolo	Project opgestart				Bevestigd
10-Au-021	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	FOD Economie - SPF Economie	Sociale tarieven gas en elektriciteit	Consultation du statut 'Tarif social Gaz et Electricité' des clients finals connus au SPF ECO	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend				
09-Au-260	RIZIV - INAMI	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	Contrôle Intervention majorée	Communiquer l'attestation A036 reprenant les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale ou d'une aide sociale dans le cadre de l'intervention majorée et du MAF social	Sante Broccolo	Project opgestart				
11-Ap-010	RIZIV - INAMI	RSZ - ONSS RSZPPO - ONSSAPL	Gegevensuitwisseling voorlopige bijdragebescheiden GUV	De directie controle en beheer van toegankelijkheidsgegevens en archivering van gegevens van de Dienst voor administratieve controle van het RIZIV ontvangt van de verzekeringsinstellingen permanent aanvragen tot uitreiking van voorlopige bijdragebescheiden. De directie kan deze voorlopige bijdragebescheiden afleveren indien zij van de verzekeringsinstellingen afdoende bewijsmateriaal ontvangt en vraagt de RSZ of RSZPPO een onderzoek te doen naar deze dossiers (regularisatie vervulling bijdrageplicht). Deze communicatie gebeurt nu via diskettes (RSZ) en via mail (RSZPPO). De directie beoogt een meer performante en beveiligde gegevensuitwisseling	Piet Hemeryck	Aanvraag ingediend	T4-2010			OK

				met deze overheidsdiensten.						
11-Ap-011	RIZIV - INAMI	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot gegevens inzake onroerende goederen (CADNET) door RSVZ	Voor toepassing van de verzekering voor geneeskundige verzorging, en meer bepaald de verhoogde tegemoetkoming en het OMNIO-statuut, maakt het kadastraal inkomen van het eigen woonhuis deel uit van de inkomens die in aanmerking genomen worden; dit inkomen wordt verminderd met een vast bedrag per gerechtigde, verhoogd met een bedrag per persoon ten laste.	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend	T4-2010	T1-2011		OK
11-Ap-012	RIZIV - INAMI	POD MI - SPP IS OCMW - CPAS	Flux sur les avances des CPAS	Les CPAS versent des avances aux travailleurs domiciliés en Belgique, assurés belges ayant une carrière à l'étranger lorsque les organismes assureurs ne les indemnisent pas à titre provisionnel pendant la période d'examen de leur dossier par l'INAMI, si leur carrière belge, trop courte, n'ouvre pas le droit aux indemnités d'invalidité. Lorsque les organismes étrangers octroient une prestation, le droit en Belgique peut s'ouvrir par totalisation des périodes d'assurance. Le CPAS est alors remboursé sur base des arrérages disponibles, payés par les organismes étrangers.	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend	T4-2011			OK

11-Ap-013	RIZIV - INAMI	RVA - ONEM	Raadpleging dagen werkloosheidsuitkering	Het RIZIV wenst de sociale gegevens van persoonlijke aard betreffende het vervangingsinkomen uit werkloosheid te kunnen raadplegen die beschikbaar zijn bij de RVA en die niet in de bestaande stromen (L500 en LO35) voorkomen. Het betreft o.a. de volledige werkloosheidscode en de dagen waarop effectief een werkloosheidsuitkering werd betaald.	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend				OK
11-Ap-014	RIZIV - INAMI	FAO - FAT	Online consultatie tijdelijke arbeidsongeschiktheid	Consultatie van de databank van het Fonds voor Arbeidsongevallen met betrekking tot periodes van arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval. (A044)	Pierre-Etienne Pardonge	Aanvraag ingediend	T2-2011	T4-2011		OK
11-Ap-015	RIZIV - INAMI	NIC - CIN	Online consultatie arbeidsongeschiktheid in geval van ziekte of zwangerschap	Online consultatie van gegevens mbt periodes van inactiviteit of toegelaten deeltijdse werkhervatting in geval van ziekte (L020)	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend	T2-2011	T4-2011		OK
11-Ap-016	RIZIV - INAMI	RSVZ - INASTI	Online consultatie bijdragebon zelfstandige	Online consultatie van de verzekeraargegevens van een zelfstandige in geval van arbeidsongeschiktheid en einde wachttijd verzekeraarheid (L410).	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend	T2-2011	T4-2011		OK
10-Au-002	RIZIV - INAMI NIC - CIN	POD MI - SPF IS	Extension BIM aux catégories 2&3 du fonds mazout	Communiquer aux organismes assureurs les bénéficiaires des catégories 2&3 du fonds mazout dans le cadre de l'intervention majorée.	Sante Broccolo	Project opgestart				
09-Ap-102	RJV - ONVA	SIGeDIS	Toegang to DB SIGeDIS	Ontwikkeling van een webservice tot raadpleging van gegevens met betrekking tot de globale loopbaanuittreksels, afkomstig uit de databank SIGeDIS.	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend				Bevestigd

10-Ap-041	RJV - ONVA	NIC - CIN	Consultatie van periodes arbeidsongeschiktheid in geval van ziekte of zwangerschap door RJV	Consultatie van gegevens met betrekking tot periodes van inactiviteit of toegelaten deeltijdse werkhervatting in geval van ziekte, met name de begindatum van arbeidsongeschiktheid (formulier A050).	Claudia Laeremans	Projet démarré					Bevestigd
10-Ap-042	RJV - ONVA	FOD FIN - SPF FIN	Transmission des saisies des contributions / TVA / SECAL	Développement d'un flux reprenant les nouvelles demandes de saisies fiscales (et pas uniquement les soldes mis à jour des saisies qui ont déjà été introduites).	Michel Borgers	Aanvraag ingediend					Bevestigd
10-Ap-062	RJV - ONVA	FAO - FAT	Consultatie periodes arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval door RJV	Consultatie van de databank van het Fonds voor Arbeidsongevallen met betrekking tot periodes van arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval.	Pierre-Etienne Pardonge	Demande déposée					Bevestigd
09-Ap-105	RKW - ONAFTS	FAO - FAT	Consultatie periodes arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval door RKW	Consultatie van de databank van het Fonds voor Arbeidsongevallen met betrekking tot periodes van arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval.	Pierre-Etienne Pardonge	Demande déposée					Bevestigd
09-Ap-114	RKW - ONAFTS	RVA - ONEm	Vervangingsinkomen uit werkloosheid	Gegevensstromen met betrekking tot vervangingsinkomen uit werkloosheid in het kader van het onderzoek naar de toekenning van sociale toeslagen en gewaarborgde kinderbijslag (formulier L035).	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend					Bevestigd
09-Ap-115	RKW - ONAFTS	OCMW - CPAS	Vervangingsinkomen uit OCMW-sector voor RKW	Gegevensstromen met betrekking tot vervangingsinkomen en eventueel andere inkomsten uit de OCMW-sector in het kader van het onderzoek naar de toekenning van sociale toeslagen en gewaarborgde kinderbijslag.	Sante Broccolo	Project opgestart					Bevestigd

09-Ap-116	RKW - ONAFTS	NIC - CIN	Consultatie van periodes arbeidsongeschiktheid in geval van ziekte of zwangerschap door RKW	Consultatie van gegevens met betrekking tot periodes van inactiviteit of toegelaten deeltijdse werkhervatting in geval van ziekte, met name de begindatum van arbeidsongeschiktheid (formulier A050). 1) Inventaire des incapacités de travail (maladie, maternité, allaitement, parenté, paternité, adoption) 2) Communiquer le montant de l'indemnité 3) Consulter les attestations donnant les périodes d'incapacité de travail et congé de maternité	Claudia Laeremans	Project opgestart					Bevestigd
09-Ap-150	RKW - ONAFTS	RSZ - ONSS	Inkomensonderzoek	Toegang tot DmfA in het kader van het inkomensonderzoek voor de toekenning van sociale toeslagen en gewaarborgde kinderbijslag.	Piet Hemeryck	Aanvraag ingediend					Bevestigd
09-Au-242	RKW - ONAFTS	VAPH, AWIPH, COCOF, DPB	Gegevensstroom HANDIPLACED voor RKW	Gegevensstroom waardoor kan bepaald worden of een persoon met een handicap in een instelling verblijft, waar de verblijfskosten gefinancierd worden door de overheid.	Sante Broccolo	Project opgestart					Bevestigd
10-Ap-079	RKW - ONAFTS	RSVZ - INASTI CORVE: Dep Onderwijs Vlaamse Gemeenschap, Dep Onderwijs Franse Gemeenschap, Dep Onderwijs Duitstalige Gemeenschap	Schoolattesten	elektronische gegevensuitwisseling van schoolattesten van studenten 18+	Mark Demol	Aanvraag ingediend	T4-2010	T2-2011			Bevestigd

11-Ap-020	RR - RN	KSZ - BCSS	Bijwerking identificatiegegevens (PeGASIS)	Definitie van eenduidige criteria die van toepassing zijn op de opneming en de bijwerking van identificatiegegevens van de personen opgenomen in het Rijksregister, hierin inbegrepen de personen die van ambtswege afgevoerd zijn of die voor het buitenland afgevoerd zijn zonder inschrijving in de consulaire bevolkingsregisters	Mark Demol	Aanvraag ingediend	T1-2011			OK
11-Ap-021	RR - RN	NIC - CIN FEDICT	Fusie SIS - eID	De informatie aangaande de verzekeraarbaarheid toegankelijk maken op basis van de eID en een sterke authenticatie i.p.v. het lezen van de informatie op de SIS-kaart.	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend	T4-2010	T4-2011		OK
09-Ap-016	RSVZ - INASTI	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot gegevens inzake onroerende goederen (CADNET) door RSVZ	Verkrijgen van gegevens met betrekking tot onroerende goederen bijgehouden door de FOD Financiën.	Françoise Tomasetti	Project opgestart				Bevestigd
09-Ap-020	RSVZ - INASTI	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot gegevens inzake aanslagbiljet (TAXI-AS) door RSVZ	Webservice ter consultatie van de gegevens van het aanslagbiljet bijgehouden door de FOD Financiën.	Michel Borgers	Aanvraag ingediend				Bevestigd
09-Au-243	RSVZ - INASTI	VAPH, AWIPH, COCOF, DPB	Gegevensstroom HANDIPLACED voor RSVZ	Gegevensstroom waardoor kan bepaald worden of een persoon met een handicap in een instelling verblijft, waar de verblijfskosten gefinancierd worden door de overheid.	Sante Broccolo	Projet démarré				Bevestigd
09-HS-082	RSVZ - INASTI	RVP - ONP PDOS - SdPSP	Uitbreiding van project Hermes	Uitbreiding van de gegevensuitwisseling tussen de pensioeninstellingen RVP-RSVZ-PDOS tot de dossiertypes «internationale overeenkomsten» en «verbindingsformulieren». Luik Estimation	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend	T4-2010	T3-2011		Bevestigd
10-Ap-037	RSVZ - INASTI	RVP - ONP	Daedalus, envoi des décisions relatives aux droits de pension au citoyen	Un envoi commun des décisions de pension relatives aux droits de pension de travailleur salarié et de travailleur indépendant au citoyen.	Ghis Vanderheyden	Demande déposée				Bevestigd

10-Ap-038	RSVZ - INASTI	Portaal SZ - Portail Séc Soc	e-CLIPZ, loopbaangegevens van zelfstandigen	De loopbaangegevens van alle zelfstandigen worden verzameld in een loopbaandatabase die beheerd wordt door het RSVZ. Het betreft de loopbaangegevens die nodig zijn om een pensioenberekening uit voeren.	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend				Bevestigd
10-Ap-039	RSVZ - INASTI	RVA - ONEm	Message en matière d'assurance chômage pour la fixation des obligations des indépendants	L'examen du message existant A039 (ou d'un autre message) afin de pouvoir utiliser les données pertinentes pour la fixation des obligations des travailleurs indépendants (activité complémentaire si émargement à l'assurance chômage).	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend				Bevestigd
11-Ap-017	RSVZ - INASTI	KSZ - BCSS	Connexion aux webservices KBO	L'utilisation des webservices KBO de la BCSS.	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend				Bevestigd
11-Ap-018	RSVZ - INASTI	SIGeDIS	Consultation de la carrière des travailleurs salariés	Pour assurer le contrôle annuel périodique des indépendants complémentaires qui exercent une autre activité (salariée ou sous statut) non reprise dans DMFA.	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend	T1-2011			OK
11-Ap-019	RSVZ - INASTI	NIC - CIN	Accès à Carenet	Détermination du droit à l'assimilation maladie et du droit aux allocations familiales majorées par la connaissance de la décision de reconnaissance ou de refus ou de retrait ou de limitation de l'état d'invalidité prise par le Conseil médical de l'invalidité par une consultation on line via Caretet.	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend	T1-2011			OK
09-Ap-120	RSZ - ONSS	KSZ - BCSS	Limosa - Uitbreiding	Verdere ontwikkeling van gegevensstromen voor de voeding en de consultatie van het centrale gegevenskadaster Limosa. Vorbereitung uniek loket.	Françoise Tomasetti	Project opgestart	T4-2010			Bevestigd

09-Au-162	RSZ - ONSS	Dienst Administratieve Vereenvoudiging FAO - FAT	Project Galanthus	Premieberekening voor aanvullende verzekeringen wordt gebaseerd op loon- en prestatiegegevens. Uitbreiding van de bestaande primulaastroom zodat deze eveneens gebruikt kan worden voor de aanvullende verzekeringen.	Michel Borgers	ON HOLD	T4-2010		RSZ-43 In afwachting nieuw overleg met de sector	Bevestigd
10-Ap-069	RSZ - ONSS	PDOS - SdPSP	Loopbaangegevensbank overheidssector	Dans le cadre du projet CAPELO, il est prévu d'étendre la DmfA avec des données nécessaires pour le calcul des pensions pour les agents du secteur public.	Ghis Vanderheyden	Project opgestart			RSZ-4	Bevestigd
10-Ap-074	RSZ - ONSS	KSZ - BCSS	Uitbreiding DmfA	In het kader van het optimaliseren van de huidige stroom, een webservice die dezelfde gegevens ter beschikking stelt uitwerken, met bovenop een aantal extra gegevens (bijdragen & bijdrageverminderingen) (formulier A820).	Piet Hemeryck	ON HOLD			RSZ-52: lagere prioriteit	Bevestigd
10-Ap-076	RSZ - ONSS	KSZ - BCSS	Klachtenmanagement aangaande RSZ-gegevens	Uitwerken feedback systeem aangaande mogelijks foute RSZ-gegevens	Piet Hemeryck	ON HOLD			RSZ-54	Bevestigd
11-Ap-051	RSZ - ONSS	SIGeDIS	Toegang to DB SIGeDIS	Toegang tot de databank DB2P om zo het nazicht van de aangifteplicht van stortingen aanvullende pensioenen te optimaliseren.	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend	T1-2011	T1-2012		OK
11-Ap-005	RSZPPO - ONSSAPL	RSZ - ONSS	Solidariteitsinhouding op pensioenen	Gegevens van het pensioenkadaster en gegevens in verband met de solidariteitsinhouding op pensioenen moeten elektronisch gecommuniceerd worden naar de werkgever.	Piet Hemeryck	Aanvraag ingediend	T3-2010			
09-Au-211	RSZPPO - ONSSAPL RVA - ONEM NIC - CIN RJV - ONVA FBZ - FMP	RSZ - ONSS	Re-engineering werkgeversrepertorium	Gedeeltelijke behandeling van de werkgever (definitief nummer, doch nog niet alle gegevens beschikbaar) (formulier A701 en webservice).	Piet Hemeryck	ON HOLD				Bevestigd

09-Ap-104	RVA - ONEm	FAO - FAT	Consultatie periodes arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval door RVA	Consultatie van de databank van het Fonds voor Arbeidsongevallen met betrekking tot periodes van arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval met het oog op het bepalen van het recht op werkloosheidsuitkeringen en de toepassing van de cumulregeling.	Pierre-Etienne Pardonge	Demande déposée					Bevestigd
09-Au-265	RVA - ONEm	FOD FIN - SPF FIN	Schuldenconsultatie door RVA	<p>Het Actieplan Devlies 2008-2009 voorziet in een meer regelmatige vergelijking van de databestanden van RVA, RSZ, RSZ-PPO en de fiscale administratie. Daardoor kan meer zekerheid worden bekomen omtrent de bijdragen aan RSZ of RSZ-PPO en van de betaling van fiscale schulden door dienstenchequebedrijven.</p> <p>In dit kader wordt een invorderingsprocedure geïmplementeerd die deel uitmaakt van de strategische en operationele doelstellingen van de Administratie van de Invordering voor het jaar 2009. De ondernemingsnummers van de door de bevoegde erkenningscommissie (RVA) erkende of te erkennen dienstencheque bedrijven dienen regelmatig te worden gekoppeld aan o.a. de fiscale schuldvorderingsbestanden. Het niet betalen van de fiscale schulden kan immers aanleiding geven tot het weigeren of intrekken van de erkenning als dienstencheque bedrijf.</p>	Michel Borgers	Aanvraag ingediend					Bevestigd
10-Ap-036	RVA - ONEm UI - OP	VDAB ADG FOREM ACTIRIS	Inscription comme demandeur d'emploi à disposition des OP's	Mise à disposition des organismes de paiement de données concernant l'inscription comme demandeur d'emploi auprès les institutions régionales.	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend				Bespreking lopende met RVA en gewest	Bevestigd

									stelling n (link met 10- Ap-050 en nieuwe aanvraag L035)	
09-Ap-029	RVP - ONP	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot gegevens inzake aanslagbiljet (TAXI-AS) door RVP	Webservice ter consultatie van de gegevens van het aanslagbiljet bijgehouden door de FOD Financiën.	Michel Borgers	Project opgestart				Bevestigd
10-Ap-068	RVP - ONP	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot PATRIS voor RVP	Raadpleging van de gegevens met betrekking tot onroerende goederen (inclusief historiek) in de databank Patris van de FOD Financiën en dit ter optimalisatie van de toekenningsprocedure van de Inkomensgarantie voor Ouderen (IGO).	Françoise Tomasetti	Demande déposée				Bevestigd
10-Au-018	RVP - ONP	PDOS - SdPSP	Betalingsmandaten: overname betalingen PDOS door RVP	Ontwikkeling van gegevensstromen i.v.m. de overname betalingen PDOS door RVP	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend		T2-2011	Uiterste productie datum 01/07/11	Bevestigd
11-Ap-025	RVP - ONP	KSZ - BCSS Frankrijk - France Nederland - Pays- Bas Groot-Brittanië - Grande-Bretagne	Projets internationaux bilatéraux	Echanges des données entre pays.	Christophe Klopfert	Aanvraag ingediend				Nog niet ontvangen
09-Ap-103	SIGeDIS	KSZ - BCSS	Opbouw databank aanvullende pensioenen	Ontwikkeling van een databank met betrekking tot de tweedepijlerpensioenen teneinde de sociale en fiscale controle te verbeteren en SIGeDIS toe te laten de informatieverplichtingen aan de aangeslotenen uit te voeren. Daarnaast kan de databank ook aangewend worden voor historische, statistische, wetenschappelijke of beleidsdoelinden.	Pim Petereyns	Projet démarré	T1-2011		Eerste fase wordt gerealise erd in 2010. Tweede fase strekt zich uit over 2011.	Bevestigd
09-Ap-127	SIGeDIS	PDOS - SdPSP	Loopbaangegevensbank overheidssector - CAPELO	Opzet van een gegevensbank met alle informatie die nuttig is om een e-pensioendossier te creëren voor de volledige	Ghis Vanderheyden	Project opgestart		T1-2011		Bevestigd

				overheidssector						
09-Ap-128	SIGeDIS	FAO - FAT	Vervanging van huidige papieren stroom tussen SIGeDIS en FAO	Verzending door het FAO aan SIGeDIS van gegevens met betrekking blijvende arbeidsongeschiktheid wegens arbeidsongeval ter vervanging van de huidige papieren gegevensstroom.	Pierre-Etienne Pardonge	Demande déposée				Bevestigd
09-Ap-113	VSI - AIS	RSZ - ONSS	Re-engineering DIMONA	Herziening van de Dimona-toepassing en aanpassing van de overeenstemmende gegevensstromen.	Piet Hemeryck	Project opgestart	T3-2010	T1-2011		Bevestigd
09-Ap-119	VSI - AIS	RSZ - ONSS	Toegang tot Limosa door VSI	Consultatie van het centrale gegevenskadaster Limosa.	Françoise Tomasetti	Project opgestart			voorstel ontvangen van RSZ, wacht op antwoorden	Bevestigd
09-Ap-122	VSI - AIS	RVA - ONEmUI - OP	Aanpassing van de gegevensstromen m.b.t. werkloosheid voor VSI	Aanvulling of verbetering van de gegevensstromen met betrekking tot periodes van inactiviteit als gevolg van tijdelijke werkloosheid, volledige werkloosheid en brugpensioenen ten behoeve van de fondsen voor bestaanszekerheid (betrokken stromen A037, A011 en A014)	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend				Bevestigd
09-Ap-123	VSI - AIS	NIC - CIN	Aanpassing van de gegevensstromen m.b.t. ziekte en arbeidsongeschiktheid voor VSI	Aanvulling of verbetering van de gegevensstromen met betrekking tot periodes van inactiviteit als gevolg van ziekte en arbeidsongeschiktheid ten behoeve van de fondsen voor bestaanszekerheid (betrokken stromen A020 en A052)	Claudia Laeremans	Project opgestart				Bevestigd
09-Ap-124	VSI - AIS	FAO - FAT	Aanpassing van de gegevensstromen als gevolg van DMFA en ASR	Aanvulling of verbetering van de gegevensstromen met betrekking tot periodes van inactiviteit als gevolg van ongeval ten behoeve van de fondsen voor bestaanszekerheid	Pierre-Etienne Pardonge	Aanvraag ingediend				Bevestigd

09-Ap-125	VSI - AIS	FBZ - FMP	Aanpassing van de gegevensstromen als gevolg van DMFA en ASR	Aanvulling of verbetering van de gegevensstromen met betrekking tot periodes van inactiviteit als gevolg van beroepsziekte ten behoeve van de fondsen voor bestaanszekerheid	Pim Petereyns	Aanvraag ingediend				Bevestigd
09-HS-060	VSI - AIS	KSZ - BCSS	Wettelijke samenwoning	Wettelijke samenwoning	Pim Petereyns	Aanvraag ingediend	T4-2010	T4-2011		Bevestigd
10-Au-001	VSI - AIS	RKW - ONAFTS RR - RN KSZ - BCSS	Mededeling van kinderen ten laste	In het kader van de uitvoering van een sectoraal Medisch Plan voor de bouwvakarbeiders+ (CAO 17 december 2007) zou de uitbreiding van de hospitalisatieverzekering naar de partner en gezinsleden, mogelijk zijn. Teneinde de administratieve last (voor werknemer, Fonds en verzekeraar) te beperken, zouden de persoonsgegevens van de rechthebbenden worden verkregen uit het netwerk van de KSZ.	Pim Petereyns	Aanvraag ingediend	T2-2010			Bevestigd
10-Au-009	VSI - AIS	KSZ - BCSS	Naming conventions REPLY-bestanden voor VSI	Uit de huidige naming conventions van de antwoordbestanden op batch-aanvragen kan niet opgemaakt worden welke gegevens in het antwoordbestand aanwezig zijn. De VSI wenst dat uit de naamgeving van het antwoordbestand duidelijk is van welke authentieke bron de gegevens afkomstig zijn (DmfA, Rijksregister, ...)	Pim Petereyns	Aanvraag ingediend				Bevestigd
10-Au-012	VSI - AIS	KSZ - BCSS	Stopzetten mutaties voor niet-actieven voor VSI	Mutaties Rijksregister en KSZregisters worden aan de fondsen voor bestaanszekerheid verdeeld op basis van een integratie in het personenrepertorium en dit ongeacht de periode waarvoor het INSZ bij het betrokken fonds gekend is (was). De VSI wenst te kunnen aanduiden voor welke personen géén mutaties meer doorgestuurd moeten worden	Pim Petereyns	Aanvraag ingediend				Bevestigd

10-Au-014	VSI - AIS	KSZ - BCSS	Nieuwe lay-out A820	In het kader van de nieuwe lay-out A820 v006 dienen de diensten (batch en on-line via portaalapplicatie SIVA) aangepast te worden	Pim Petereyns	Aanvraag ingediend		T1-2011		Bevestigd
-----------	-----------	------------	---------------------	---	---------------	--------------------	--	---------	--	-----------

Project id (intern KSZ)	Vragende instelling	Betrokken instelling	Projectnaam	Projectbeschrijving	Contactpersoon	Status	Gewenste haalbaarheids-studie datum	Gewenste productie datum	Opmerkingen	Fiche
09-Au-276	ACTIRIS	RSZ - ONSS	Re-engineering DIMONA voor ACTIRIS	Herziening van de Dimona-toepassing en aanpassing van de overeenstemmende gegevensstromen.	Piet Hemeryck	ON HOLD				Bevestigd

09-Ap-132	COPREV - Externe preventiediensten - Services externes de prévention	FAO - FAT	Projet Pharaon	Envoi vers les services externes de prévention des employeurs des données concernant les déclarations des accidents graves. A terme, consultation par les services de prévention d'informations globales sur les accidents auprès du FAT pour l'employeur.	Pierre-Etienne Pardonge	Projet démarré		T4-2010		Bevestigd
10-Ap-073	FOREM	RSZ - ONSS	Toegang DmfA voor FOREM	In het kader van de verlichting van de werkgever om de werknemer na een Individuele Beroepsopleiding (IBO)-contract gedurende een bepaalde tijd in dienst te houden, is toegang tot de DmfA nodig.	Piet Hemeryck	ON HOLD			RSZ-40	Bevestigd
11-Ap-027	FOREM	KSZ - BCSS	Signalétiques Registre national	L'utilisation des nouveaux webservices pour gérer les intégrations de personnes (actuel I605) et gestion des signalétiques Registre national (R300)	Mark Demol	Aanvraag ingediend	T1-2011	T2-2011		OK
09-Au-277	VDAB	RSZ - ONSS	REDIM / Re-engineering DIMONA voor VDAB	Herziening van de Dimona-toepassing en aanpassing van de overeenstemmende gegevensstromen i.f.v. de nieuwe REDIM-werkwijze.	Piet Hemeryck	Aanvraag ingediend	T1-2011	T2-2011		Bevestigd
10-Ap-049	VDAB	FOREM ACTIRIS ADG	CV uitwisseling tussen de regionale arbeidsbemiddelingsdiensten	Automatische inschrijving als werkzoekende in een ander gewest via elektronische CV-uitwisseling.	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend	T3-2011			Bevestigd

10-Ap-050	VDAB	RVA - ONEm	Consultatie RVA-beslissingen door de regionale arbeidsbemiddelingsdiensten	Toevoeging van een consultatiestroom naast de bestaande mutatiestroom (formulier A039). Wanneer er bij de eerste registratie, een werkzoekende reeds een RVA-dossier (uit een ander gewest) heeft, zou de bemiddelingsdienst via een consultatie de informatie kunnen ophalen.	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend			Heeft nu relatie met project 10-Ap-036 en met nieuwe aanvraag L035 - Wordt onderzocht met RVA	Bevestigd
11-Ap-026	VDAB ACTIRIS FOREM ADG	RVA - ONEm	Consultatie recht op uitkeringen	Inpassing VDAB in de gegevensstroom L035, waarin het recht op uitkering van de burger kan geconsulteerd worden.	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend	T1-2011	T3-2011		OK

Project id (intern KSZ)	Vragende instelling	Betrokken instelling	Projectnaam	Projectbeschrijving	Contactpersoon	Status	Gewenste haalbaarheidsstudie datum	Gewenste productie datum	Opmerkingen	Fiche
-------------------------	---------------------	----------------------	-------------	---------------------	----------------	--------	------------------------------------	--------------------------	-------------	-------

11-Ap-028	AWIPH	KSZ - BCSS	Intervention de l'AWIPH	Le projet s'inscrit dans une indispensable simplification administrative pour les personnes physiques et morales et a pour objectif l'actualisation et la vérification de données relatives aux personnes handicapées qui sollicitent ou bénéficient d'une intervention de l'AWIPH.	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend	T1-2011			OK
09-Au-184	Belgacom	OCMW - CPAS	Accès aux informations des CPAS par Belgacom	Demande de recevoir accès au flux reprenant les informations habituellement fournies par les CPAS	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend				
09-Ap-133	BIPT - IBPT	FOD FIN - SPF FIN	Uitbreiding van de webservice Supplementary Benefits ± voor BIPT	Uitbreiding van de webservice betreffende aanvullende rechten die reeds gebruikt wordt door BIPT, met gegevens inzake het inkomen (zie ook TAXI_AS).	Michel Borgers	Aanvraag ingediend				Bevestigd
11-Ap-029	BIPT - IBPT	KSZ - BCSS	Wijziging van de toegang tot de webservice "sociale telefoontarief"	Aanpassing van de toegang tot de webservice, die gebruikt wordt door het BIPT om het recht op het sociale telefoontarief na te gaan, op basis van een eventuele wijziging van artikel 22 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend				OK
09-Au-181	BRUGEL	KSZ - BCSS	Consultatie beschermde afnemer door BRUGEL	Bij niet-betaling van energiefacturen, kan BRUGEL onder bepaalde voorwaarden iemand het statuut van "beschermde afnemer" toekennen. De voornaamste erkenningsvoorwaarden zijn het genieten van het specifiek sociaal tarief, de inkomsten en de samenstelling van het gezin.	Françoise Tomasetti	Demande déposée				

11-Ap-036	CIRB - SLRB	RVA - ONEM CIN - NIC FOD SZ - SPF Séc Soc POD MI - SPP IS OCMW - CPAS FOD FIN - SPF FIN RVP - ONP RKW - ONAFTS RR - RN	Obtenir des flux de données relatives aux revenus	Obtention des données relative à la constitution d'un dossier complet dans le cadre de la location de logement et principalement le calcul de loyer permet d'envisager divers avantages tant pour le candidat locataire et locataire que pour la société immobilière de logement social et également les services extérieurs qui délivrent les documents à la demande des candidats et des locataires. Obtenir des flux de données relatives aux revenus, aux allocations familiales et à la composition de famille	Pim Petereyns	Aanvraag ingediend				OK
11-Ap-030	Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen	SIGeDIS	Sociale controle WAP/WAPZ door CBFA aan de hand van de databank opbouw aanvullende pensioenen+	Aan de hand van de databank opbouw aanvullende pensioenen+ die bij Sigedis opgericht wordt, zal de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen (CBFA) in staat zijn adequate controles uit te voeren op de toepassing van de wetgeving op de aanvullende pensioenen voor werknemers (WAP) en voor zelfstandigen (WAPZ). CBFA zal de nodige gegevens uit de databank betrekken via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.	Pim Petereyns	Aanvraag ingediend		T3-2011		OK
09-Ap-051	CORVE	RSZ - ONSS	Webservice personeelsbestand . DIMONA voor CORVE	Ontwikkeling van webservice tot consultatie van het personeelsbestand op basis van INSZ, KBO-nummer.	Piet Hemeryck	Project opgestart				Bevestigd

09-Ap-052	CORVE	KSZ - BCSS	Raadpleging sociaal statuut door CORVE	Ontwikkeling van geïntegreerde webservice tot consultatie van het sociaal statuut (handicap, rechthebbend op een verhoogde tegemoetkoming, ò).	Françoise Tomasetti	Project opgestart			Op te splitsen in gebruik atomaire diensten door CORVE: - RVV-OMNIO-BIM webservice - OCMW-webservice consultatie - webservice FOD SZ	Bevestigd
09-Ap-048	CORVE - De Lijn	KSZ - BCSS	Sociaal tarief voor De Lijn . fase 2	Ontwikkeling webservices ten behoeve van CORVE zodat deze een webservice kan ontwikkelen waarbij De Lijn online kan verifiëren of een persoon voldoet aan de voorwaarden om recht te hebben op het sociale tarief. Zie 09-Ap-090 - De Lijn	Pierre-Etienne Pardonge	Project opgestart		T4-2010		Bevestigd
09-Ap-390	CORVE - De Lijn	KSZ - BCSS OCMW - CPAS NIC - CIN	Abonnements à tarif réduit pour De Lijn	Utilisation du webservice BIM-OMNIO status pour délivrer des abonnements commander par internet	Pierre-Etienne Pardonge	Project opgestart		T4-2010		Bevestigd
10-Ap-003	CORVE - De Lijn	OCMW - CPAS NIC - CIN	Automatische controle bij verlenging van sociale abonnementen van De Lijn	Een pro-actieve verificatie via KSZ van bestaande sociale abonnees De Lijn fase 3	Pierre-Etienne Pardonge	Project opgestart				Bevestigd
10-Ap-008	CORVE - Dep OV	KSZ - BCSS	Toegang tot "Indicatie handicap" voor Dienst Studietoelagen	Aansluiten van het Departement Onderwijs . Dienst studietoelagen, in de jaarlijkse opmaak van het bestand met de gegevens met betrekking tot handicap (FOD SZ, NIC, ò) en niet in de gegevens kind ten laste die info uit RKW en RSVZ) - (formulier A800)	Mark Demol	Project opgestart				Bevestigd

09-Ap-046	CORVE - VAPH	RSZ - ONSS	Controlegegevens tussen VAPH en RSZ i.k.v. Persoonlijk assistentiebudget	Mededeling van gegevens inzake lonen, patronale bijdragen, ziekte-uitkeringen en arbeidsovereenkomsten teneinde de administratieve lasten van de gehandicapte met een persoonlijk assistentiebudget tot een minimum te beperken. Alsook het opzetten van een communicatiestroom met RSZ teneinde controlegegevens over te dragen omtrent werknemers die door een Persoon met een Handicap (PmH) tewerkgesteld worden als hun assistent(en) ingevolge een door het VAPH aan die PmH toegekend Persoonlijke AssistentieBudget (PAB-toekenning).	Piet Hemeryck	Project opgestart			RSZ-30	Bevestigd
09-Ap-050	CORVE - VAPH	FOD SZ - SPF Séc Soc	Afstemming rechten FOD SZ en VAPH (HANDIFLUX)	Ontwikkeling van webservices tot onderlinge gegevensuitwisseling aangaande personen met een handicap tussen FOD SZ en VAPH teneinde de diverse subsidies en tegemoetkomingen correct te kunnen toepassen. Koppeling op de Handifluxstroom van de FOD Sociale Zekerheid	Sante Broccolo	Project opgestart				Bevestigd
10-Ap-013	CORVE - VAPH	VDAB	Uitwisseling indicaties arbeidshandicap VAPH - VDAB	Opzetten van een communicatiestroom tussen VDAB en VAPH, teneinde gegevens door te geven die indicaties van een arbeidshandicap bevatten. Uitwisseling wordt voorzien via Magda-platform.	Sante Broccolo	Project opgestart			Wordt gepland voor realisatie via Magda-platform / Overleg lopende - afwijking wordt aangevraagd	Bevestigd
09-Au-219	CORVE - Vlaams Zorgfonds	RSVZ - INASTI NIC - CIN	Zorgverzekering inkomende grensarbeiders	Bijdrage aan zorgverzekering van inkomende grensarbeiders (nieuw decreet)	Ghis Vanderheyden	Project opgestart	T1-2011		Lagere prioriteit	Bevestigd

09-Au-241	CORVE - Vlaams zorgfonds	VAPH, AWIPH, COCOF, DPB	Toegang tot HANDIPLACED door Vlaams zorgfonds	Gegevensstroom waardoor kan bepaald worden of een persoon meer dan 3 maanden in een instelling verblijft waar de verblijfskosten gefinancierd worden door de overheid	Sante Broccolo	Project opgestart				Bevestigd
09-Au-255	CORVE - Vlaams zorgfonds	FOD SZ - SPF Séc Soc	HANDICHILD, medische erkenning kinderen met handicap in Vlaanderen en Brussel	Mededeling van medische erkenning van kinderen met een handicap die in Vlaanderen en Brussel wonen	Sante Broccolo	Project opgestart			Lagere prioriteit	Bevestigd
09-Au-271	CORVE - Vlaams zorgfonds	FOD SZ - SPF Séc Soc	Attesten medische vaststelling van een persoon met een handicap voor Vlaams Zorgfonds	Mededeling van resultaat medisch onderzoek van de FOD SZ aan de KSZ die alleen de personen met een handicap met minstens de score 15 op de medisch-sociale schaal aan het Vlaams zorgfonds zal doorgeven	Sante Broccolo	Project opgestart			Lagere prioriteit	Bevestigd
10-Ap-016	CORVE - Vlaams Zorgfonds	NIC - CIN PK RSZ - ONSS RSZPPO - ONSSAPL RSVZ - INASTI SIGeDIS	Zorgverzekering - inkomende grensarbeiders . uitbreiding met inwoners van Wallonië	Verkrijgen van persoonsgegevens aangaande personen die in Wallonië wonen, en die gebruikgemaakt hebben van hun recht op vrij verkeer van werknemers of van de vrijheid van vestiging, en voor wie uit eigen recht, wegens tewerkstelling in het Nederlandse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad het sociale zekerheidsstelsel van België van toepassing is.	Ghis Vanderheyden	Project opgestart				Bevestigd
11-Ap-007	CORVE - Vlaams Zorgfonds	NIC - CIN	Scores op Katz-schaal verpleegkunde	Echange des données des personnes avec catégorie égale ou supérieure à B sur l'échelle de Katz	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend				Nog niet ontvangen
11-Ap-042	CORVE - Vlaams Zorgfonds	RSVZ - INASTI NIC - CIN	Uitgaande grensarbeiders	Meedelen van personen ten laste van uitgaande grensarbeiders	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend			Absolute prioriteit voor 2010-2011	OK

11-Ap-044	CORVE - Vlaams zorgfonds	NIC - CIN	Zorgverzekering statuut verhoogde tegemoetkoming	Verbeterde gegevensstroom van de verzekeringsinstellingen in verband met het statuut van verhoogde tegemoetkoming (VT), inclusief het OMNIO-statuu	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend	T4-2010		Absolute prioriteit voor 2010-2011	OK
09-Au-154	CORVE - VSA WSE	RSZ - ONSS	Toegang DmfA - Beschutte werkplaatsen (Vlaams gewest)	in het kader van subsidiëring beschutte werkplaatsen moeten tot op heden de promotoren maandelijks elektronische prestatiestaten overmaken aan het subsidieagentschap. Daarom vraag tot toegang DmfA.	Piet Hemeryck	ON HOLD			RSZ-20	Bevestigd
10-Ap-018	CORVE - VVSG	KSZ - BCSS	Sociale Statuten voor Lokale Besturen door CORVE	Lokale besturen hebben de mogelijkheid inwoners die van een sociaal statuut genieten voordelen toe te kennen.	Françoise Tomasetti	Project opgestart				Bevestigd
11-Ap-045	CORVE - Welzijn, Volksgezondheid en Gezin	RSZ - ONSS	Tewerkstellingsgegevens beleidsdomein WVG	Verwerven van gegevens van personeelsleden van de voorzieningen van het beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin	Piet Hemeryck	Aanvraag ingediend	T3-2010			OK
11-Ap-043	CORVE - Zorg en Gezondheid	RR - RN FOD FIN - SPF FIN	Berekening gebruikersbijdrage gezinszorg	Op basis van het INSZ van een gebruiker die beroep doet op gezinszorg via een webservice de gezinssamenstelling van die persoon opvragen en vervolgens van al die gezinsleden via een webservice een aantal inkomensgegevens opvragen.	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend		T1-2011		OK
09-Ap-059	CORVE CORVE - VMSW	FOD SZ - SPF Séc Soc	Toegang tot HANDIFLUX voor VMSW	Toegang tot de gegevens met betrekking tot de tegemoetkomingen gehandicapten.	Sante Broccolo	Project opgestart				Bevestigd
10-Ap-047	De Lijn	VDAB	Erkenning persoon met arbeidshandicap (PmAH) voor De Lijn	Uitbreiding bestaande gegevensstroom met VDAB-erkenning als persoon met arbeidshandicap (PmAH) (formulier A041).	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend				Bevestigd

10-Ap-002	Easi-Wal - AWIPH	RSZ - ONSS	Primes d'insertion professionnelle des personnes handicapées (Région wallonne)	Connexion via Easi-Wal comme intégrateur: connaissance de données relatives aux déclarations des employeurs auprès de l'ONSS afin que ceux-ci ne doivent plus transmettre une copie de ces déclarations à l'AWIPH dans le cadre de primes d'insertion professionnelle des personnes handicapées bénéficiaires de l'intervention de l'AWIPH.	Piet Hemeryck	ON HOLD	T1-2011		RSZ-49	OK
09-Au-163	Easi-Wal - DG EE - Direction de l'inspection sociale	KSZ - BCSS Smals	Contrôle des travailleurs étrangers (DOLSIS) (Région wallonne)	Les services d'Inspection souhaitent obtenir un accès pour déterminer la liste des personnes occupées par un employeur, de constater que l'employeur occupe un/des étrangers, de préparer le contrôle et de vérifier que l'employeur est en conformité, c'est-à-dire que l'entrée en fonction du travailleur correspond avec la durée de validité du permis de travail.	Michel Borgers	Demande déposée				
09-Au-164	Easi-Wal - DG EE - direction de l'emploi et de l'immigration	RSZ - ONSS FOREM	Octroi aux entreprises du statut d'entreprise d'insertion (Région wallonne)	Direction Générale de l'Économie et de l'Emploi (DG EE) . dir. de l'emploi et de l'immigration: Consultation DmfA afin de vérifier les obligations des employeurs dans le cadre des contrats Formation Professionnelle Individuelle (FPI). En plus du volume de l'emploi, les travailleurs doivent être caractérisés de manière individuelle car pour qu'une entreprise reçoive le statut d'entreprise d'insertion, il doit s'agir de "demandeurs d'emploi difficiles à placer". Une interaction avec le FOREM est nécessaire ainsi qu'une information sur le salaire.	Piet Hemeryck	ON HOLD			RSZ-38	Bevestigd

10-Ap-029	Easiwal - DG EE - direction de l'emploi et des permis de travail	RSZ - ONSS	Accès aux données pour l'examen des autorisations / permis de travail pour travailleurs étrangers	Accès aux données DIMONA, DMFA et Registre National sélectionnées relative à l'occupation des travailleurs étrangers. Un accès commun aux différentes Régions est envisagés via l'application DOLSiS.	Piet Hemeryck	Project opgestart					Bevestigd
09-Au-161	Easi-Wal - Direction des recettes	RSZ - ONSS	Récupération fiscale des taxes (Région wallonne)	Division de la trésorerie . direction des recettes du Région Wallonne: Toegang tot Personeelsbestand en Dmfa in het kader van de fiscale invordering van taksen en intresten bij niet betaling om zo gerechtelijk invordering (o.a. loonsbeslag) mogelijk te maken.	Piet Hemeryck	ON HOLD			RSZ-36		Bevestigd
10-Ap-030	Easi-Wal - IFAPME	RSZ - ONSS	Formation en alternance (Région wallonne)	L'Institut de formation de l'administration PME (IFAPME) gère les formations des jeunes en entreprise « formation en alternance ». Elle ne dispose pour l'instant d'aucun lien direct avec les sources authentiques fédérales, mais désire simplifier la procédure actuelle en accédant à la DIMONA (dates de début et de fin de contrat des jeunes en formation).	Piet Hemeryck	ON HOLD			RSZ-51		Bevestigd
09-Au-159	Easi-Wal - Ministère wallon de l'Équipement et des Transports - Direction de l'Assistance juridique	RSZ - ONSS	Données sur l'adjudicataire d'un marché (Région wallonne)	Direction de l'Assistance juridique du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports (M.E.T): nagaan naleven algemene arbeidsvoorwaarden door de adjudicataire d'un marché+ . vervangen huidige papieren staving door elektronische stroom vanuit DIMONA en DMFA.	Piet Hemeryck	ON HOLD			RSZ-35		Bevestigd
09-Ap-066	Federale en lokale politie	RSZ - ONSS	Toegang tot personeelsbestand door politie	Raadpleging door de lokale en federale politie van het personeelsbestand in het kader van hun opdrachten	Piet Hemeryck	ON HOLD			RSZ-10		Bevestigd

				van de bestuurlijke en gerechtelijke politie.						
09-Ap-036	FEDICT	RSZ - ONSS	Ontsluiting repository werkgevers/werknemers	Ontsluiting van de repository werkgevers/ werknemers in het kader van de validatie van de zelfregistratie en het kunnen aanduiden van de juiste lokale beheerder.	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend				Bevestigd
09-Ap-037	FEDICT	RSZ - ONSS	Ontsluiting repository Hoofdtoegangs-beheerders RSZ	Ontsluiting van de repository hoofdtoegangsbeheerder van de werkgevers, die reeds in de repository van de RSZ geregistreerd zijn.	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend				Bevestigd
09-Au-152	FOD Econ - SPF Econ	RSZ - ONSS	Toegang tot personeelsbestand i.k.v. KMO beleid door FOD Economie	Controle (eerste en voortdurende) tewerkstelling van de persoon die voldoet aan de eisen mbt de beroepsbekwaamheid en basiskennis bedrijfsbeheer binnen de onderneming. Eventueel pro-actief bij uitdiensttreding de werkgever informeren dat een vervanger dient gezocht te worden. Consultatie/mutatie personeelsbestand	Piet Hemeryck	ON HOLD			RSZ-16	Bevestigd
09-Ap-136	FOD FIN - SPF FIN	RSZ - ONSS	Consultation des dettes ONSS par SPF Finances	Développement d'un webservice pour la consultation des dettes ouvertes à l'ONSS par le Service Recouvrement Fiscal.	Piet Hemeryck	Aanvraag ingediend				Bevestigd
09-Pc-168	FOD FIN - SPF FIN	RJV - ONVA	Fiscale en niet fiscale invordering	Ontwikkeling van webservices waarmee toegang gegeven wordt tot RJV-gegevens in het kader van de fiscale en niet-fiscale invordering Fase 2 (en suite de la mise en production du projet Zacheus, volet SECAL)	Michel Borgers	Project opgestart	Afgerond	T2-2011		OK
09-Pc-192	FOD FIN - SPF FIN	RVA - ONEm	Vervangingsinkomen uit werkloosheid	Développement d'un webservice en vue de permettre d'accéder à certaines données à caractère personnel détenues	Claudia Laeremans	Aanvraag ingediend	T1-2011	T2-2011		OK

				par l'ONEM (extension du webservice "Zacheus").						
11-Ap-034	FOD FIN - SPF FIN	RVA - ONEM FOD WASO - SPF ETCS	Réception électronique d'ordres de recouvrement de créances non-fiscales	Réception électronique d'ordres de recouvrement émis par l'ONEM et le SPF Emploi et Travail (1er volet) et contenant certaines données à caractère personnel.	Michel Borgers	Aanvraag ingediend	T1-2011			OK
11-Ap-035	FOD FIN - SPF FIN	RSZ - ONSS	Portage salarial	Met het oog op fraudebestrijding en in het kader van de uitvoering van de actie Portage salarial du plan d'action 2008-2009 du Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale (Plan DEVLIES) wenst de federale overheidsdienst Financiën . Administratie van de BBI toegang te krijgen tot bepaalde gegevens uit het kadaster LIMOSA. Dump van het kadaster LIMOSA 2008; 2009; 2010 + accès online au kadaster LIMOSA via l'application GENESIS	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend	ASAP	T1-2011		OK
11-Ap-046	FOD FIN - SPF FIN	KSZ - BCSS	Wederzijdse gegevensstroom Protocol SID-FOD FIN	Instelling van een elektronische gegevensstroom met de sociale inspectiediensten in het kader van het op 15/12/2009 afgesloten samenwerkingsakkoord, met betrekking tot de wederzijdse medeling in van vastellingen en informatie die nuttig kunnen worden aangewend bij de strijd tegen sociale en fiscale ontduiking.	Michel Borgers	Aanvraag ingediend	T4-2010			OK
09-Au-156	FOD JUST - SPF JUST	KSZ - BCSS	Aansluiting van FOD Justitie i.k.v. fraudebestrijding	Aansluiting in het kader van fraudebestrijding (pilotproject opzoeken KSZ-nummer)	Michel Borgers	Demande déposée				Bevestigd

09-Au-268	FOD JUST - SPF JUST	FOD SZ - SPF Séc Soc	Consultation HANDIFLUX door FOD Justitie	Consultation des dossiers de la DG personnes handicapées du SPF Sécurité sociale reprenant les données sur les reconnaissances médicales et les allocations aux personnes handicapées	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend					Bevestigd
09-Au-286	FOD WASO - SPF ETCS: 4 services d'inspection - Genesis	FOD Economie - SPF Economie	Accès à KBO pour SPF ETCS	Accès au webservice Consult KBO dans le cadre du projet ePV - phase 1 via public search + phase 2 via WS Consult KBO	Françoise Tomasetti	Projet démarré					
09-Ap-070	Gerechtsdeurwaarders	RSZ - ONSS	Vervanging attesten gerechtsdeurwaarders	Ontwikkeling van een webservice ter vervanging van de huidige papieren attesten waarmee aan de gerechtsdeurwaarders toegang gegeven wordt tot: Fase 1: Personeelsbestand en Verwijzingsrepertorium	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend					Bevestigd
09-Ap-062	Gewesten - Régions BHG - RBC	RSZ - ONSS	Subsidiëring aan ondernemingen (Gewesten)	Ontwikkeling van gegevensstromen betreffende het tewerkstellingsvolume (VTE), de loonkost en de schuldvraag teneinde te kunnen nagaan of de ondernemingen voldoen aan de voorwaarden om subsidiëring te bekomen.	Piet Hemeryck	Aanvraag ingediend			RSZ-31		Bevestigd
09-Ap-060	Gewesten - Régions CORVE - Inspectie WSE	RSZ - ONSS KSZ - BCSS Smals	Toegang tot DOLSIS door gewesten	Webservice ter consultatie van de gegevens in DOLSIS	Michel Borgers	Project opgestart	T4-2010	T1-2011	plan van aanpak door Smals in voorbereiding, CORVE opgesplitst in verschillende projecten : - consultatie persoonsgegevens = oct/2010 - consultatie tewerkstelling (personeelsbestand) - consultatie DIMONA		Bevestigd

09-Ap-090	MIVB - STIB	KSZ - BCSS POD MI - SPP IS NIC - CIN	Abonnements à tarif réduit pour STIB	Développement d'un webservice pour que le STIB/MIVB puisse dans le cadre d'un abonnement à tarif réduit, vérifier que le citoyen a le statut VIPO ou est bénéficiaire d'un revenu d'intégration sociale ou a droit à un tarif réduit selon les abonnements scolaires déjà délivrés au ménage (consultation des données de composition de ménage).	Pierre-Etienne Pardonge	Project opgestart					Bevestigd
09-Au-288	Mutualités	FOD Economie - SPF Economie	Accès à KBO pour Mutualités	Accès au WS Public Search	Françoise Tomasetti	Projet démarré					
09-Ap-290	NMBS - SNCB	KSZ - BCSS OCMW - CPAS NIC - CIN	Abonnements à tarif réduit pour SNCB	Développement d'un webservice pour qu'on puisse dans le cadre d'un abonnement à tarif réduit, vérifier que le citoyen a le statut BIM ou est bénéficiaire d'un revenu d'intégration sociale + abonnement famille nombreuse + carte pour la gratuité d'un accompagnateur de personne handicapée	Pierre-Etienne Pardonge	Project opgestart					
10-Ap-052	POD MI - SPF IS OCMW - CPAS	CORVE CIBG - CIRB Easi-Wal	Automatisation d'échanges des CPAS avec les Communautés et les Régions	Automatisation d'échanges avec les Communautés et les Régions.	Sante Broccolo	Aanvraag ingediend					
10-Au-021	POD MI - SPF ISOCMW - CPAS	FOD Economie - SPF Economie	Sociale tarieven gas en electriciteit	Consultation du statut 'Tarif social Gaz et Electricité' des clients finals connus au SPF ECO	Françoise Tomasetti	Demande déposée					
09-Au-183	Région wallonne	KSZ - BCSS NIC - CIN	Exonération de la redevance télévision (Région wallonne)	Les conditions d'exonération de la redevance télévision ont été étendues; les personnes sous statut BIM ou OMNIO bénéficient maintenant de l'exonération. La Région wallonne demande de recevoir les « OMNIO » de manière similaire que les "	Françoise Tomasetti	Projet démarré					Bevestigd

				BIM".						
09-Au-232	RW - DG ATLP	NIC - CIN	Prime d'Allocation de Déménagement et de Loyer (ADeL)	Consultation des bénéficiaires d'une intervention majorée dans le cadre de la prime Adel	Françoise Tomasetti	Demande déposée				Bevestigd
10-Ap-022	Vlaams Woningfonds	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot gegevens inzake onroerende goederen (CADNET) door Vlaams Woningfonds	Het Vlaams Woningfonds verleent sociale leningen voor het kopen, bouwen en verbouwen van woonegelegenheden en zorgt eveneens voor het verhuren van sociale woningen. Om hiervoor in aanmerking te komen mag het aanvragende gezin noch de volle eigendom noch het volledige vruchtgebruik bezitten van een (ander)onroerend goed. Ter controle hiervan wenst het Vlaams Woningfonds toegang tot de gegevens inzake onroerende goederen.	Françoise Tomasetti	Aanvraag ingediend				
10-Ap-023	Vlaams Woningfonds	KB Inburgering	Toegang tot gegevens Kruispuntbank Inburgering door Vlaams Woningfonds	Het Vlaams Woningfonds dient de taal- en/of inburgeringsbereidheid van (kandidaat)-huurders te controleren. Het Vlaams Woningfonds heeft momenteel geen toegang tot de Kruispuntbank Inburgering, de uitwisseling van gegevens tussen Vlaams Woningfonds en Huizen van het Nederlands/Onthaalbureau verloopt momenteel telefonisch of schriftelijk.	Sante Broccolo	Project opgestart				Bevestigd

10-Ap-024	Vlaams Woningfonds	FOD FIN - SPF FIN	Toegang tot gegevens van het aanslagbiljet voor het Vlaams Woningfonds	Het Vlaams Woningfonds verleent sociale leningen voor het kopen, bouwen en verbouwen van woonegelegenheden en zorgt eveneens voor het verhuren van sociale woningen. Het inkomen, begrepen als de som, van het op basis van het laatst gekende aanslagbiljet.	Michel Borgers	Aanvraag ingediend				
09-Au-289	Vlaamse en federale Non-profitfondsen	RSZ - ONSS	WAP voor Vlaamse en federale non-profitsector	Doorgave van DmfA, DIMONA, Werkgeversrepertorium en signaletiek aangeslotene aan de inrichter en uitvoerder van het aanvullend pensioenplan voor de Vlaamse en federale non-profitsector	Pim Petereyns	Project opgestart	Afgerond		RSZ-57	Bevestigd
10-Ap-027	VLABEL	KSZ - BCSS	Opvraging van attesten gehandicapten door VLABEL	In het kader van de onroerende voorheffing worden jaarlijks op toestand 1 januari attesten van gehandicapten doorgestuurd door de KSZ. Vermits er nogal wat attesten toegekend worden met terugwerkende kracht, zou een oplossing om de toestand van een persoon online via een webtoepassing te kunnen opvragen efficiënt zijn. Wanneer een burger bezwaar zou indienen omdat er geen vermindering voor gehandicapten is toegekend zouden we rechtstreeks zijn toestand kunnen opvragen bij de KSZ.	Sante Broccolo	Project opgestart				Bevestigd

11-Ap-032	VLABEL	RVP - ONP	Gehandicapten die op pensioen gaan in het kader van onroerende voorheffing	In het kader van de inning van de onroerende voorheffing verkrijgt VLABEL momenteel jaarlijks via het bericht A800 kinderbijslag gerechtigde kinderen en gehandicapte personen (kinderen en volwassenen). Voor deze personen moet VLABEL weten welke personen, op pensioen gaan om zo de nodige acties te ondernemen opdat de vermindering waar deze personen conform de vigerende wetgeving automatisch recht op hebben verder toe te kennen.	Mark Demol	Aanvraag ingediend	T3-2010	T1-2011		OK
11-Ap-033	VLABEL	RKW - ONAFTS FOD SZ - SPF Séc Soc NIC - CIN	Uitbreiding van de stroom A800 voor onroerende voorheffing	In het kader van de inning van de onroerende voorheffing verkrijgt VLABEL momenteel jaarlijks via het bericht A800 kinderbijslag gerechtigde kinderen en gehandicapte personen (kinderen en volwassenen). Momenteel worden personen als gehandicapt aangeleverd indien zij lichamelijk of geestelijk gehandicapt zijn voor minimum 66%. Voor volgend aanslagjaar (2011) moet bijkomend voorzien worden dat gehandicapte kinderen ook aangeleverd worden op basis van het 3 pijler systeem.	Mark Demol	Aanvraag ingediend	T3-2010	T1-2011		OK

Project id (intern KSZ)	Vragen-de instelling	Betrok-ken instelling	Projectnaam	Projectbeschrijving	Contactper-soon	Status	Gewenste haal-baarheidsstu-die datum	Gewenste productie-datum	Opmer-kingen	Fiche
09-Au-287	PDOS - SdPSP	Portaal SZ - Portail Séc Soc	Webapplicatie 'Raadpleging pensioendossier'	Webapplicatie op het Portaal van de Sociale Zekerheid (licht integratie) voor de burgers en de werkgevers van de publieke sector om de het pensioendossier te raadplegen (niveau PDOS).	Ghis Vanderheyden	Aanvraag ingediend	T3-2010	T2-2011		Bevestigd

09-Au-225	RVA - ONEm	Portaal SZ - Portail Séc Soc	eLO+	Elargissement de l'application eLO en permettant la soumission d'une demande	Pierre-Etienne Pardonge	Aanvraag ingediend		T1-2011		Bevestigd
-----------	------------	------------------------------	------	--	-------------------------	--------------------	--	---------	--	-----------

Project id (intern KSZ)	Vragende instelling	Betrokken instelling	Projectnaam	Projectbeschrijving	Contactpersoon	Status
09-Ap-053	CORVE - Zorg en Gezondheid	RKW - ONAFTS	Vlaamse Zorgverzekering - Webservice verhoogde kinderbijslag	Ontwikkeling van webservice waarmee kan opgevraagd worden of er al dan niet een verhoogde kinderbijslag is voor een kind met een handicap.	Christophe Klopfert	Uitgesteld tot 2012
10-Au-007	FAO - FAT	RVP- ONP RIZIV - INAMI Smals	Consultatie / Mutatie pensioenkadaster	Wanneer een slachtoffer van een arbeidongeval of een rechthebbende op vergoeding van een arbeidsongeval een inkomen uit pensioen heeft dient een aanpassing van de betalingen door het FAT te gebeuren.	Ghis Vanderheyden	Zal opgeleverd worden in 2010

10-Ap-046	FOD SZ - SPF Séc Soc	FOD FIN - SPF FIN	Dispensa (Fase II)	Toepassing die de werking van de dienst Commissie voor Vrijstelling van Bijdragen (CVB) van de DG Zelfstandigen begeleidt. Fase II dient de huidige communicatie van financiële gegevens door FOD Financiën via e-mail om te vormen naar FTP-communicatie.	Michel Borgers	Stopgezet
09-Ap-109	FOD WASO - SPF ETCS	KSZ - BCSS Smals	ePV, un Pro-Justicia électronique	Elaboration d'un PJ (Pro-Justicia) électronique pour les services d'inspection susceptibles de dresser un PJ en droit social. Fase 1 (uitvoering voorzien in 2009) van het project e-PV houdt in dat door de KSZ een interface wordt ontwikkeld voor de ontsluiting van de gegevens van derden die worden verzonden naar de databank e-PV en vervolgens naar de databank GINAA.	Michel Borgers	Zal opgeleverd worden in 2010
10-Ap-048	VDAB	FOD SZ - SPF Séc Soc	Toegang tot HANDIFLUX voor VDAB	Gegevensstroom ter ondersteuning van de VDAB-Personen met arbeidshandicap (PmAH) dienstverlening: personen erkend als gehandicapte door FOD SZ komen direct in aanmerking voor de Vlaamse bijzondere tewerkstellingsondersteunende maatregelen voor PmAH.	Laurence Ngosso	Uitgesteld tot 2012

Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la déclaration DIMONA, à la déclaration multifonctionnelle, aux déclarations de risques sociaux et à la déclaration LIMOSA

1. Général

La nouvelle version du règlement des utilisateurs pour les entreprises a été approuvée le 25 mai 2010 par le Comité de gestion de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

À l'heure actuelle, 42 transactions sont opérationnelles sur le portail de la sécurité sociale pour les employeurs et les secrétariats sociaux.

Les glossaires, instructions et simulations relatifs à la DmfA et aux déclarations de risques sociaux sont actualisés trimestriellement sur le portail de la sécurité sociale.

2. État d'avancement de la DmfA

2.1. Situation générale en matière de déclarations originales

Le flux relatif au quatrième trimestre de 2009 s'est déroulé sans difficultés particulières, tout comme les trimestres précédents. Au terme du délai de déclaration, 4,99 millions de mutations ont pu être mises à la disposition du réseau via la BCSS. Le pourcentage de déclarations bloquantes reste stable à 1,1 %.

2.2. Modifications via web ou batch

À l'heure actuelle, 325 secrétariats sociaux ou prestataires de services apportent régulièrement des adaptations aux déclarations trimestrielles via la fonction « update batch ». Par ailleurs, l'application web est aussi disponible.

3. Qualité des données DmfA

3.1. Évolution générale des anomalies prioritaires

Les anomalies sont analysées en fonction de l'impact sur les droits sociaux. Les anomalies prioritaires sont celles qui ont un impact sur les droits sociaux, les autres anomalies constituent des anomalies non prioritaires.

Le nombre d'anomalies reste à un niveau acceptable en ce qui concerne le quatrième trimestre 2009. Un peu plus de la moitié des anomalies non encore réglées pour les troisième et quatrième trimestres 2009 concernent une seule agence d'intérim et plus particulièrement une anomalie spécifique causée par la déclaration d'indemnités sans que des prestations n'aient été fournies (et l'indemnité étant déclarée dans le trimestre de paiement de l'indemnité et non pas dans le trimestre au cours duquel les prestations sont fournies).

3.2. *Évolution générale des anomalies non prioritaires*

Le nombre d'anomalies non prioritaires reste également à un niveau acceptable pour le quatrième trimestre 2009.

4. **Contrôle croisé Dimona - DmfA**

4.1. *Confrontations sur la base de photos prises à différents moments*

Le projet de contrôle croisé Dimona-DmfA a introduit un contrôle de qualité supplémentaire à partir du troisième trimestre de 2006. Lors de la réception des déclarations DmfA originales, le nombre de travailleurs déclarés est comparé aux nombre de travailleurs déclarés dans la Dimona. S'il y a une différence entre le nombre de travailleurs dans Dimona et le nombre de travailleurs dans DmfA, l'expéditeur de la DmfA reçoit, quelques jours plus tard, (via e-box) un aperçu détaillé des travailleurs qui manquent dans Dimona et dans DmfA.

Afin de vérifier dans quelle mesure des corrections ont été apportées à la déclaration DmfA et/ou Dimona après constatation d'une anomalie suite au contrôle croisé, une nouvelle confrontation est réalisée à l'expiration du délai d'enregistrement de la DmfA.

4.2. *Résultats de la confrontation pour ce qui concerne le 4^{ème} trimestre 2009*

La confrontation pour le quatrième trimestre 2009 portait sur 222.865 employeurs dont la déclaration DmfA a été acceptée. Les déclarations DmfA qui ont été introduites en plusieurs parties ainsi que les nouvelles inscriptions d'un numéro matricule au cours du trimestre n'ont pas fait l'objet d'une confrontation. À partir du trimestre de déclaration 2008-3, une confrontation a aussi été réalisée pour les employeurs du secteur horeca qui ont opté pour le système de Dimona-Light.

Dans 9,6 % des déclarations acceptées qui ont fait l'objet d'une confrontation, une différence (anomalie suite au contrôle croisé) a été constatée. La tendance à la baisse se poursuit donc. Dans 78 % des cas, l'anomalie portait sur le fait que le nombre de personnes déclarées dans la Dimona est supérieur au nombre de personnes déclarées dans la DmfA.

Grâce à ce projet, la qualité des banques de données concernées est progressivement améliorée : alors qu'au cours du premier trimestre 2007, une « anomalie suite au contrôle croisé » a été signalée pour 16,4% des déclarations DmfA contrôlées, ce nombre ne s'élève plus qu'à 9,6 % des déclarations au cours du quatrième trimestre 2009.

4.3. *Rectifications a posteriori*

Les employeurs pour lesquels une anomalie a été détectée dans la déclaration DmfA originale font l'objet d'une nouvelle confrontation et il est vérifié pour combien d'employeurs il existe, à l'heure actuelle, une correspondance entre Dimona et la DmfA. Le tableau ci-dessous reflète cette évolution.

Trimestre	Nombre de déclarations avec une différence à la date de déclaration	Nombre de déclarations avec une différence à la date de déclaration + 3 mois	Nombre de déclarations avec une différence à la date de déclaration + 6 mois	Nombre de déclarations avec une différence à la date de déclaration + 1 an
2008-1	27.622	18.074	16.478	14.223
2008-2	26.465	18.151	16.566	14.346
2008-3	27.725	19.364	17.204	14.057
2008-4	26.899	17.561	16.018	12.833
2009-1	24.852	16.849	13.906	-
2009-2	23.911	14.644	13.281	-
2009-3	22.628	14.728	-	-
2009-4	21.396	-	-	-

5. Déduction C4 ó Dimona

Depuis le 1^{er} avril 2007, il est possible d'introduire, via la déclaration de risque social, volet fin du contrat de travail (C4), la déclaration Dimona relative à la sortie de service des travailleurs concernés et d'ainsi mettre à jour le fichier du personnel. De cette manière, il peut être satisfait simultanément à deux obligations administratives différentes mais complémentaires. Par ailleurs, ceci permet de continuer à améliorer la qualité des données de la banque de données DIMONA.

Au cours du premier trimestre de 2010, 4.835 déclarations électroniques (C4) ont été introduites et dans 633 cas il a été fait usage de la possibilité de générer également une DIMONA à partir de cette déclaration. En moyenne, ceci a lieu dans 13,09 % des cas.

6. Projet Capelo

Le projet Capelo vise à créer une banque de données des carrières pour les travailleurs salariés du secteur public. Ce projet est élaboré de commun accord entre la BCSS, l'ONSS, l'ONSSAPL, Sigedis et le SdPSP. Durant ces réunions, certains accords ont été conclus en vue du planning ultérieur.

Plusieurs adaptations à la DMFA sont prévues afin d'alimenter la banque de données. L'introduction de nouveaux blocs se déroulera en phases à partir du deuxième trimestre 2010. La mise en production de ces blocs et des nouveaux codes, qui auront principalement un impact sur le secteur public, est prévue pour la déclaration DmfA à partir du premier trimestre 2011.

7. État d'avancement des déclarations des risques sociaux (DRS)

Au cours du Forem DRS du 2 mars 2010, il a été constaté que la coordination end-to-end et le suivi des tests posent un gros problème. Les tests effectués se déroulent bien

jusqu'aux points de contact des différents secteurs. Ensuite, le suivi s'avère plus problématique. C'est pourquoi le président du Forum a pris l'initiative de créer un groupe de travail technique avec un représentant de chacune des parties concernées. Ce groupe de travail a notamment pour mission de soutenir méthodologiquement ces tests et d'assurer leur suivi par-delà les différentes frontières.

L'objectif de ces tests n'est pas uniquement de vérifier le bon déroulement des différents flux au niveau technique, mais aussi d'assurer que les différents responsables de processus disposent en fin de compte d'informations correctes et validées pour pouvoir traiter les dossiers.

Ce Groupe de travail technique s'est réuni le 19 mars 2010 et le 22 avril 2010. Les travaux se sont portés essentiellement sur un nombre de points problématiques techniques tels que l'environnement de test, les procédures de test et en particulier le «end-to-end testing», les codes erreur et les «general views».

Lors du Forum du 6 mai 2010, il a toutefois été constaté que les progrès enregistrés sont toujours insuffisants. Par conséquent, il a été décidé de faire réunir le Groupe de travail technique à un rythme plus élevé et d'organiser les réunions par secteur ou parfois par thème.

Le fait que la FEB a apporté quatre nouveaux pilotes constitue une démarche positive.

8. État d'avancement des flux

Les aspects suivants peuvent être signalés en ce qui concerne les attestations complémentaires au flux de données DmfA:

- les tests relatifs à la consultation batch auprès du FAT des données relatives à la (aux) période(s) d'incapacité de travail temporaire (accident du travail) sont achevés jusqu'au niveau de la BCSS. Les institutions de sécurité sociale ne sont cependant pas intéressées par une consultation en mode batch des données du FAT. En ce qui concerne la consultation en ligne, la BCSS a établi les contacts nécessaires avec les différents acteurs (notamment le FAT) afin de déterminer les besoins et les spécifications techniques. Les travaux relatifs à l'étude de faisabilité débiteront au cours du mois de juin 2010.

9. État d'avancement LIMOSA

Depuis le 1^{er} avril 2007, tous les employeurs et indépendants étrangers qui déploient des activités sur le territoire belge, soit à titre temporaire, soit à titre partiel, et pour autant qu'ils ne soient pas soumis à la sécurité sociale belge, sont obligés de faire une déclaration via LIMOSA. À cet effet, ils doivent transmettre plusieurs données d'identification les concernant ainsi que des données d'identification relatives aux personnes détachées et au client belge. D'autres éléments tels que la nature des travaux, la période et le lieu d'occupation doivent faire partie de cette déclaration.

Ci-dessous figure un aperçu cumulatif du nombre de personnes déclarées, réparties en fonction de leur statut:

	Nombre total de personnes déclarées (cumulatif)	Travailleurs	Indépendants	Stagiaires	Stagiaires indépendants
2007 (1^{er} avr ó 31 déc)	158.226	144.898	12.392	808	128
2008	224.905	203.867	19.896	1.038	104
2009	217.115	194.550	21.575	859	131
2010 (1^{er} jan ó 31 mrs)	64.023	56.175	7.602	223	23

Si la preuve de déclaration L-1 ne peut être présentée au client belge (commettant ou utilisateur final), celui-ci ne peut se soustraire à sa responsabilité qu'en réalisant une déclaration d'absence de L-1ö via le site portail de la sécurité sociale.

	Nombre total de déclarations d'absence de document L-1ö
2007 (1^{er} avr ó 31 déc)	2.689
2008	1.385
2009	918
2010 (1^{er} jan ó 31 mrs)	153

Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Sécurité de l'information »

1. Composition du groupe de travail

Le groupe de travail «Sécurité de l'information» est composé des conseillers en sécurité des institutions de sécurité sociale du réseau primaire et d'un conseiller en sécurité de chaque sous-groupe de travail "Sécurité de l'information" du réseau secondaire.

2. Nombre de réunions du groupe de travail au cours du premier semestre de 2010

Le groupe de travail s'est réuni le 31 mars et se réunira le 23 juin prochain. Plusieurs sous-groupes de travail se sont réunis.

3. Evaluation de la mise en œuvre de l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à l'organisation de la sécurité de l'information dans les institutions de sécurité sociale

3.1. La désignation des conseillers en sécurité des institutions du réseau primaire

Toutes les institutions du réseau primaire disposent d'un conseiller en sécurité.

3.2. La désignation des conseillers en sécurité des institutions du réseau secondaire

La plupart des institutions des réseaux secondaires disposent d'un conseiller en sécurité.

3.3. La constitution, au sein des institutions de tutelle, d'un sous-groupe de travail « Sécurité de l'information »

Toutes les institutions du réseau primaire qui gèrent un réseau secondaire ont institué un sous-groupe de travail «Sécurité de l'information». Il s'agit des institutions suivantes: l'ONASTI, l'ONEM, le FAT, le CIN, l'ONVA, l'ONAFTS, le VMSW, la BCSS¹ et l'Association d'institutions sectorielles (AIS).

Plusieurs institutions ont déjà organisé leur réunion ou ont déjà planifié la date:

- le 6 mai pour le réseau de l'ONEM;
- le 15 juin pour le réseau de l'ONVA et pour le réseau de l'ONASTI;
- le 24 juin pour le réseau de CORVE (Coördinatieceel Vlaams e-government).

Les autres institutions n'ont, au moment de la rédaction de cette note, pas planifié la réunion de leur réseau secondaire. Ces institutions sont:

- le CIN;

¹ La BCSS assume le rôle de répertoire des références multisectoriel pour les fonds de sécurité d'existence, les fonds de pensions sectoriels et les services externes de prévention et de protection au travail.

- le FAT;
- l'ONAFST;
- la coupole Association d'Institutions Sectorielles (AIS/VSI);
- la coupole des Services Externes de Prévention et de Protection au Travail (CoPrev).

Le SPP Intégration sociale qui est chargé de la tutelle des CPAS a organisé des réunions par secteur géographique.

Le réseau secondaire des fonds de pensions sectoriel étant en pleine réorganisation, aucune réunion n'a pu être planifiée.

3.4. *La désignation d'un conseiller en sécurité qui représente son sous-groupe de travail dans le groupe de travail « Sécurité de l'information »*

A l'exception des sous-groupes de travail SPP Intégration sociale (CPAS), FAT, ONAFST, tous les sous-groupes de travail ont désigné un représentant.

3.5. *Normes minimales de sécurité à respecter par les institutions de sécurité sociale en vue de leur connexion au réseau de la Banque Carrefour*

Le service sécurité de la BCSS a collecté les réponses au questionnaire relatif à l'année 2009, et réalise l'analyse et le rapport pour le comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

4. Points abordés lors des réunions du groupe de travail « Sécurité de l'information »

4.1. *Formation des conseillers en sécurité*

- Le service de sécurité spécialisé agréé de Smals a réalisé un cycle de formation en néerlandais et en français au début du premier semestre 2010. Ce cycle comporte 5 jours de formation, dont le premier jour a été dédié à la présentation de la sécurité sociale, le deuxième au réseau de la BCSS et à sa sécurité. Les trois autres étaient une introduction générale à la sécurité en présentant les grands thèmes de sécurité (ISO270002).

4.2. *Elaboration de polices de sécurité communes*

- Le sous-groupe de travail permanent « Polices » poursuit ses travaux et élabore pour le premier semestre deux politiques de sécurité liées à l'utilisation de la messagerie électronique et à l'utilisation de l'internet. Ces deux polices de sécurité étant liées, il est prévu de présenter ces deux polices de sécurité lors du groupe de travail du mois de juin prochain.
- Le sous-groupe « Polices » a également entamé au cours du premier semestre la rédaction d'un document définissant les termes utilisés dans le système générique d'accès aux applications et gestion des utilisateurs au sein de la sécurité sociale (U&AM).

4.3. *Services d'inspection*

Les questionnaires pour les services d'inspection ont été envoyés. Le service sécurité de la BCSS ayant reçu les réponses analyse celles-ci et réalise le rapport d'évaluation afin de le transmettre au comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

4.4. *Equipe de collaboration (Livelink)*

Les informations disponibles dans les eTeam associés au groupe de travail « Sécurité de l'Information » sont régulièrement mises à jour.

4.5. *Présentation ó réunions d'information*

Diverses présentations ont été organisées à l'attention des conseillers en sécurité:

- Windows 7: introduction aux aspects de sécurité;
- la sécurisation des supports de données mobiles;
- project S-Quad.

Rapport sur l'état d'avancement du projet datawarehouse marché du travail et protection sociale au sein du programme Agora

1. Général

Le datawarehouse marché du travail et protection sociale, un projet au sein du programme AGORA, concerne entre-temps un accord de coopération entre CIMIRE, le FAT, le FMP, le SPF Sécurité sociale, la BCSS, le CIN, le SPP Intégration sociale, le SdPSP, l'INAMI, l'ONAFST, l'ONASTI, l'ONSS, l'ONSSAPL, l'ONEm, l'ONP et le VDAB/FOREM/ACTIRIS/ADG. Le datawarehouse vise l'agrégation de données provenant des différentes institutions de sécurité sociale. Il permet par ailleurs d'établir des statistiques qu'une seule institution n'est pas en mesure de calculer. Son exploitation physique a été confiée à la Smals. La Banque Carrefour de la sécurité sociale surveille l'exploitation du datawarehouse ainsi que la mise en service de nouvelles fonctionnalités. Le Steunpunt WSE (anciennement Steunpunt WAV), le Centre Metices (ULB) et le Centrum voor Sociologisch Onderzoek (CESO, KU Leuven) accordent une aide scientifique.

2. Applications

Il y a lieu de faire une distinction entre trois types d'applications.

1. Les applications de base: il s'agit d'applications pour lesquelles plusieurs statistiques fixes sont calculées selon une fréquence déterminée (par trimestre, par semestre, par année, ...). Un avis général a été demandé au comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé et une autorisation générale a été demandée aux institutions de sécurité sociale dont les données sont nécessaires pour l'établissement de ces statistiques.

L'édition 2006 des applications de base a été mise à disposition. L'édition 2007 sortira cette année. Les applications de base seront progressivement remplacées par des applications web qui seront de plus en plus détaillées.

2. Les applications web: celles-ci ont été élargies à de nouvelles populations, à savoir les personnes en incapacité de travail. L'application web chiffres globaux a aussi été fortement élargie à plusieurs statuts socio-économiques et variables supplémentaires. Une troisième application web sera développée en ce qui concerne la mobilité socio-économique à court terme et à long terme.
3. Les applications ad hoc: il s'agit d'applications spécifiques à la demande de chercheurs. Pour chaque demande, il convient de demander l'autorisation des institutions de sécurité sociale dont les données sont nécessaires pour le développement de l'application et, le cas échéant, l'autorisation du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé et du Comité de gestion de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

Depuis le début de l'année 2010, la Banque Carrefour a assuré la coordination de 13 demandes de données, basées en grande partie sur le datawarehouse.

3. Évolution du datawarehouse marché du travail et protection sociale

3.1. *État d'avancement*

- En ce qui concerne les sources de données originales (INAMI, ONAFTS, INASTI, ONSS, ONSSAPL, ONEm), les données de 1997 à 2008 inclus ont toutes été introduites. Le fichier de l'ONSS a entre-temps été complété par des données relatives aux unités locales d'établissement. Le chargement des données de 2009 sera prochainement entamé;
- en ce qui concerne les nouvelles sources, les données du FAT, du FMP, de l'ONP et du SdPSP sont disponibles jusqu'à 2008 inclus et celles du CIN et de CIMIRE jusqu'à 2007 inclus. Les données du SPP Intégration sociale sont disponibles en partie pour l'année 2008. Par ailleurs, un nouveau fichier relatif aux personnes mises au travail à l'intervention du Fonds social européen a été chargé. Une concertation a eu lieu avec SIGeDIS, le successeur de CIMIRE, concernant la poursuite du chargement des données relatives aux carrières;
- dans le cadre du projet d'intégration des données du VDAB/FOREM/ACTIRIS/ADG (STAT92), l'harmonisation des codes d'études a été finalisée. Le code d'étude est disponible à partir de 2007 et peut aussi être converti dans les classifications internationales ISCED (niveau d'étude) et CEDEFOP (domaine d'étude). Dans le cadre de l'harmonisation des codes profession, le groupe de travail aura la possibilité de participer à des réunions sur ce thème planifiées au sein de la plate-forme de concertation SYNERJOB. Jusqu'à présent, aucune réunion n'a été organisée. Les données provenant du VDAB/FOREM/ACTIRIS/ADG (STAT92) ont été introduites dans le datawarehouse pour les années 2005 jusqu'à 2008 inclus. L'actualisation des données pour 2009 est prévue dans le courant de cette année;
- une première version des données du SPF Sécurité sociale a été introduite dans le datawarehouse marché du travail et protection sociale.

3.2. *Projet de documentation en collaboration avec le SPF Sécurité sociale*

Ce projet vise à analyser en profondeur le contenu des sources enregistrées dans le datawarehouse et à rédiger un manuel méthodologique. Ce manuel sera mis à la disposition du public.

La conversion de la documentation relative aux sources dans sa nouvelle forme est terminée. Dans le cadre du renouvellement et de l'approfondissement des autres parties de la documentation, les travaux suivants ont été terminés:

- le manuel d'utilisateur a été mis à jour comme premier pas vers le développement d'un manuel méthodologique;
- une note a été rédigée pour améliorer la qualité des données primaires enregistrées dans le datawarehouse.

En collaboration avec le SPF SS, la BCSS a introduit un nouveau projet AGORA en vue de la poursuite de ce projet de documentation. Ce projet a été approuvé. Ce nouveau projet s'attardera davantage aux aspects méthodologiques tels que les difficultés et les pièges possibles lors de l'interprétation des données, les points forts et les points faibles du datawarehouse, la comparaison avec d'autres sources importantes pour la recherche

socio-économique, l'impact de la législation, l'élaboration de nouvelles notions telles que le revenu, etc. Le projet a été confié au Steunpunt WSE, au Centre Metices (ULB) et au CESO - KU Leuven. Un séminaire international est prévu pour le mois de septembre.

Dans un premier temps, la documentation est offerte sous forme de documents PDF. À terme, elle pourra être consultée au moyen d'un système de gestion de contenu. La phase d'analyse est terminée; à l'heure actuelle, les pages html sont en cours d'élaboration. La réception du système est prévue pour début 2011 (en diverses phases).

Rapport sur l'état d'avancement des travaux

du groupe de travail « Extranet »

1. Composition du groupe de travail

- la BCSS
- la CAAMI
- la CAPAC
- CIMIRe
- la CSC
- le FAT
- le FMP
- l'INAMI
- l'INASTI
- l'ONAFTS
- l'ONEm
- l'ONP
- l'ONSS
- l'ONSSAPL
- l'ONVA
- Smals
- l'OSSOM
- le SPF Sécurité Sociale
- le SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale

2. Nombre de réunions

Au cours du premier semestre 2010, le groupe de travail « Extranet » s'est réuni à deux reprises.

3. Thèmes traités

Teleworking - VPN

La solution d'identification et d'authentification des utilisateurs via la carte d'identité électronique a été implémentée dans toutes les institutions. La politique de tarification a été revue en conséquence.

Des mises à niveau techniques sont nécessaires pour suivre les évolutions technologiques. Le groupe de travail est tenu informé des besoins et des plannings proposés.

Sécurité ó Spams

De nouveaux serveurs ont été mis en place afin de réduire davantage les risques pour l'Extranet d'être considéré à tort comme « spammeur ».

Sécurité ó Mobilité

Une étude de la section Recherche Smals sur les aspects de sécurité de l'utilisation des smartphones et pocket PC a été présentée au groupe de travail. Il a été demandé de poursuivre l'étude par une analyse et une évaluation de la valeur ajoutée que pourrait offrir une infrastructure centralisée sur l'extranet.

Adressage ip (IPv6)

Une session d'information pour les institutions a été organisée le 25 mai.

Téléphonie

Le projet d'implémentation de la technologie VoIP sur l'Extranet de la sécurité sociale présenté au Collège des institutions publiques de sécurité sociale et au groupe de travail a démarré comme prévu.

Un projet pilote destiné à valider la solution proposée est en cours chez Smals. Il devra permettre de procéder à la réception provisoire du projet.

Entre temps, les institutions candidates ont été approchées par le fournisseur et la phase d'audit a déjà commencé pour quelques unes d'entre elles.

Echange de fichiers

Une nouvelle solution sécurisée d'échange de fichiers sur internet est en cours d'implémentation et devrait être disponible en septembre 2010.

4. Actions prévues au second semestre 2010

Intégration d'une nouvelle solution de transfert sécurisé de fichier via internet.

Poursuite du déploiement du service de téléphonie IP vers les institutions candidates.

Actualisation de l'étude sur la sécurité des smartphones et pocket PC.

Définition d'un plan de mise en œuvre du protocole IPv6 au sein de l'Extranet.

Présentation des résultats d'études d'opportunité et de faisabilité technique sur des nouveaux services partagés: firewalls applicatifs.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail

« Portail informatif de la sécurité sociale »

1. Composition du groupe de travail

- | | |
|----------------|---------------------------|
| - BCSS | - ONEm |
| - CAAMI | - ONP |
| - Chancellerie | - ONSS |
| - SIGeDIS | - ONVA |
| - CSPM | - OSSOM |
| - FAT | - SdPSP |
| - FMP | - Smals |
| - INAMI | - SPP Intégration sociale |
| - INASTI | - SPF Emploi |
| - ONAFTS | - SPF Sécurité sociale |

2. Nombre de réunions

Le groupe de travail est co-présidé par le SPF Sécurité sociale et par la Banque Carrefour de la sécurité sociale. Il s'est réuni pour la première fois en séance plénière en date du 23 avril 2007 et ensuite mensuellement; le rythme est devenu bimestriel en 2008 et trimestriel en 2009 après la mise en production du nouveau portail informatif citoyen. Les travaux ont aussi été ponctués par de nombreuses réunions bilatérales des groupes de travail rédactionnels chargés d'alimenter le contenu informatif du portail.

Une cellule de coordination (groupe restreint de 3 personnes représentant la BCSS, le SPF Sécurité sociale et Smals constitué en avril 2008) a élaboré un mode d'organisation proactif de la maintenance du portail en vue d'en assurer la pérennité. Cette cellule a ensuite proposé au GT citoyen qui a été chargé de sa mise en place et de veiller au suivi de la maintenance par les institutions.

Le groupe rédactionnel spécifique à la partie internationale du portail « Leaving Belgium » (vous quittez la Belgique?), constitué à la mi-mars 2008, avec notamment deux réunions plénières au premier semestre 2009 et d'autres en plus petits groupes a poursuivi ses activités jusqu'à la mise en production en avril 2010.

3. Réalisations du premier semestre 2010

Les travaux de refonte du volet informatif du portail de la sécurité sociale ont été menés à bien depuis le courant de l'année 2007 grâce à la collaboration active de Smals et de toutes les institutions de sécurité sociale participant au groupe de travail. Sa mise en production a eu lieu le 9 mars 2009. Les principaux acquis du premier semestre 2010 sont les suivants:

- passage des news du CMS Documentum au CMS Hippo, permettant aux institutions autres que le SPF Sécurité sociale d'y introduire des news;
- définition d'indicateurs de suivi de l'évolution du portail et de statistiques associées à publier et distribuer mensuellement;

- adaptations par les institutions en vue de la labellisation AnySurfer selon leurs nouvelles normes;
- exploitation de l'outil de mesure Webmetrics pour suivre les flux de visiteurs et adapter le portail en cas de besoin ou quand c'est souhaitable; pour la période de janvier à avril, les 18300 pages et 2850 visites en moyenne par jour, soit 6,4 pages par visite représentent des augmentations de respectivement 50%, 25% et 20% par rapport à la moyenne de 2009;
- maintenance du portail avec veille centralisée et détection proactive additionnelle des modifications de la législation par le SPF Sécurité Sociale;
- mise à jour du portail en 3 étapes: introduction de la modification dans le CMS open source Hippo par l'institution de la sécurité sociale responsable du texte modifié, validation formelle à la Smals et publication;
- identification d'améliorations et de thèmes à envisager;
- mise en production le 22 avril 2010 du volet international « Leaving Belgium » (https://www.socialsecurity.be/CMS/fr/leaving_belgium/index.html) du portail citoyen de la sécurité sociale visant à cibler les citoyens qui souhaitent se rendre à l'étranger; avec une campagne de communication organisée principalement par le SPF Sécurité sociale:
 - 174 fiches dans le CMS Hippo (avec templates propres à « Leaving Belgium » accessibles via un moteur de recherche permettant leur sélection sur la base de 4 critères de recherche communs aux différentes institutions (la nationalité, le pays de destination, le statut, et les prestations sociales ou sujet d'information)). Chaque fiche possède sa propre sous-structure selon les paramètres juridiques qui lui sont propres et peut concerner un ou plusieurs pays;
 - formation Hippo pour les rédacteurs du thème « Leaving Belgium »;
 - prise en compte du règlement (CE) N° 883/2004 du parlement européen et du conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2010;
- mise en production de nouveaux services citoyen:
 - « mon dossier chômage » renvoie à l'application de l'organisme de paiement sélectionné et donne accès au citoyen qui s'identifie avec sa carte d'identité électronique à son dossier chômage. La réponse aux questions comme « quelle est la situation du traitement de ma demande d'allocations ? » ou « quelle est la date de paiement des allocations auxquelles j'ai droit ? » ou « quel est le montant des allocations auxquelles j'ai droit ? » est donnée immédiatement sur l'écran via cette application;
 - « Mypension » permet à ceux qui travaillent ou ont travaillé comme salariés de suivre en ligne leur dossier de pension auprès de l'Office national des Pensions (mise en production prévue encore au 2^{ème} semestre);

Cela porte à 11 le nombre de services en ligne à destination du citoyen, lui permettant de consulter ses propres dossiers ou d'effectuer diverses simulations;
- projet terminologie: participation à l'effort d'uniformisation du portail de la sécurité sociale visant à normaliser l'usage terminologique dans les services en ligne, les communications autour du portail (FAQs, campagnes brochures, etc.) et les contenus des pages portail.

4. Perspectives pour le deuxième semestre 2010

Le groupe de travail poursuivra ses travaux relatifs:

- labellisation AnySurfer portant sur l'ensemble du portail: il ne reste que quelques adaptations Hippo à faire pour la partie citoyen; par contre, la partie entreprise du portail est moins avancée;
- exploitation plus affinée du nouvel outil de webmetrics avec production d'indicateurs de suivi outre les statistiques mensuelles d'accès;
- tenue à jour proactive du portail;
- améliorations diverses avec introduction de thèmes supplémentaires;
- poursuite de la coordination avec le portail belgium.be;
- renforcement mutuel des parties informatives et applicatives du portail citoyen;
- maintenance du volet international « Leaving Belgium »;
- poursuite du suivi des différents aspects de la thématique des citoyens souhaitant s'installer en Belgique;
- mise en production de nouveaux services citoyen:
 - « Handiweb » (prévu fin juillet) pour permettre à une personne handicapée de consulter en ligne son dossier auprès de la DG personnes handicapées,
 - « Demande de pension électronique » pour permettre aux citoyens d'introduire les demandes de pension ou de garantie de revenus aux personnes âgées directement via l'internet.

**Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail
« Relations informatiques », y compris le portail transactionnel de la
sécurité sociale et l'utilisation de la carte d'identité électronique**

1. Composition du groupe de travail

- BCSS
- CAAMI
- CAPAC
- CIMIRe
- CIN
- CSPM
- FAT
- FFE
- FSE
- FMP
- INAMI
- INASTI
- INTEROP
- VLAFO
- ONAFTS
- ONEm
- ONP
- ONSS
- ONSSAPL
- ONVA
- OSSOM
- SdPSP
- Smals
- SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale
- SPF Santé publique
- SPF Sécurité Sociale
- VDAB

2. Nombre de réunions

Le groupe de travail « Relations Informatiques » s'est réuni en session plénière à deux reprises.

3. Thèmes traités durant le premier semestre de 2010

Portail

Les points suivants ont été présentés au groupe de travail:

- Présentation du projet S-Quad de délocalisation à la BCSS du user & access management des professionnels de la sécurité sociale pour les applications du portail;
- Présentation du projet Terminologie;
- Réponse aux questions des institutions sur le projet de migration technique WebLogic v10.

Standards ouverts

La Belgique hébergera les 14 et 15 octobre 2010, à Bruxelles, un ODF Plugfest. Cette manifestation rassemble les acteurs du marché ODF (vendeurs, utilisateurs,..) pour présenter les nouveautés et organiser des sessions de test d'interopérabilité. Elle est accessible à tous les intéressés. L'organisation est assurée par Fédict.

Services web / Approche SOA

L'inventaire actualisé des web services est communiqué aux participants. Les principales nouveautés concernent le projet Tarif Social ó gaz et électricité.

La BCSS a présenté le planning de la mise en production de sa plate-forme SOA avec l'accent sur les impacts pour les institutions.

Ces impacts touchent la connectivité, le contenu des messages et la structure des fichiers. Des tests avec chaque institution sont planifiés à partir du mois de mai. Des réunions bilatérales sont organisées pour planifier et piloter les opérations jusqu'à la fin de cette année.

Un état de la situation sera présenté au collège des administrateurs généraux.

4. Perspectives pour le second semestre 2010

Pour ce qui est du portail, le groupe de travail assurera le suivi des projets de modernisation et des développements des nouvelles transactions proposées par les institutions, ainsi que l'intégration de ces applications avec la plate-forme SOA sécurité sociale.

Pour les autres thèmes, le groupe de travail sera tenu informé des évolutions sur les points suivants:

- la poursuite de l'évaluation technique des produits compatibles avec les standard ODF pour l'échange de documents, ainsi qu'un état de la situation pour les autres standards ouverts;
- le suivi du projet de mise en production de l'architecture SOA au sein de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, et du plan de modernisation des registres BCSS.

**Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs
au groupe de travail «Workspace de la sécurité sociale»**

1. Composition du groupe de travail

Le groupe de travail «Workspace de la sécurité sociale» est composé des représentants des institutions suivantes:

- | | |
|------------------------|-----------|
| - AP | - ONVA |
| - CIMIRe | - ONAFTS |
| - OSSOM | - ONSS |
| - FAT | - INASTI |
| - FMP | - ONSSAPL |
| - SPF Sécurité sociale | - ONEm |
| - SPF ETCS | - ONP |
| - CIN | - Smals |
| - INAMI | - AIS |

2. Nombre de réunions tenues au cours du premier semestre 2010

Dans le cadre de la nouvelle plate-forme commune en remplacement des plate-formes actuelles eWorkspace et eCommunities, deux workshops ont été organisés le 11 mars et le 22 avril dans le but de faire activement participer les utilisateurs au développement de matériel de formation.

De même, une enquête en ligne a été réalisée en mars auprès des utilisateurs qui s'y sont inscrits. L'enquête visait à connaître l'opinion des utilisateurs sur le profil utilisateur et l'usage de certaines icônes.

3. Points examinés et réalisations intervenues au cours du premier semestre 2010

L'analyse et les développements pour la nouvelle plate-forme ont été poursuivis. Un environnement de test a été mis à la disposition du groupe de projet chargé du suivi. À partir de mi-juin, un environnement d'acceptation sera par ailleurs disponible pour l'ensemble des utilisateurs afin de leur permettre de se familiariser avec la nouvelle plate-forme.

La transition des eTeams existants vers la nouvelle plate-forme a été préparée. Pour la première vague de migration qui aura lieu en juillet/août, une concertation avec les différents coordinateurs a été lancée.

Le plan de communication et la campagne de marketing ont été élaborés en collaboration avec le SPF P&O. De même, le développement de matériel de formation en concertation avec le SPF P&O avait été entamé.

- Légistique:
La transition du module eLeg vers la nouvelle plate-forme et les formations y relatives sont en cours de préparation.
- eTeam:

Outre les 6 eTeams permettant de faire évoluer l'Workspace de la sécurité sociale selon les règles, l'Workspace héberge les 56 eTeams suivants:

<u>eTeam</u>	<u>Mission</u>
eTeamACC-CGC	Soutenir les activités du Comité général de coordination de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.
eTeamAdmingen	Soutenir les travaux du Collège des institutions publiques de sécurité sociale.
eTeamATHENA	Soutenir le projet ATHENA.
eTeamBC-CG eHealth	Soutenir les activités du Comité de gestion eHealth.
eTeamBCCG-RVAONEM	Soutenir les travaux du Comité de gestion de l'ONEM : invitations aux réunions, envoi de documents, archivage de l'ensemble des pièces.
eTeamBCM ONEM RVA	Soutenir les activités relatives au Business Continuity Management de l'ONEM, de manière à le rendre disponible partout, même en cas de calamités lorsque le système informatique de l'ONEM ne fonctionne pas.
eTeamBC-KSZ CG-BCSS	Soutenir les travaux du Comité de gestion de la BCSS.
eTeamBESTOV	Soutenir les travaux du groupe de travail chargé de préparer les contrats d'administration.
eTeamBETAX	Soutenir le groupe de travail chargé de mettre les données figurant sur l'avertissement ó extrait de rôle (Finances) à la disposition des institutions de sécurité sociale.
eTeamCadaf	Espace de travail du groupe de travail óCadafö pour la consultation du répertoire des allocations familiales de l'ONAFTS. Cet espace de travail comprend aussi les documents relatifs aux travaux du groupe de travail « Enfants handicapés ».
eTeamChapter4	Soutenir le projet relatif à la simplification et à l'informatisation du chapitre 4 médicaments.
eTeamCOMPLAN	Soutenir la Commission « Plans d'Entreprise », créée par l'AR du 29 juin 2009. Cette commission a pour mission d'examiner et de prendre une décision sur les plans d'entreprise rédigés en application de la loi du 19 juin 2009 <i>portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise</i> .
eTeamContracts	Mise à la disposition de documents relatifs à l'exécution et au suivi des contrats de gestion en cours.
eTeamCoordinHR	Mise à disposition d'une coordination des textes réglementaires spécifiques aux parastataux sociaux, lieu d'échange de connaissance et d'interprétation de la réglementation.
eTeamcoord-leg	Créer un lieu d'échange d'informations et de concertation entre les coordinateurs eLeg des institutions participantes; notamment en élaborant des directives pour les utilisateurs, en identifiant les problèmes et en

	assurant leur suivi, en élaborant des propositions d'amélioration, en gérant la structure arborescente.
eTeamCotSpec	Soutenir le groupe de travail relatif à la cotisation spéciale de sécurité sociale.
eTeamDmfInstr	Rédiger les instructions administratives pour la DMFA et les DRS et les mettre à jour. Réfléchir aux problèmes de contenu relatifs à la DMFA, soumettre des propositions et fournir des solutions.
eTeam eHealth	Soutenir les activités dans le cadre d'eHealth.
eTeam eHealth_ASG	Soutenir le Authentic Source Group relatif à la plateforme eHealth.
eTeam eHealth platform-G19	Soutenir les différents projets relatifs à la plateforme eHealth.
eTeam ePV	Soutenir le projet relatif à l'introduction d'un procès-verbal électronique de constatation d'infractions.
eTeamExtranet	Créer un lieu d'échange d'informations et de concertation entre les responsables de la gestion de l'extranet.
eTeamFigures	Mettre des statistiques et rapports quotidiens relatifs à la DmfA à la disposition des différentes institutions de sécurité sociale.
eTeamFIN_SZ	Développer un flux de données réciproque automatique entre le SPF Finances et les institutions de sécurité sociale.
eTeamFluxDIMONA	Soutenir les échanges de données entre les banques de données DIMONA et le fichier du personnel de l'ONSS et de l'ONSSAPL et les institutions (de sécurité sociale) connectées au réseau de la sécurité sociale.
eTeamFluxDmfA_PPL	Soutenir les échanges de données entre les banques de données DmfA/DmfAPPL et les institutions (de sécurité sociale) connectées au réseau de la sécurité sociale.
eTeamFluxWGrep	Soutenir les échanges de données entre le répertoire des employeurs de l'ONSS et de l'ONSSAPL et les institutions connectées au réseau de la sécurité sociale.
eTeamFO_JOB	Soutenir le projet Front Office Mesures de mise au travail qui prévoit une application web permettant d'obtenir un aperçu des mesures régionales et fédérales favorisant l'emploi.
eTeamForumCOM	Promouvoir les échanges entre les communicateurs qui sont actifs au sein du secteur de la sécurité sociale et simplifier la gestion des projets de communication communs.
eTeamGT-Informatica	Soutenir le groupe de travail Relations informatiques.
eTeamHandiChild	Soutenir le projet en matière d'échange de données relatives aux enfants handicapés.
eTeamHVW-CAPAC-IA	Soutenir le projet Interactivity (IA).
eTeamImmob	Soutenir les échanges de données en matière de biens

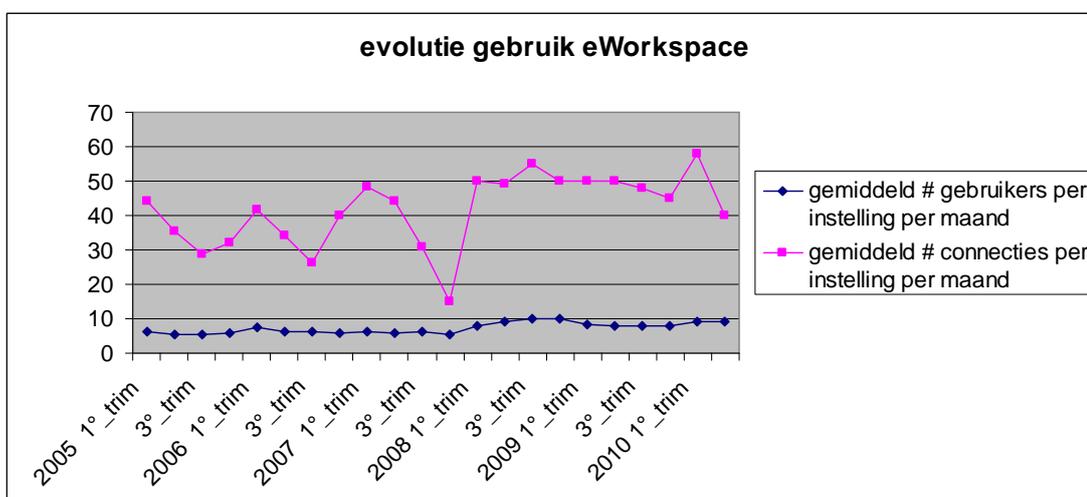
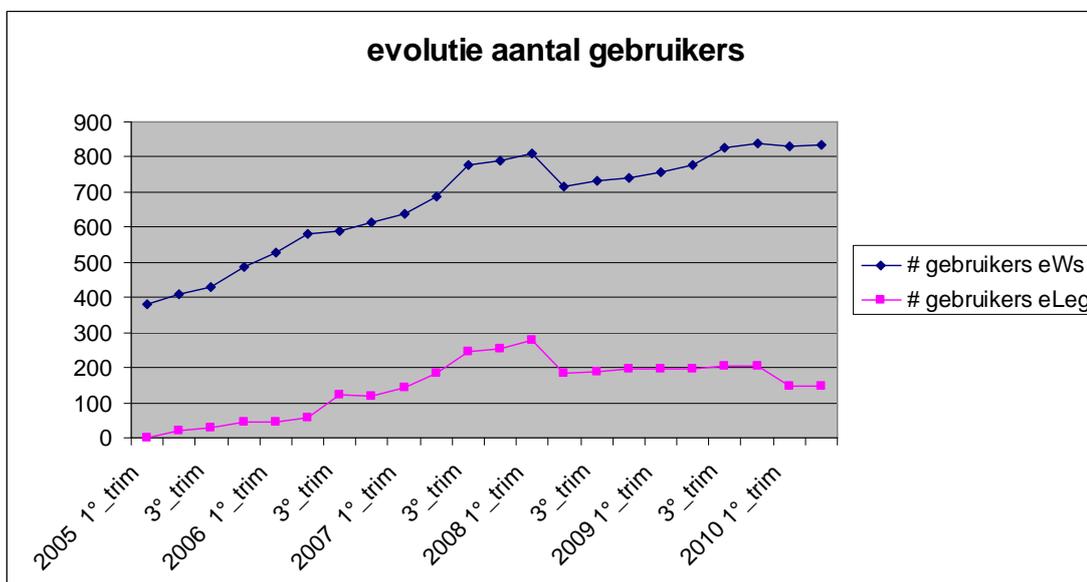
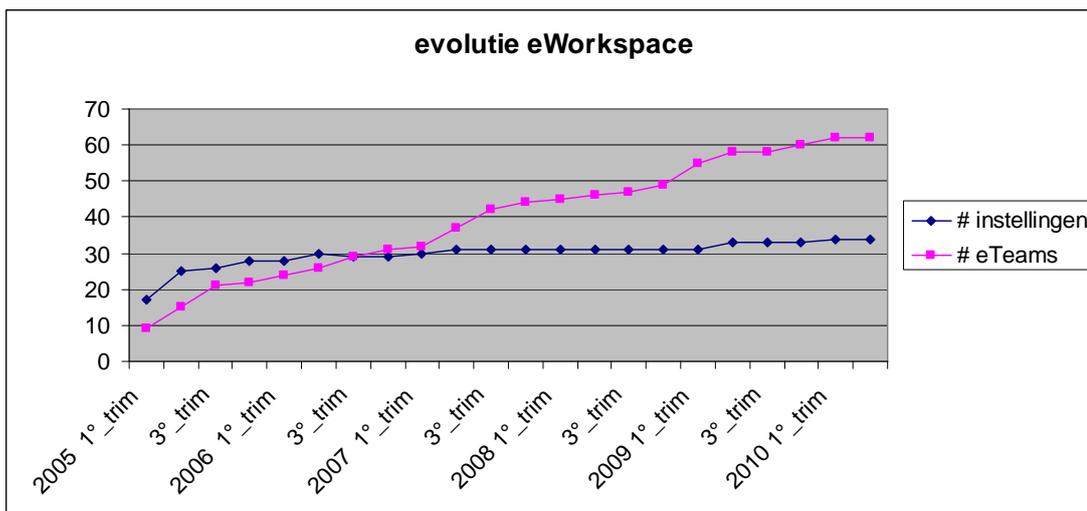
	immobiliers afin de simplifier les décisions relatives à l'octroi d'allocations et le recouvrement des cotisations sociales.
eTeamInternational	Soutenir les projets dans le cadre de l'échange européen de données.
eTeamIssuesSmals-BCSS	Soutenir le suivi des <i>issues</i> dans lesquelles la Smals et la BCSS sont impliquées.
eTeamIS-Archive	Promouvoir la sécurité au sein du réseau de la BCSS dans le cadre de la stratégie présentée dans le document « Information Security Management System », par le développement et la soumission pour approbation au groupe de travail Sécurité de l'information de stratégies liées à l'archivage.
eTeamIS-Audit	Promouvoir la sécurité au sein du réseau de la BCSS dans le cadre de la stratégie présentée dans le document « Information Security Management System ». Cet eTeam va permettre de mettre en commun au sein de la Sécurité Sociales, les différentes expériences liées aux audits de sécurités.
eTeamIS-Policy	Promouvoir la sécurité au sein du réseau de la BCSS dans le cadre de la stratégie présentée dans le document « Information Security Management System », par le développement et la soumission pour approbation au groupe de travail Sécurité de l'information de politiques basés sur la famille des normes ISO 27000.
eTeamMassUpdPPO	Soutenir l'échange de données entre l'ONSSAPL et les collaborateurs Smals concernant l'exécution des mises à jour.
eTeamMODREP	Soutenir le projet de modernisation du répertoire des employeurs.
eTeamNEW DIMONA	Soutenir les échanges d'information entre la Smals, l'ONSS, l'ONSSAPL et la BCSS dans le cadre du projet de re-engineering de DIMONA.
eTeamNoVo	Soutenir le groupe de travail chargé du déménagement du SPF Sécurité sociale.
eTeamOCMW-CPAS	Espace d'échange de documents relatifs aux projets avec les CPAS.
eTeamPaymMand	Soutenir le groupe de travail chargé des échanges de données relatives aux pensions des travailleurs indépendants.
eTeamPortInfocity	Promouvoir les échanges entre les responsables du portail de la sécurité sociale, plus précisément le volet « information pour le citoyen ».
eTeamResearchGov	Soutenir les échanges de données entre les différents chercheurs externes (des universités concernées ULB, UCL et KUL), les coordinateurs (DG Soc, SPF Sécurité sociale) et le commanditaire (Instituut Administratie-Universiteit représenté par monsieur Verstraeten) dans le

	cadre du programme de recherche en matière de contractualisation au sein du secteur public.
eTeamRestructurations	Soutenir le projet « Entreprise en restructuration » qui prévoit, via un site portail, un canal d'accès unique à la matière relative à la restructuration des entreprises.
eTeamSGT	Groupe de travail chargé d'organiser l'espace de travail eTeam (validation projet des templates, arborescence, métadonnées, ...).
eTeamSISeID	Soutenir le groupe de travail chargé des applications relatives à l'utilisation de la carte d'identité électronique et de la carte SIS.
eTeamStat_KSZBCSS	Mettre les tableaux de bord de la BCSS à la disposition des professionnels du secteur social et prévoir une plate-forme commune pour l'échange de problèmes et de questions.
eTeamTECHFORM	Espace de concertation et de fourniture d'avis au Comité de gestion de l'ONEM concernant des projets de formulaires de chômage nouveaux ou modifiés.
eTeamUAM	Créer un espace de collaboration entre tous les acteurs concernés par le User Access Management, avec la BCSS et la Smals ainsi que les autres partenaires concernés par ce projet stratégique.
eTeamUserman	Soutenir le groupe de travail relatif au « Multisite Usermanagement ».
eTeamusers-eleg	Lieu d'échange d'informations et de concertation entre les utilisateurs eLeg des institutions participantes.
eTeamVC-CS	Prévoir un système d'information cohérent pour les conseillers en sécurité et une plate-forme commune pour l'échange d'expériences et de connaissances.
eTeam4eVoie	Soutenir le groupe de travail constitué des notaires et huissiers dans le cadre du recouvrement des cotisations sociales.

À l'heure actuelle, il existe un seul eTeam dont les membres appartiennent tous à une seule et même institution:

<u>eTeam</u>	<u>Mission</u>
eTeamCOMINTERN	Promouvoir les échanges entre les communicateurs qui sont actifs au sein du SPF Sécurité sociale.

- Statistiques de l'eWorkspace:



4. Objectifs pour le deuxième semestre 2010

- Poursuivre le développement des fonctionnalités manquantes sur la nouvelle plate-forme. De même, le matériel de formation sera développé davantage en concertation avec le SPF P&O.
- Accompagner la transition des eTeams et des projets eLeg existants vers la nouvelle plate-forme en collaboration étroite avec les coordinateurs concernés. La migration est prévue en trois vagues.
- Poursuivre la mise en œuvre du plan de communication et de la campagne de marketing.
- Par ailleurs, il sera offert une assistance lors de la création de nouveaux eTeams et de nouvelles connexions à eLeg sur la nouvelle plate-forme.

Rapport sur l'état d'avancement des groupes de travail chargés des échanges de services entre les institutions de sécurité sociale et le SPF Finances

Il est à noter qu'il n'y a pas au sein du Comité général de coordination un groupe de travail unique au sein duquel sont traités tous les aspects cités ci-après. Étant donné la diversité des thématiques abordées et les différentes institutions concernées, les groupes de travail qui pilotent le développement des projets sont bilatéraux et toujours placés sous la coordination de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

Afin de donner une image complète, l'état d'avancement de tous les projets est présenté brièvement ci-après. Ces projets sont répertoriés en 3 rubriques:

- les services nécessaires à la bonne réalisation des missions des institutions de sécurité sociale;
- les services nécessaires à la bonne réalisation des missions du SPF Finances;
- les services en matière de lutte contre la fraude.

1. Services nécessaires à la bonne réalisation des missions des institutions de sécurité sociale

- Taxi-As (précédemment Betax)
 - la banque de données Taxi-As du SPF Finances comprend toutes les données figurant sur l'avertissement - extrait de rôle; le chargement des revenus 2007 a été opéré dans la banque de données dans le courant du premier semestre 2009; les codes IPCAL correspondant à la structure de la déclaration d'impôts relative aux revenus 2007 ont été chargés dans le filtre de la BCSS; le chargement des revenus 2008 et des codes IPCAL correspondant à la structure de la déclaration d'impôts 2008 a été préparé dans le courant du dernier trimestre 2009 et sera opéré au courant du premier semestre 2010;
 - mise en production du système générique permettant de garantir que les institutions de sécurité sociale puissent uniquement obtenir, via la BCSS, les données pour lesquelles elles disposent d'une autorisation du Comité sectoriel pour l'autorité fédérale via une gestion sélective des codes IPCAL;
 - les autorisations pour accéder à la banque de données Taxi-As ont été accordées par le Comité sectoriel pour l'autorité fédérale aux institutions suivantes, pour autant que des pré-requis réglementaires et relatifs à la sécurité soient atteints:
 - SPF Sécurité sociale - DG Personnes handicapées et DG Politique sociale;
 - INAMI - Service du contrôle administratif;
 - CPAS via SPF Intégration sociale (la première autorisation porte sur les dossiers allocation de chauffage et la deuxième autorisation porte sur l'enquête sociale par les CPAS et sur un recouvrement éventuel);
 - ONEm;

- BCSS dans le cadre des réductions forfaitaires du gaz et de l'électricité;
 - ONP;
 - une décision est intervenue pour l'accès des mutualités à Taxi-As dans le cadre de l'application du statut Omnio, mais les contraintes y imposées ne permettent pas la mise en production du service;
 - les accès dans le chef des institutions de sécurité sociale suivantes ont été mis en production et sont maintenus au fur et à mesure de l'évolution de la codification IPCAL:
 - SPF Sécurité sociale - DG Personnes handicapées;
 - SPF Sécurité sociale pour l'allocation pour l'aide aux personnes âgées;
 - INAMI - Service du contrôle administratif;
 - CPAS via SPP Intégration sociale en ce qui concerne l'allocation de chauffage;
 - BCSS dans le cadre des réductions forfaitaires du gaz et de l'électricité;
 - les analyses ont été menées en vue d'octroyer l'accès à Taxi-As à l'ONP, à l'ONEm et à la DG Politique sociale; le set de codes IPCAL qui peut être accédé par l'ONP a été défini et le SPF Finances s'est déclaré d'accord avec une consultation en ligne par l'ONP; l'ONP a commencé à tester la consultation TAXI_AS, la mise en production de la consultation par l'ONP est prévue pour le mois de juin; les sets pour les autres institutions n'ont cependant pas encore été définis par le SPF Finances;
 - les acteurs suivants ont également demandé accès à la consultation TAXI_AS; à cette fin, des données ont été demandées au SPF Finances en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité: IBPT, SPF Sécurité sociale, Commission des dispenses de cotisations, CPAS (extension dans le cadre de l'enquête sociale), *Vlaams Woningfonds van de Grote Gezinnen* (Fonds du logement flamand des familles nombreuses) et INASTI.
- Cadnet - revenus immobiliers
- la banque de données Cadnet du SPF Finances comprend par personne physique et morale les données de leur patrimoine immobilier (e.a. identification, nature du bien, revenu cadastral, étendue du droit, historique des transactions opérées);
 - les autorisations pour accéder à Cadnet ont été accordées par le Comité sectoriel de la sécurité sociale à l'ONSS, à l'ONP, au SPF Sécurité sociale et au SPP Intégration sociale; la demande de l'INASTI sera introduite sous peu;
 - mise en production du service web spécifique développé pour l'ONP et mise en production de la version 2 du service web développé pour l'ONSS;
 - une analyse a été démarrée en vue de l'accès à Cadnet dans le chef du SPP Intégration sociale et de l'INASTI ;
 - la demande des acteurs en dehors du réseau de la BCSS (*Vlaams Woningfonds*) pour accéder à Cadnet à l'intervention de la BCSS n'a jusqu'à présent pas encore reçu l'accord définitif du SPF Finances;
 - poursuite de l'intégration des développements dans le cadre du projet SOA.
- Indemnités aux victimes de guerre pour le SPF Sécurité sociale

- l'autorisation a été accordée par le Comité sectoriel pour l'autorité fédérale;
- la solution technique concernant le transfert des fichiers a été implémentée; un fichier de test a été traité par la BCSS le 19 mars 2010 et a été envoyé au SPF Finances (SCDF); les réponses obtenues ont été traitées par le SPF Sécurité sociale; suite à ceci, plusieurs questions, dont on attend encore la réponse, ont été posées au SCDF.

2. Services nécessaires à la bonne réalisation des missions du SPF Finances

- Mise à jour des créances instituées par le SPF Finances auprès de l'ONVA
 - l'autorisation a été accordée par le Comité sectoriel pour l'autorité fédérale;
 - les tests techniques d'échanges ont été clôturés positivement;
 - un test fonctionnel de masse destiné à vérifier le temps de traitement des dossiers envoyés par l'ONVA ou le SPF Finances a été réalisé avec succès;
 - le premier fichier de production a été traité et les réponses du SPF Finances ont été envoyées à l'ONVA le 11 mars 2010; la mise à jour des soldes débiteurs du SPF Finances a été réalisée avec succès par l'ONVA sur la base de ce premier fichier de production.
- Recouvrement fiscal et non fiscal
 - l'accès du SPF Finances aux fichiers de la sécurité sociale a été autorisé par le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé pour les finalités de recouvrement fiscal et non fiscal (Service des créances alimentaires);
 - dans un premier temps, il est prévu que le SPF Finances ait accès aux services déjà disponibles, à savoir le répertoire des employeurs, le fichier du personnel et la DmfA auprès de l'ONSS/ONSSAPL, le pécule de vacances auprès de l'ONVA ainsi que les attestations relatives aux personnes qui disposent d'un taux d'incapacité de 66 % auprès du SPF Sécurité sociale, du secteur soins de santé, du secteur des accidents du travail et du secteur des maladies professionnelles;
 - l'analyse business effectuée par la BCSS a été adaptée compte tenu des souhaits formulés par le SPF Finances;
 - le design technique a été clôturé et le développement d'un service intégré permettant la consultation par le SPF Finances des données provenant de la DmfA, du répertoire des employeurs, du fichier du personnel et des pécules de vacances a été réalisé;
 - le SPF Finances a commencé à tester ce service intégré; les données de test supplémentaires demandées par le SPF Finances ont été mises à disposition par les organismes fournisseurs (ONSS/ONSSAPL et ONVA) après l'intervention de la BCSS.
- Communication au SPF Finances des personnes en incapacité de travail de plus de 66 %
 - poursuite de la communication de fichiers provenant des secteurs suivants: soins de santé et indemnités, accidents du travail, maladies professionnelles, personnes handicapées.

3. Services nécessaires au plan de lutte anti-fraude fiscale et sociale

- Participation active au Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale et promotion du modèle des intégrateurs de services coopérant selon le principe des cercles de confiance;
- suivi des projets 53 et 54 du plan permettant au SPF Finances, au SPF Justice, à l'Auditorat du travail, au SPF Economie, à la Cellule de traitement des informations financières et à l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation d'accéder aux Registres BCSS ainsi qu'aux données pertinentes des banques de données sociales selon les autorisations à donner par le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé;
- mise en production des projets 15 et 17 du plan supportant les échanges de données à caractère personnel et à caractère statistique entre le SPF Finances et le secteur social (secteur du chômage, OASIS, Dimona et DmfA) concernant les secteurs d'activité transport routier et nettoyage industriel;
- collaboration à la réalisation d'un projet d'échanges de services entre l'ONEm et le SPF Finances relatif aux entreprises de titres-services; une demande d'autorisation a été introduite auprès des comités sectoriels compétents;
- concertation entre l'ONSS et le SPF Finances en vue d'un échange de services relatif aux travailleurs frontaliers du régime ouvrier; un accord est intervenu en ce qui concerne le contenu du flux de données;
- projet « 4^{ième} voie »
 - 1600 études de notaire, 350 études d'huissiers de justice, 14 Comités d'acquisition (SPF Finances) et 28 bureaux de recettes domaniales (SPF Finances) utilisent les services web mis à disposition par la BCSS;
 - maintenance corrective et évolutive de ces services web;
 - l'adaptation des services en vue de leur intégration dans le Federal Service Bus de FEDICT est en production.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail Banque de données constitution pensions complémentaires

1. Composition du groupe de travail

- ASSURALIA
- Association belge des institutions de pension
- CBFA
- SPF Finances
- BCSS
- Sigedis

Si cela s'avère nécessaire, des représentants des organisateurs (e.a. employeurs, fonds de sécurité d'existence) seront également invités.

2. Nombre de réunions du groupe de travail

Depuis janvier 2010, le groupe de travail s'est réuni à quatre reprises dans le but de déterminer:

- le code unique pour l'identification du régime de pension;
- le contenu des données à communiquer;
- par donnée, la date à partir de laquelle elle doit être communiquée;
- le mode de traitement des données communiquées;
- la fréquence et le support de la communication de données;
- la procédure pour la communication de modifications de données.

3. Les aspects suivants ont été abordés

Instructions techniques

Au cours du premier semestre 2010, les travaux se sont principalement concentrés sur l'établissement des instructions techniques qui doivent être respectées lors d'une déclaration à la banque de données. Le groupe de travail plénier a délégué l'examen de ces instructions à un groupe de travail technique où sont représentés plusieurs organismes de pension; ce groupe de travail technique s'est réuni à huit reprises. Les décisions prises au sein du groupe de travail technique ont ensuite été validées en réunion plénière.

Le document en question contient les instructions de déclaration pour le groupe de régimes le plus étendu, à savoir les engagements de pension et de solidarité tels que fixés par la LPC (régime des travailleurs salariés). Il est prévu un régime transitoire en vertu duquel les données prioritaires doivent être déclarées dès le démarrage en 2011. La communication d'autres données ne sera rendue obligatoire qu'ultérieurement. Pour certaines données prioritaires, il est par ailleurs déterminé que des modalités spécifiques peuvent s'appliquer pendant une période déterminée (par exemple des conditions de forme moins restrictives).

Afin de simplifier au maximum l'obligation de déclaration à la banque de données, les données disponibles dans le réseau de la sécurité sociale ne sont pas à nouveau demandées. Il s'agit principalement des données d'identification de l'employeur et des données d'identification et d'emploi de l'individu. Les données qui seront extraites du réseau feront l'objet d'une demande d'autorisation.

L'examen des instructions de déclaration pour les autres régimes qui doivent être enregistrés dans la banque de données et pour lesquels l'analyse est en grande partie terminée (notamment les régimes pour les travailleurs indépendants) sera entamé sous peu.

Le 23 mars dernier, les instructions de déclaration ont été approuvées par le Comité de gestion de la Banque Carrefour. Le Comité de gestion a par ailleurs donné son accord pour la création d'un groupe de travail Instructions techniques qui pourra ajuster les instructions de manière rapide et souple, à l'instar des modèles DmfA, Dimona et DRS. La composition de ce groupe de travail sera plus large que celle du Groupe de travail général actuel (davantage d'organismes de pensions mais aussi des représentants des employeurs et des secrétariats sociaux).

Autorisation données légales Registre national

Une version « draft » de la demande d'autorisation a été examinée en réunion plénière pour l'utilisation du numéro d'identification et l'accès aux données du Registre national dans le chef des organismes de pension et de solidarité.

Étant donné que non seulement les organismes de pension et de solidarité mais également Sigedis, en tant que gestionnaire de la banque de données, et la CBFA, le SPF Finances et l'ONSS(APL), en tant qu'utilisateurs de la banque de données, doivent disposer des données légales, ces finalités feront aussi l'objet de la demande qui sera transmise au Comité sectoriel du Registre national.

Les organisations factières des organismes de pension transmettront leurs remarques à la Banque Carrefour.

Campagne de communication

Une campagne de communication a été lancée, visant à informer les organismes déclarants (organismes de pension et de solidarité, secteurs-organismes et employeurs-organismes), par le biais de lettres et de séances d'information, sur leur obligation de déclaration.

Démarrage de la banque de données

Le démarrage de la banque de données est prévu en 2011. Afin de pouvoir procéder en 2011 à des contrôles plus efficaces de la retenue de 8,86% pour l'ONSS(APL), les données relatives à l'année 2010 doivent être déclarées dans le courant de 2011.

4. Objectifs pour les mois à venir

- finalisation des extensions/adaptations légales (AR d'extension, demandes d'autorisation);
- mise au point des canaux de communication en utilisant au maximum les services de base et les concepts qui ont été développés dans le cadre de la déclaration multifonctionnelle à l'ONSS;
- développement des scénarios de contrôle par la CBFA, le SPF Finances et l'ONSS(APL): définition des données nécessaires et développement des flux de données;
- premiers tests en matière de déclarations à la banque de données, à la fois en ligne (via le portail de la sécurité sociale) et en batch;
- en concertation avec les organismes de pension, élaboration des instructions de déclaration pour les régimes autres que les régimes LPC.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Relations internationales »

1. Composition du groupe de travail

- AIS
- CIN
- CSPM
- FAT
- FMP
- INAMI
- INASTI
- ONAFTS
- ONEM
- Vlaamse Zorgverzekering
- ONP
- ONSS
- ONSSAPL
- ONVA
- OSSOM
- SdPSP
- SIGEDIS
- SPFSS

2. Nombre de réunions en 2010

2 réunions ont déjà eu lieu en 2010, le 13 janvier 2010 et le 25 mars 2010. Le Groupe de Travail Relations Internationales est présidé par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

3. Points abordés durant les réunions

Les discussions du groupe de travail ont été axées sur les conséquences pratiques pour les institutions de l'entrée en vigueur du nouveau règlement européen de coordination des systèmes de sécurité sociale, le règlement EC 883/04. Ce règlement est accompagné d'un règlement d'application, EC 987/09, définissant les modalités d'application du règlement de base, et est entré en vigueur le 1^{er} mai 2010. Ces règlements ont pour vocation de se substituer à l'ancien règlement de coordination, EC 1408/71.

Les nouveaux formulaires européens

Structured Electronic Documents (SED)

Afin de pouvoir mettre en œuvre les pratiques définies dans le règlement d'application 987/09, la CASSTM (Commission Administrative pour la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants) a défini un ensemble de flux permettant l'échange de données entre institutions de sécurité sociale, dans le cadre défini par le règlement de base.

Ces flux sont constitués d'un ensemble de messages structurés distincts pour chaque situation à laquelle il se rapporte. Ces messages structurés nommés SED ont pour objectif d'être échangés via voie électronique via un système de messaging, le projet EESSI (Electronic Exchange of Social Security Information), également piloté par la CASSTM.

La définition des différents formulaires est actuellement en cours. Les SED sont classés suivant les flux auxquels ils appartiennent, eux-même classés dans les différents secteurs définis dans la réglementation 883/04. Ces secteurs sont:

- santé;
- pension;
- allocations familiales;
- chômage;
- accidents de travail et maladies professionnelles;
- législation applicable;
- flux horizontaux (génériques, ex. identification).

Le contenu des différents messages (formulaires) est défini en collaboration entre la CASSTM et des experts nationaux des différents secteurs, volontaires pour participer à leur élaboration. La Belgique participe notamment aux groupes de travail santé (INAMI), législation applicable (ONSS et INASTI) et accidents de travail et maladies professionnelles (FAT et FMP).

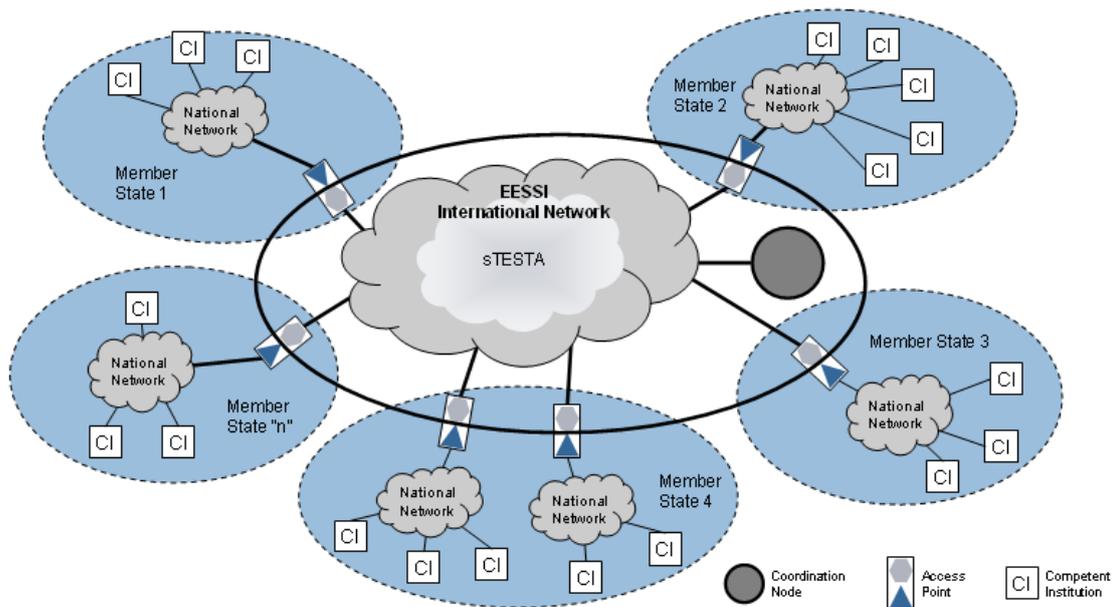
Documents Portables (DP)

En plus des SED, échangés directement entre institutions via un système électronique, le nouveau règlement définit une série de Documents Portables remis à l'assuré lui-même. Ces Documents, au format précis, sont voués à être utilisés par l'assuré lors de ses déplacements au sein des Etats Membres. Ce dernier les remet aux administrations qui en ont l'utilité afin de faciliter l'obtention de l'information quant à son assurabilité et ses droits de prestation. Sont définis actuellement:

- 1 DP de législation applicable, le A1 (en remplacement de l'E101);
- 3 DP de chômage, U1, U2 et U3;
- 1 DP de pension, P1;
- 3 DP de santé, S1, S2 et S3;
- 1 DP d'accidents de travail et maladie professionnelle, DA1.

Le projet EESSI ó solutions d'accès pour les institutions

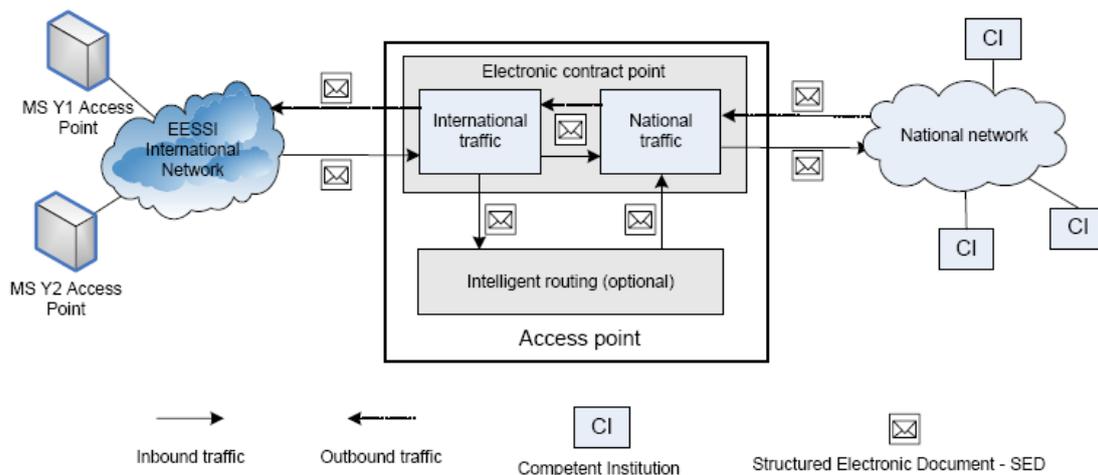
Le projet EESSI, indissociable du règlement 883/04, a pour objectif d'établir un réseau électronique d'échange européen de données de sécurité sociale, dans le cadre de l'application du règlement.



Le réseau EESSI sera constitué de deux types de domaines : un domaine international avec un réseau central, et un domaine national pour chaque Etat Membre (Member State ó MS).

Le domaine international EESSI est géré et maintenu par la Commission Européenne. Ce réseau d'échange électronique est spécifique aux besoins du projet d'échange de données de sécurité sociale en Europe. La connectivité physique (réseau informatique) est fournie par le réseau européen sécurisé TESTA.

Le domaine national est quant à lui géré par chaque Etat membre et lui est spécifique. Les institutions de cet Etat sont connectées au réseau international par des points d'accès (Access Points ó AP) au nombre de 5 maximum par Etat Membre. La BCSS a été désignée comme seul point d'accès pour toutes les institutions belges.



Les échanges qui ont lieu au niveau national restent au libre choix des administrations nationales. L'Access Point se voit donc confier la responsabilité de traduire le format de données utilisé au niveau international dans le format utilisé pour les communications avec les institutions nationales, mais aussi celui de vérifier la

cohérence des échanges (à la fois en entrée et en sortie) par rapport aux spécifications des échanges internationaux. Enfin, l'Access Point a également la responsabilité de transmettre les messages reçus du réseau international aux institutions qui se trouvent dans son réseau. A cet effet, il a toute latitude d'implémenter un système de routage qui prend en considération la situation nationale en termes de compétences et de répartition des tâches.

4. Réalisations

- Lors de la réunion de janvier 2010, le Groupe de Travail a permis de relayer la demande de la Commission aux experts nationaux dans les différents secteurs. Suite à cela, plusieurs personnes du GT de différentes institutions font désormais partie des groupes de travail définissant les nouveaux formulaires européens.
- Lors de l'entrée en vigueur, le 1er mai 2010, un répertoire centralisé de toutes les institutions de sécurité sociale européennes participant à l'échange de messages a été mis en place. Ce répertoire est situé au sein du réseau sécurisé européen TESTA, et les données sont consultables via une page sur le site public Europa. Les données des institutions belges sont gérées conjointement par le SPF Sécurité Sociale et la Banque Carrefour.
- Une réflexion sur les différentes pistes de connexion des institutions à la future infrastructure de messaging a été réalisée via une présentation des éléments fournis par la Commission et un tour de table. Les institutions présentes se sont exprimées en faveur d'une possibilité de plusieurs solutions de connexion offrant suffisamment de flexibilité pour répondre aux besoins très variables en fonction de leur situation interne.
 - Des Web Services similaires à ceux existant à la BCSS, pour les institutions désirant intégrer directement leur infrastructure pour l'envoi de SED dans le réseau européen et disposant des moyens suffisants pour un développement informatique de cette ampleur.
 - L'installation de la solution web (application web) fournie par la Commission permettant l'envoi de SED via une interface de contrôle, pour les institutions n'ayant pas la possibilité d'effectuer les développements nécessaires à l'intégration de leur infrastructure.
 - La possibilité de passer de l'un à l'autre en fonction de l'évolution des besoins et des possibilités.

5. Perspectives

L'année 2010 qui vient s'annoncer chargée pour le Groupe de Travail, car sur base de l'information technique qui devrait être délivrée par la Commission dans le courant de l'année, une phase d'analyse complète sera réalisée pour spécifier les besoins, tant en termes internationaux que nationaux, afin de connecter les institutions belges au réseau.

Le projet EESSI

L'étape suivante consistera à croiser les différents besoins émis par les institutions avec les spécifications techniques de la partie Internationale, afin d'établir une analyse technique exhaustive des besoins au niveau de l'Access Point, tant en termes d'infrastructure que de fonctionnalités. Un élément clé de cette analyse sera la description des solutions de connectivité offerte aux institutions, que ces dernières pourront utiliser pour commencer leurs développements internes, si nécessaire. Ceci devrait être réalisé pour fin 2010.

Ensuite, viendra une succession d'étapes itératives, consistant à effectuer le sous-projet de connexion et de gestion des flux avec chaque institution concernée, en fonction de ses besoins business et techniques (type de flux / type d'architecture). Cette étape ne devrait pas être entamée avant fin 2010, début 2011.

L'objectif final est d'avoir intégré toutes les institutions au réseau électronique EESSI pour mai 2012, et d'abandonner tout échange de formulaire papier. Il est néanmoins utile de noter que le planning de deux ans imposé par l'application du règlement européen est très serré. De nombreux pays ont pointé, lors des réunions de la Commission, le manque d'information utile à la mise en œuvre d'un plan d'action national pour l'implémentation d'un projet aussi ambitieux.

La présidence européenne

Le planning de déploiement du réseau européen EESSI concorde avec celui de la présidence belge de la CASSTM. Le GTI a donc une importance réelle dans le sens où il est une opportunité réelle pour les institutions compétentes d'émettre des questions ou remarques qui pourront être relayés directement à la Commission via notre présidence. La Banque Carrefour présidera la Commission Technique de la CASSTM en charge, entre autres, du projet EESSI.

1. Composition du groupe de travail

- BCSS
- CAAMI
- CAPAC
- CPSM
- FAT
- FMP
- INAMI
- INASTI
- ONAFTS
- ONEm
- ONP
- ONSS
- ONSSAPL
- ONVA
- OSSOM
- SIGEDIS
- SPF Sécurité sociale

2. But du groupe de travail

Le SPF Sécurité sociale a été invité par le Comité général de coordination de la Banque Carrefour de la sécurité sociale à créer un groupe de travail qui serait chargé d'étudier l'impact de l'augmentation des allocations dans certains secteurs de la sécurité sociale sur d'autres allocations de sécurité sociale.

Ce groupe de travail est tenu de diffuser des informations utiles relatives à ce sujet aux acteurs du secteur social, tout d'abord à ceux qui font partie du réseau primaire de la sécurité sociale et ensuite à un réseau plus large.

A cet égard, les informations utiles pourraient consister dans le fait que le groupe de travail:

- indique dans quels domaines politiques il y a lieu d'intervenir simultanément si l'on veut éviter les effets négatifs d'une mesure envisagée;
- quantifie les effets négatifs éventuels d'une exécution unilatérale d'une mesure déterminée.

3. Réalisations du premier semestre 2010

Le groupe de travail s'est réuni une seule fois en séance plénière. Lors de cette réunion, une note intitulée "Groupe de travail relatif à l'impact omnisectoriel de l'augmentation des allocations de sécurité sociale" a été examinée.

A cette occasion, les principes généraux d'une approche future des travaux ont été discutés. Le rapport complet de la réunion a été intégré dans le rapport intitulé "Conclusions sur la base de la première réunion impact omnisectoriel". Une des conclusions est que trois étapes sont distinguées pour les travaux futurs, à savoir:

- l'inventoriage des rapports;
- la quantification de ces rapports et
- la formulation de recommandations éventuelles pour l'adaptation de certaines règles.

Le groupe de travail se consacre, dans un premier temps, à la première étape, à savoir à l'inventoriage de rapports.

Depuis la réunion plénière, cet inventoriage a été complété au moyen de contacts bilatéraux. Le matériel recueilli a été rassemblé dans un fichier de travail. L'onglet de base de ce fichier de travail est une matrice contenant des allocations possibles dans les rangées et les colonnes. Les cellules comprennent des hyperliens vers d'autres onglets dans le fichier de travail qui comportent respectivement des informations plus détaillées relatives à la relation existant entre l'allocation dans la rangée en question et celle dans la colonne en question.

Lors de l'inventoriage, une distinction est opérée entre:

- les liens éventuels au niveau de la législation;
- le cumul possible des allocations au niveau d'un seul individu;
- les rapports indirects éventuels entre les allocations au niveau d'un ménage sociologique.

A l'heure actuelle, les données ont été complétées pour les parties suivantes:

- allocations maladie et invalidité (AMI) sur la base de l'input de l'INAMI;
- pensions de retraite (PR) sur la base de l'input de l'ONP et de l'INASTI;
- pensions de survie (PS) sur la base de l'input de l'ONP et de l'INASTI;
- allocations de chômage (AC) et allocations de prépension (PP) sur la base de l'input de l'ONEm;
- allocations aux personnes handicapées (PH) sur la base de l'input de la DG Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale.

4. Prévisions pour le second semestre de 2010

- Continuer à compléter le fichier de travail pour:
 - indemnités maladie professionnelle (MP): le matériel est déjà partiellement complété sur la base de l'input du FMP mais l'exhaustivité doit encore être vérifiée. Le FMP a déjà été contacté en rapport avec cette question;
 - indemnités accidents de travail (AT) sur la base de l'input du FAT. Le FAT a déjà été contacté en rapport avec cette question;
 - données relatives aux allocations familiales (AF) sur la base de l'input de l'ONASTI et de l'INASTI ou de la DG Travailleurs indépendants du SPF Sécurité sociale. L'ONASTI a déjà été contacté en rapport avec cette question;
- vérifier l'utilisabilité de l'instrument construit;
- lister les variables qui peuvent être utilisées en vue de la quantification de rapports identifiés déterminés sur la base de données administratives.

Le Président du Comité Général de Coordination

Bruxelles, le 1^{er} mars 2011

BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Comité général de coordination

Rapport de la réunion du 11 février 2011

La séance est ouverte à 10h15 sous la présidence de monsieur G. Perl.

★

1. Approbation du rapport de la réunion du 11 juin 2010.

Le Président constate que les membres ne formulent pas de remarques concernant le rapport de la dernière réunion du Comité général de coordination.

Le rapport est par conséquent approuvé.

2. Communications.

Il n'y a pas de communications.

3. Synthèse du nombre de messages échangés au sein du réseau en 2010 et des services en cours de développement ó état d'avancement des projets en cours.

Monsieur E. Quintin (BCSS) présente la synthèse.

Il attire l'attention sur deux chiffres étonnants, mais pour lesquels il existe une explication logique. D'une part, il y a eu une diminution du nombre de messages échangés suite au re-engineering du projet DIMONA : auparavant toutes les situations intermédiaires étaient

transmises, tandis que la communication se limite maintenant à la dernière situation. D'autre part, il y a eu une diminution des échanges avec le Registre national. Ceci s'explique par les chiffres très élevés obtenus en 2009, d'une part suite au projet Argo (mis en place auprès de SIGeDIS) pour lequel un « parallel run » (même formulaire sous différents formats) a été employé et, d'autre part, suite à quelques opérations ponctuelles.

A la question de monsieur C. Lejour (CPAS) monsieur E. Quintin (BCSS) répond que le document concerne les projets de 2010 et que la liste des priorités pour l'année 2011 est disponible sur le site web de la BCSS. Par ailleurs, il souligne l'importance de la migration vers SOA en 2011.

Monsieur C. Lejour (CPAS) demande s'il serait possible d'ajouter des données d'identification supplémentaires (autre que le NISS) dans les messages.

Monsieur E. Quintin (BCSS) fera examiner la question, mais il attire l'attention sur le fait qu'il faudra, le cas échéant, prévoir une solution pour l'ensemble du secteur de la sécurité sociale.

Le Comité général de coordination approuve la proposition.

4. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la déclaration DIMONA, à la déclaration multifonctionnelle, aux déclarations de risques sociaux et à la déclaration LIMOSA.

Messieurs K. Deridder (ONSS) et P. Maes (BCSS) exposent le rapport.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

5. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Sécurité de l'information ».

Monsieur P. Bochart (BCSS) expose le rapport.

Monsieur D. Cornet (Région wallonne) demande qu'EASI-WAL soit admis dans le groupe de travail « Sécurité de l'information ».

Monsieur F. Robben (BCSS) donne son accord.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

6. Rapport sur l'état d'avancement du projet datawarehouse « marché du travail et protection sociale » au sein du programme Agora.

Monsieur P. Maes (BCSS) expose le rapport.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

7. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Extranet ».

Monsieur J. Jochmans (BCSS) expose le rapport.

Suite à la question de monsieur D. Cornet (Région wallonne) monsieur E. Quintin (BCSS) fait observer que le réseau WIN peut être connecté à l'Extranet via lequel des données peuvent en effet être échangées.

Monsieur C. Lejour (CPAS) demande s'il est également possible d'obtenir des données à caractère personnel via l'Extranet par le biais de VPN.

Monsieur J. Jochmans (BCSS) répond que c'est effectivement possible.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

8. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Portail informatif de la sécurité sociale ».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

9. Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Relations informatiques », y compris le portail transactionnel de la sécurité sociale et l'usage de la carte d'identité électronique.

Monsieur J. Jochmans (BCSS) expose le rapport.

Suite à la question de monsieur C. Lejour (CPAS), monsieur J. Jochmans (BCSS) répond que la migration ne devrait normalement avoir aucun impact sur les CPAS puisqu'ils utilisent déjà les services web. Il fait référence à une réunion bilatérale qu'il a eue à cet égard avec le SPP Intégration sociale.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

10. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « eWorkspace de la sécurité sociale ».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Monsieur F. Robben (BCSS) fait observer que plusieurs grands utilisateurs, comme le SPP Intégration sociale et l'Office des étrangers, avaient des questions. C'est pourquoi une méthode de travail a maintenant été élaborée qui permettra de satisfaire à la fois les utilisateurs fréquents et les utilisateurs sporadiques.

Il souligne également qu'après une concertation avec le SPF P&O, Fedict, le SPP Intégration sociale et l'Office des étrangers, Alfresco est maintenant au point.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

11. Rapport sur l'état d'avancement des travaux des groupes de travail relatifs à l'échange de données entre le SPF Finances et les institutions de sécurité sociale.

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Madame M. Smet (SPF Finances) annonce que les tests relatifs au projet Zacheus se déroulent très bien et que la mise en production aura effectivement lieu le mois prochain.

Par ailleurs, elle déclare que la priorité est maintenant accordée à l'ONem et aux CPAS, en concertation avec la BCSS. Le seul problème concerne la notion de « données enrôlées », qui ne recouvre pas la notion de « données déclarées ». C'est pourquoi il y a lieu d'apporter une légère modification à l'autorisation en question.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

12. Rapport sur l'état d'avancement des travaux dans le cadre de la Banque de données pensions complémentaires.

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Le Comité général de coordination approuve le rapport.

13. Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Relations internationales ».

Monsieur E. Quintin (BCSS) expose le rapport.

Le rapport est approuvé par le Comité général de coordination.

14. Rapport sur l'état d'avancement des travaux du « Groupe de travail impact omnisectoriel ».

Monsieur G. Van Camp (SPF Sécurité sociale) expose le rapport.

Le rapport est approuvé par le Comité général de coordination.

15. Divers.

Monsieur F. Robben (BCSS) déplore le fait que le « Rapport d'évaluation 2009 » de l'ASA concernant l'évolution des charges administratives fédérales ait pointé, à tort, le secteur de la sécurité sociale comme le mauvais élève de la classe. Contrairement à ce qui est énoncé dans l'introduction, il déclare qu'il n'a pas été tenu compte dans le rapport des projets de gouvernement bien que ceux-ci soient connus de l'ASA. Il déplore que ce rapport n'ait pas été soumis au préalable au comité directeur de l'ASA.

Madame D. Devos (ASA) répond que le rapport d'évaluation des charges administratives 2009, concerne essentiellement les mesures des réglementations publiées en 2009 (et donc des procédures qui en découlent), comme convenu avec le Comité d'orientation de l'Asa. Toutefois, d'autres exercices d'évaluation de charges administratives peuvent être effectuées, sur demande. Elle rappelle qu'il a déjà été question entre E. De Pue et F. Robben, de procéder à des évaluations de réformes antérieures comme la dimona, la DMFA et les DRS et que ce travail n'a pas encore été concrétisé... Personnellement, elle connaît l'impact positif de ces réformes et elle en a défendu l'évaluation auprès de ses autorités.

A la question de savoir si ce rapport sera communiqué à la presse, elle souligne que le but de ce genre de rapport n'est pas de le diffuser dans la presse.

Monsieur F. Robben (BCSS) déclare que l'introduction donne une toute autre impression et demande à l'ASA de soumettre dorénavant de tels rapport au comité directeur avant de les envoyer à l'impression et de tenir compte à l'avenir de toutes les réductions des charges qui découlent structurellement du fonctionnement de la BCSS. Il déplore par ailleurs que l'ASA ne réponde jamais aux questions de la BCSS en matière de projets prioritaires.

D. De Vos souligne qu'il suffit de se mettre d'accord sur les dispositions réglementaires et procédures à mesurer (et non sur des flux).

F. Robben annonce l'envoi de courriers officiels à l'ASA.

La séance est levée à 11 h 30.

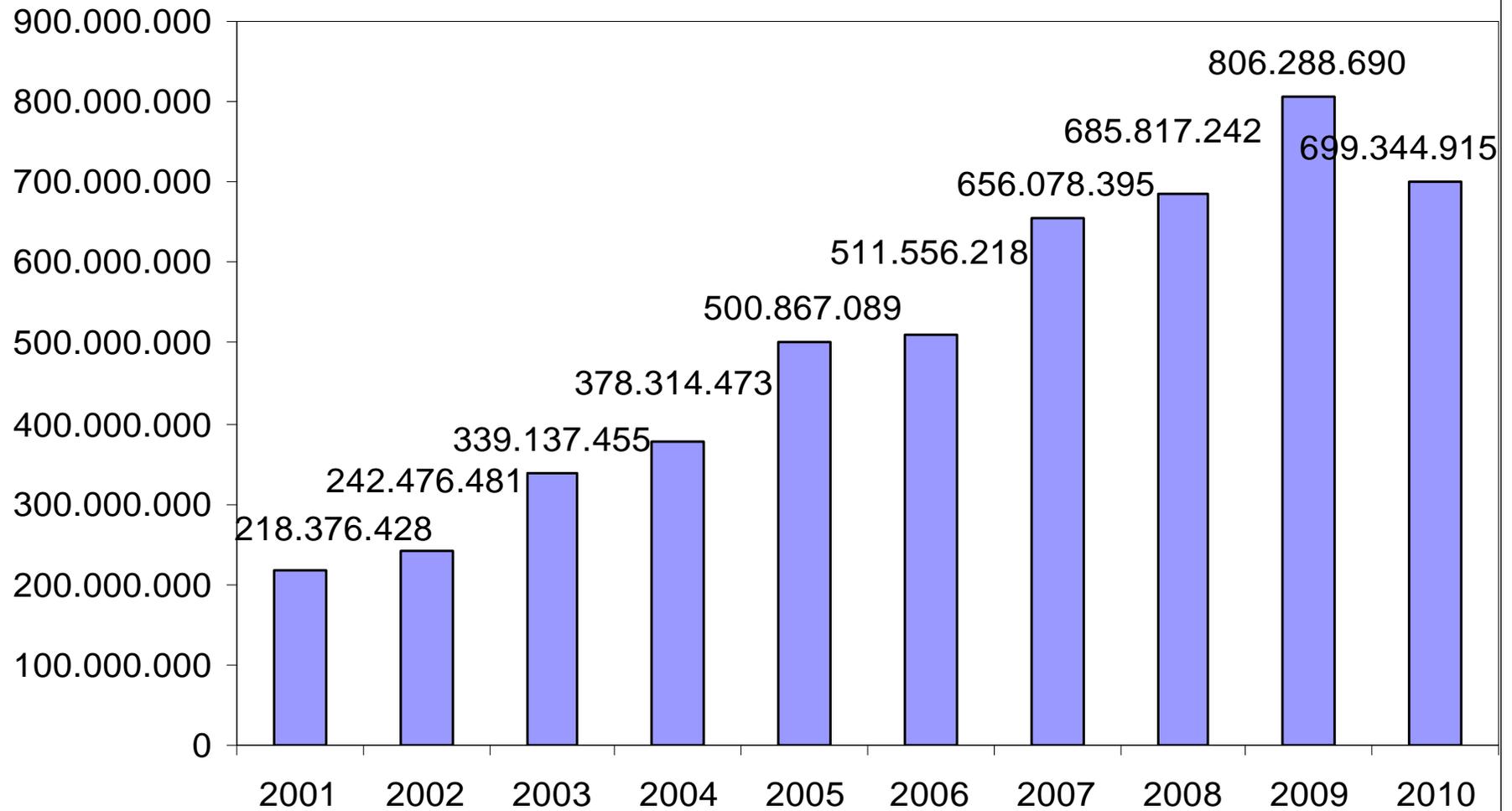
Synthèse des services échangés au sein du réseau en 2010 et des services en phase de développement

- 2011 -

- Remarques:**
- les chiffres indiqués reflètent le nombre de messages fonctionnels échangés, et donc directement utiles aux institutions de sécurité sociale (à noter que les chiffres transmis dans le tableau détaillé pour 2010 ne comprennent pas les messages communiqués par la BCSS en tant qu'institution de gestion des répertoires sectoriels);
 - en ce qui concerne les demandes de données statistiques (point 25), seules sont reprises les nouvelles communications de données développées ou réalisées en 2010.

1. Répertoire des références
2. Registre national et registre Banque Carrefour
3. Fichier des cartes d'identité sociale et des cartes professionnelles
4. Carrières et salaires des travailleurs salariés: LATG - DMFA
5. Flux de données consécutifs à la DMFA et aux déclarations de risques sociaux
6. Répertoire des employeurs
7. Bons de cotisation et droit à l'assurance soins de santé et indemnités
8. Maximum à facturer social et intervention majorée de l'assurance soins de santé
9. Maximum à facturer revenus dans l'assurance maladie
10. Intervention majorée forfaitaire pour les malades chroniques
11. Cotisation spéciale de sécurité sociale
12. Droits des assurés sociaux dans le secteur des allocations familiales
13. Droits des assurés sociaux dans le secteur des pensions
14. Droits des bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance soins de santé dans le secteur de la fiscalité provinciale et communale
15. Droits des assurés sociaux en dehors de la sécurité sociale
16. Droits des travailleurs migrants au sein de l'UE
17. Intégration des CPAS dans le réseau de la BCSS
18. Début et fin d'une activité en tant qu'indépendant
19. Dimona ó Fichier du personnel
20. Droits des chômeurs
21. OASIS
22. Communication de données aux organismes de pension et de solidarité dans le cadre de la Loi Pensions Complémentaires (WAP 28.4.2003)
23. Recouvrement social
24. Echange de données entre le SPF Finances et les institutions de sécurité sociale
25. Aperçu des demandes de données statistiques (article 5 loi BCSS)

aantal uitgewisselde berichten
nombre de messages échangés



1. Répertoire des références

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
	Nombre net de dossiers actifs supplémentaires dans le répertoire des personnes de la BCSS	Institutions de sécurité sociale	BCSS	6.891.908	10.527.778 ¹	3.907.472
L607	Consultation du répertoire des personnes pour le propre secteur	Institutions de sécurité sociale	BCSS	1.805.606	389.720	360.852
L609	Consultation du répertoire des personnes pour tous les secteurs de la sécurité sociale, et ce par NISS	Institutions de sécurité sociale	BCSS	16.213.117	16.634.167	19.132.513
S607	Message permettant la suppression en une seule fois de toutes les lignes d'intégration d'une personne dans le répertoire des références	Institutions de sécurité sociale	BCSS	59.100	13.643	3.039
U607	Message permettant d'effectuer en ligne les modifications à apporter au répertoire des références, ligne par ligne	Institutions de sécurité sociale	BCSS	4.484.245	8.032.187 ²	4.696.445
ManageInscriptiond. Insert					2.561.364	3.330.526
ManageInscriptions. Delete					33.906	98.920

¹ Intégration en masse par l'ONP de dossiers données de carrière. Intégration en masse par SPF Economie, SIGeDIS.

² Augmentation est due à un usage accru par le CIN, l'ONAFTS, le SPF Sécurité sociale, la Communauté flamande.

2. Registre national et registre Banque Carrefour

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
6XXR 620R R000R R001R R006R R010R R018R R019R R020R R022R R023R R031R	Consultation phonétique dans le Registre national et/ou le registre BCSS, avec création, le cas échéant, d'un nouveau numéro BCSS Recherche sur adresse dans le Registre national Consultation des données légales actuelles et historiques par type de données, dans le Registre national	Institutions de sécurité sociale	Registre national Registre BCSS	91.358.315	140.518.266 ³	111.641.589

³ Augmentation est due à une interrogation en masse par l'ONP, le SPF Sécurité sociale et usage au profit des services web.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
R100R R120R R123R R141R R150R R151R R300R* R305R H001H H020H H031H H120H H141H H210H R400R* R401R* H140H R000K H142H	Communication sous forme de mutations des modifications aux données légales actuelles et historiques du Registre national, par type de données (* = uniquement disponible en consultation)	Registre national	Institutions de sécurité sociale	19.019.401	20.379.729	22.391.584
000N 010N 020N 031N 100N 120N 150N 300N 020O 031O 120O	Consultation des données actuelles dans le registre BCSS par type de données Consultation de toutes les données actuelles dans le registre BCSS Consultation des données historiques dans le registre BCSS par type de données	Institutions de sécurité sociale	Registre BCSS	5.962.144	9.307.230 ⁴	4.631.588 ⁵
RAS				177.145	167.225	180.971
NI	Nouvelles inscriptions		NIC (500R)	257.011	258.256	270.569

⁴ Augmentation due à la consultation en masse 300N par l'ONP.

⁵ Diminution due à la transition aux services web.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
Mutations en XML	Nouveaux dossiers/mutations	Registre BCSS/ Registre national	Communautés et Régions	6.786.348	13.368.355 ⁶	24.954.393 ⁷
	Opération unique pour l'administration flamande (Vaccinet)			-	-	
Mutations personnes radiées	Mutation en XML pour personnes radiées	Registre BCSS	Registre national	2.481 ⁸	3.888	7.259
000M 010M 031M 100M 120M 150M 900M 901M 902M	Communication par les institutions de sécurité sociale des mises à jour des données actuelles dans le registre BCSS, par type de données	Institutions de sécurité sociale	Registre BCSS	982	19	35
	Communication sous forme de mutations des modifications aux données actuelles du registre BCSS, par type de données	Registre BCSS	Institutions de sécurité sociale	81.360	43.022	28.166
L204	Communication par les institutions de sécurité sociale des mises à jour des données actuelles dans le registre BCSS, pour l'ensemble des données	Registre BCSS	Institutions de sécurité sociale	403.261	225.814	163.769
	Communication via le CIN des mises à jour des données actuelles dans le registre BCSS pour l'ensemble des données, dans le cadre de la hiérarchie des sources	Registre BCSS CIN	Mutualités Registre BCSS	2.620 64.913	1.591 39.959	1.190 42.987

⁶ Augmentation due à un nombre croissant d'utilisateurs (Sigedis, Communautés, Coprev, LPC, í).

⁷ Augmentation due à un nombre croissant d'utilisateurs (ONVA, SPF Santé publique, SdPSP, í) et à l'augmentation du nombre de types d'information.

⁸ Depuis 2008, la transmission intervient uniquement si elle est justifiée à l'aide d'un document.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
M300	Communication du déchargement en masse du registre BCSS	BCSS	Mutualités FAT ONP	9.012.166 ⁹	5.617.271	3.489.444
M301	Communication du transfert dans le registre BCSS d'un radié d'office, suite à une intégration d'une institution de sécurité sociale	BCSS	Mutualités	221	70	334
M302	Communication du transfert dans le registre BCSS d'un radié d'office, suite à une mutation provenant du Registre National	BCSS	Mutualités	80.513	81.136	84.834
M303	Communication du transfert dans le Registre national d'un assuré social identifié dans le registre BCSS, suite à une mise à jour du registre BCSS par une institution de sécurité sociale	BCSS	Mutualités	56.423	53.937	62.173
I705	Communication d'une modification des données d'identification dans le Registre national devant donner lieu à la création d'une nouvelle carte SIS	BCSS	Mutualités	138.650	137.492	140.537
910M	Communication de la proposition de remplacement d'un numéro BCSS par un numéro national ou un autre numéro BCSS	Institutions de sécurité sociale	BCSS	72.276 ¹⁰	35.054	34.781

⁹ Déchargement en masse au profit de Sigedis (Argo).

¹⁰ Augmentation due à l'action de Sigedis (Argo).

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
	Communication du remplacement effectué	BCSS	Institutions de sécurité sociale	59.317	47.713	69.395
ReplaceIdentification					2.318	2.404
M913	Communication de la proposition de remplacement d'un numéro BCSS par un numéro national ou un autre numéro BCSS, dans le cadre de la hiérarchie des sources	CIN	BCSS	86	99	110
L205	Statistiques de suivi des adaptations effectuées par le CIN en exécution de la hiérarchie des secteurs	CIN	BCSS	7.650	6.698	12.456
H195,M H195,H	Cartes d'étranger et documents de séjour	SPP IS	Registre national		21.610 722.649	491.363 552.816
H202,M H202,H	Informations spéciales relatives à la situation de séjour	SPP IS	Registre national		4.866 708.996	84.555 1.498.680
H210 H205 H207 H206 H211 H213 H214	Accès au Registre d'attente des candidats réfugiés politiques <ul style="list-style-type: none"> • Consultations • Transmission des modifications 	Registre national	Institutions de sécurité sociale	13.646.345 82.137	19.179.399 ¹¹ 88.637	23.839.961 121.479

¹¹ Augmentation due aux services web qui font appel, de manière sous-jacente, à ces consultations.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
WS: Identify Person	Consultation registre BCSS/registre national	CPAS/GOTOTIN/ e-Creabis Allocations d'études (Formulaire de demande numérique DAF) Notaires ONP INASTI Autorité flamande ó Centrale Accounting Orafin ONVA Fedict ó eBirth SPF Santé publique- eCad Communit-e ePV SdPSP OSSOM BCE	Registre national/ registre BCSS	5.514.059	7.981.081 ¹²	10.920.632 ¹³
IdPFacade.FlemishAgencyforAgricultureAndFishery		Agence flamande de l'Agriculture et de la Pêche	Registre national/ Registre BCSS	- ¹⁴	108.475	11.409
IdPFacade.SYNTRA		SYNTRA Vlaanderen	Registre national Registre BCSS	tests	297.267	380.920
IdPFacade.WalloniaSchoolTransport		MET ó transport scolaire	Registre BCSS	140.243	63.740	20.746
IdPFacade.CBSSRegistre		eDepot (Notary)	Registre BCSS	424.670	545.488	635.843
IdpFacade.ESF		CPAS	Registre national Registre BCSS	8.274	7.020	3.871

¹² Augmentation due à un nombre croissant d'utilisateurs.

¹³ Augmentation due à un nombre croissant d'utilisateurs.

¹⁴ SW est en production à la BCSS; toutefois, il n'a pas encore été utilisé.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
IdpFacade . De Lijn		De Lijn	Registre national Registre BCSS	24.005	40.670	59.112
IdpFacade. DeclareEuthanasia		SPF Santé publique	Registre national	17.209	53.026	38.260
IdpFacade.Eandis		Eandis	Registre national Registre BCSS	47.789	62.010	54.869
IdpFacade.Vesta		Vesta	Registre national Registre BCSS	tests	114.719	38.688 ¹⁵
eCreaBis.IdentifyPersonFacade		ONSS	Registre national Registre BCSS	168.555	169.078	125.815
Cadaf.IdentifyPerson		DG PH	Registre national Registre BCSS	70	95	104
IdpFacade.eCad		SPF Santé publique	Registre national Registre BCSS		3	14.493
IdpFacade.Identifin		asbl Identifin	Registre national Registre BCSS		56.869	214.611
IdpSigedis		Sigedis	Registre national Registre BCSS		182.642	138.741
IdpFacade.VarAFacade		eHealth + ONSS	Registre national Registre BCSS	423.314	1.587.261 ¹⁶	1.797.928
Limosa.ManagePersonFacade		Limosa	Registre BCSS	187.233	113.778	117.078
WS: Création ou modification de numéro Bis et/ou proposition de remplacement d'un numéro BCSS Manage Person	Création d'un nouveau numéro bis et/ou modification des données d'identification d'un numéro Bis	e-Creabis / GOTOTIN Allocations d'études (Formulaire de demande numérique DAF) INASTI - service des pensions LIMOSA	Registre BCSS	147.793	174.283	189.567
WS: FamilyComposition	Consultation de la composition du ménage auprès du Registre national	Institutions de sécurité sociale	Registre national	114.301	642.449 ¹⁷	983.643

¹⁵ A vitesse de croisière en 2010, en phase de démarrage en 2009.

¹⁶ Augmentation due à l'utilisation d'eHealth.

¹⁷ Augmentation due à un nombre croissant d'utilisateurs (Communauté flamande, í).

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
WS: Personhistory	Demande d'un groupe de données actuel/historique dans Registre national et/ou registre BCSS	Acteurs du secteur social	Registre national Registre BCSS	83.627	571.424 ¹⁸	866.000

3. Fichier des cartes d'identité sociale et des cartes professionnelles

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
I700	Création d'une carte SIS et fourniture des données d'identification (Registre national et Registre Banque Carrefour)	Mutualités	BCSS	912.797 ¹⁹	783.079	784.932
I702	Annulation d'une carte SIS	Mutualités	BCSS	119.660	122.629	113.669
I703	Récupération d'une carte SIS annulée précédemment	Mutualités	BCSS	39.039	38.800	35.005
I704	Mise en circulation ou retrait de circulation d'une carte SIS	Mutualités	BCSS	15.673	14.150	16.192
I706 en I707	Consultation du fichier des cartes SIS par NISS ou par n° de carte	Institutions de sécurité sociale	BCSS	23.624 14.238	26.063 9.925	31.378 11.132
I720	Création d'une carte professionnelle et fourniture des autorisations à figurer sur la carte	INAMI	BCSS	3	-	3
I722	Accusé de réception d'une carte professionnelle à l'INAMI	INAMI	BCSS	4.500	-	11.000
I723	Annulation d'une carte professionnelle	INAMI	BCSS	245	1.102	333
I725	Mise en circulation ou retrait de circulation d'une carte professionnelle	INAMI	BCSS	5.265	5.201	4.356

¹⁸ Idem.

¹⁹ Moins de renouvellements de la carte SIS suite à l'introduction d'une date de fin indéterminée pour cette carte.

Statistiques cumulées relatives à la carte SIS

Description	Situation au 1 ^{er} janvier 2007	Situation au 1 ^{er} janvier 2008	Situation au 1 ^{er} janvier 2009	Situation au 1 ^{er} janvier 2010	Situation au 1 ^{er} janvier 2011
Cartes créées avec I700	24.748.994	25.904.235	26.754.007	27.495.814	28.237.043
Cartes personnalisées ó feed-back Gemplus	24.695.882	25.808.051	26.709.202	27.446.490	28.199.381
Cartes personnalisées actives	10.657.895	10.716.168	10.898.279	10.989.424	11.123.350
Cartes annulées	14.055.836	15.110.346	15.855.728	16.477.187	17.096.866
Cartes récupérées	1.238.180	1.368.405	1.503.728	1.650.937	1.803.524
Moyenne mensuelle de renouvellement des cartes	81.419 (décembre 2006)	156.916 (décembre 2007)	52.469 (december 2008)	57.226 (december 2009)	58.044

4. Carrières et salaires des travailleurs salariés: LATG - DMFA

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
L802	Consultation du relevé du personnel par employeur	AIS	ONSS	8.873	6.216	4.964
L803	Consultation des informations relatives au travailleur	INAMI		28.819	17.378	31.047
L804	Consultation des totaux des relevés du personnel et des cadres comptables	Mutualités		76	81	-
L805	Consultation des anomalies d'une ligne de déclaration	ONVA		8	4	-
L806	Consultation des différentes occurrences par travailleur	CIMIRe		22.740	18.524	14.078
L809	Consultation du relevé du personnel, y compris les données relatives au salaire des travailleurs manuels	SPF Sécurité sociale		294	358	30

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
L810	Aperçu du relevé du personnel, y compris les données relatives au salaire des travailleurs manuels et intellectuels	SPF Emploi, Travail et Concertation sociale ONEM ONAFST INASTI FMP		6	-	-
P807	Proposition de modifications aux données LATG	ONVA	ONSS	1.491	680	-
803X		ONSS	ONVA CIMIRe AIS	5.010.768 ²⁰ 5.514.245 15.854	165.592 579.456 7.126	39.224 80.242 4.198
A820M	Attestation mentionnant des données relatives au salaire et au temps de travail sur la base de la DMFA	ONSS	CIMIRe ONVA CIN ONAFST FSSE WAP	26.328.526 10.653.082 0 4.997.996 11.762.030 10.657.870 1.188.179	23.468.342 10.102.355 0 4.466.845 10.439.985 14.675.292 1.329.394	20.664.364 14.187.843 ²¹ 3.684.449 9.597.476 9.474.043 1.289.568
A820M	Attestation mentionnant des données relatives au salaire et au temps de travail sur la base de la DMFA	ONSSAPL	ONAFST CIN CIMIRe	1.536.943 749.942 2.781.256	1.820.246 811.963 2.963.364	2.194.801 1.136.662 3.928.101
T820M	Message contenant le total de tous les salaires par envoi dans la DMFA	ONSS	CIMIRe ONVA AIS	1.636 1.651 0	1.837 2.011 0	3.203 2.041 0
T820M	Message contenant le total de tous les salaires par envoi dans la DMFA	ONSSAPL	CIMIRe	747	973	1.207
A820L	Consultation des attestations DMFA existantes,	FAT	ONSS	8.831.126	11.625.120 ²²	10.937.890

²⁰ Augmentation due aux régularisations de grandes firmes.

²¹ Temporairement transmission double à l'ONVA suite aux projets Ambi.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A821L	éventuellement avec historique	FMP ONVA ONAFST INASTI ONEm OP AIS SPF SS DG ASS DG EE Service Taxis (Région Bruxelles Capitale) SPP IS ó FSE WVG/Animatoren WVG/Gezinszorg VDAB				
A820L	Consultation des attestations DMFAPPL existantes, éventuellement avec historique	INAMI CIN OP SPP IS SPF SS WVG VDAB DG ASS FMP ONAFST ONEm INASTI	ONSSAPL	339.793	444.970	573.213
A830L	Consultation du set de données limité DMFA	FOREM FAT	ONSS ONSSAPL	227.066	211.979	194.524
	Services web SIVA	AFSE	ONSS Registre national	154.200	131.613	284.037

²² Augmentation due à un nombre croissant d'utilisateurs (Région wallonne, VDAB, Communauté flamande).

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
			Registre BCSS			
L822 L823	Consultation de l'aperçu d'une fiche de salaire trimestrielle	ONVA INASTI ONEm ASI Région wallonne	ONSS ONSSAPL	519.313 0	741.520 ²³ 0	545.115 29.953

5. Flux de données consécutifs à la DMFA et aux déclarations de risques sociaux

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A037M	Attestation des organismes de paiement relative aux périodes d'inactivité en raison de chômage temporaire	OP ONEm	ONVA ONP CIMIRE ONAFSTS AIS CIN ONSS FMP FAT INAMI	1.662.040 - 1.662.040 719.151 - 214.662 - 71.380 - -	2.777.737 ²⁴ - 5.003.764 ²⁵ 1.145.260 - 321.214 - 109.720 - -	3.442.741 ²⁶ - 2.076.924 ²⁶ 928.722 - 272.915 - 91.929 - -
A037L	Consultation des périodes d'inactivité en raison de chômage temporaire	ONVA ONAFSTS CIN INAMI	OP ONEm	18.130	52.539	113.530

²³ Augmentation due à l'usage par la Région wallonne.

²⁴ Augmentation due à une extension aux employés, augmentation du chômage.

²⁵ Augmentation due à une extension aux employés, augmentation du chômage et parallèle Cimire-Sigedis.

²⁶ Prolongation de la mesure anti-crise. Temporairement transmission double à l'ONVA suite au projet Ambi.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A038M	Attestation relative aux jours de congé et au pécule de vacances des ouvriers	ONVA	CIMIRE ONEm CIN AIS	1.903.025 1.325.957 332.134 -	3.789.802 ²⁷ 1.372.627 336.402 -	2.171.178 1.372.357 461.399 -
A038L	Consultation des attestations relatives aux vacances annuelles des ouvriers	ONEm CIN INAMI	ONVA	213.760	211.979	194.551
A044M	Attestation relative à l'incapacité de travail temporaire suite à un accident du travail	FAT	CIMIRE ONVA ONAFST AIS CIN	250.073 250.073 108.579 - 248.882	485.028 ²⁸ 271.358 110.179 - 251.138	246.808 396.028 ²⁹ 108.564 - 245.831
A045M	Attestation relative aux décisions favorables dans les dossiers de maladie professionnelle	FMP	CIMIRE ONVA ONAFST AIS	267.813 267.813 33.313 -	536.352 ³⁰ 268.176 34.380 -	128.359 443.566 ²⁹ 30.528 -
A046M	Attestation relative aux décisions favorables dans des dossiers de maladie professionnelle	FMP	SIGeDIS			2.016.440
A052M	Attestation relative aux jours AMI rémunérés ou non	VI	FMP ONVA CIMIRE AIS	- 2.121.778 2.121.778 -	- 4.158.402 ³¹ 7.376.541 ³² -	- 4.149.049 ³³ 2.659.624 -

²⁷ Augmentation due au parallélisme Cimire-Sigedis.

²⁸ Augmentation due au parallélisme Cimire-Sigedis.

²⁹ Suite au projet Ambi, l'ONVA a reçu temporairement les attestations en double.

³⁰ Idem.

³¹ Augmentation due à la transmission des rectifications.

³² Augmentation due au parallélisme Cimire-Sigedis.

³³ Augmentation due au double envoi des attestations à l'ONVA suite au projet Ambi.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A052L	Consultation attestation relative aux jours AMI indemnisés ou non	ONVA ONEm OP INAMI FMP	OA	442.783 ³⁴	1.242.253 ³⁵	1.344.490

6. Répertoire des employeurs

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
L800	Recherche alphabétique dans le répertoire des employeurs en vue d'obtenir le matricule de l'employeur recherché	AIS Mutualités + CIN ONVA CIMIRe	ONSS	2.192	1.646	3
L801	Consultation du répertoire des employeurs sur base du matricule ONSS de l'employeur	SPF Sécurité sociale SPF Emploi, Travail et Concertation sociale INASTI INAMI		119.378	82.443	40.803
L700	Recherche alphabétique dans le répertoire des employeurs ONSS(APL) en vue d'obtenir le matricule ou le numéro unique de l'employeur recherché	FMP ONEm ONVA CIN CIMIRe SPF Emploi, Travail et Concertation sociale AIS INAMI	ONSS ONSSAPL	73.650	74.408	68.132

³⁴ Augmentation due à des tests plus intensifs et participation de l'ONEm aux tests dans l'environnement de production.

³⁵ Mise en production effective en 2009.

A701L	Consultation du répertoire des employeurs ONSS(APL) sur la base du numéro d'immatriculation ONSS ou du numéro unique de l'employeur	ONVA CIN CIMIRE INASTI CPAS ONEm SPF Emploi, Travail et Concertation sociale ACTIRIS FMP AIS	ONSS ONSSAPL	4.383.406	4.647.819	4.665.050
A701M	Attestation du répertoire des employeurs ONSS(APL) contenant les données d'identification de base de l'employeur	ONEm ONSSAPL	ONVA ONEm FOREM AIS CIN SPF SS FSSE SPF ETCS ACTIRIS LPC SIGeDIS VEDPB	11.163.489 ³⁶ 561.801	5.023.033 766.228	6.548.788 645.025
EmployerAttestation Service	Consultation du répertoire des employeurs de l'ONSS(APL) sur la base du numéro d'immatriculation à l'ONSS ou du numéro unique de l'employeur	SIGeDIS AIS ONVA SPF Sécurité Sociale	ONSS ONSSAPL		34.401	67.687
EmployerListService	Recherche alphabétique dans le répertoire des employeurs de l'ONSS(APL) en vue de l'obtention du numéro d'immatriculation ou du numéro unique de l'employeur recherché	SIGeDIS AIS ONVA	ONSS ONSSAPL		17.515	18.106

³⁶ Augmentation due à un déchargement en masse suite à de nouveaux codes NACE.

7. Bons de cotisation et droit à l'assurance soins de santé et indemnités

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A908	Bons de cotisation	ONSS ONSSAPL Caisses d'assurances sociales	Mutualités	11.829.725 1.171.004 1.002.683	10.773.033 1.101.646 1.079.605	10.373.693 1.057.480 1.075.906
A909	Bon de cotisation électronique rectifiant bon papier	ONSS ONSSAPL	Mutualités	636 7	554 2	296 5
A911	Données relatives aux bons de cotisation papier destinés à la Cellule administrative	ONSS ONSSAPL	INAMI	89.133 537	89.413 506	86.655 550
A912	A traiter d'urgence ó corriger bons par ONSS(APL) en raison de la non-assurance	Mutualités	ONSS ONSSAPL		5.225 1.637	2.775 1.987
P908	Confirmation de la réception d'un bon de cotisation papier	Mutualités	ONSS ONSSAPL Caisses d'assurances sociales	4.338 40 836	4.304 45 460	4.552 28 580
R908	Rectification d'une réponse déjà transmise concernant la transmission d'un bon de cotisation électronique	Mutualités	ONSS ONSSAPL Caisses d'assurances sociales	1.105 32 12	622 65 3.404	351 24 3.418
A012	Preuve de chômage ou d'interruption de carrière	Caisses de paiement d'allocations de chômage ONEm	Mutualités	1.530.264	1.551.920	1.730.142
P012	Confirmation de la réception d'une preuve papier de chômage ou d'interruption de carrière	Mutualités	Caisses de paiement d'allocations de chômage ONEm	324	341	356
R012	Rectification d'une réponse déjà transmise concernant une preuve de chômage ou d'interruption de carrière	Mutualités	Caisses de paiement d'allocations de chômage ONEm	-	-	23
A077	Attestation de travailleur à temps partiel avec maintien des droits dans le secteur chômage	ONEm	Mutualités	196.071	188.342	186.782

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
L901 L902 L903	Consultation du fichier de suivi des messages électroniques A908, P908 et R908 transmis pour le régime salarié	Mutualités INAMI	ONSS ONSSAPL	76.666 5.833	82.165 3.705	74.124 8.672
L904	Consultation du fichier de suivi des messages électroniques A012, P012, R012, A077, P077 et R077 transmis pour les chômeurs	Mutualités INAMI (depuis avril 2008)	ONEm	8.818	11.530	10.212
L905 L906	Consultation du fichier de suivi des messages électroniques A908, P908 et R908 transmis pour les travailleurs indépendants	Mutualités INAMI	INASTI	32.414	48.371	26.740
A015	Attestation relative aux chômeurs ayant terminé leur stage d'attente et devenant titulaire dans le secteur des soins de santé	ONEm	Mutualités	39.729	44.890	43.845
L410	Consultation de données (adaptation du flux de cotisation des travailleurs indépendants pour tenir compte de l'AR modifiant la date de début de l'incapacité de travail)	Mutualités	Caisses d'Assurances Sociales	21.605	33.399	27.740
A101	Attestation soins de santé pensionnés	ONP, INASTI, Cadastre des pensions (Smals)	Mutualités	117.452 46.134 198.761	128.487 45.211 198.614	131.394 49.223 218.551
A102	Réponses attestation soins de santé pensionnés	Cadastre des pensions (Smals)	ONP et/ou INASTI	237.167 91.513	231.726 82.149	262.871 98.703
C101	Consultation du fichier de suivi des attestations relatives aux soins de santé pour les pensionnés	ONP INASTI Mutualités INAMI	Cadastre des Pensions (Smals)	14.728	15.086	14.346
L500	Consultation par les OA auprès des OP du montant de l'allocation de chômage (Feuille de renseignements allocations)	OA/CIN (en production à partir du 01.01.08)	ONEm/OP	329.765	344.056	321.174
A068	Communication de données relatives à l'écartement du milieu de travail pour cause de grossesse	FMP	INAMI	5.367	6.090	2.847
A060 A061	Échange de messages entre le FAT et le CIN relatif à la prise en charge du paiement des indemnités de maladie-invalidité et d'accident de travail	FAT CIN	CIN FAT		647.471 146.815	637.664 160.859

8. Maximum à facturer social et intervention majorée de l'assurance soins de santé

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A003	Attestation prouvant le statut de l'assuré social au regard du champ d'application personnel de la franchise sociale et de l'intervention majorée de l'assurance soins de santé; ces attestations prouvent également le droit des personnes handicapées et des personnes âgées bénéficiant d'un revenu garanti à l'intervention majorée de l'assurance soins de santé	SPF Sécurité sociale	Mutualités	304.060	338.769	714.266
		ONP		107.307	108.125	110.888
		Caisses de paiement des allocations de chômage		4.102.912	4.594.041	5.604.216
A652	Attestation permettant de communiquer la constatation médicale d'un enfant handicapé	SPF SS	Mutualités	110.868	84.681	31.887

9. Maximum à facturer revenus dans l'assurance maladie

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
L330	Attestation comprenant les assurés sociaux susceptibles de bénéficier de la MAF suite à leur revenu.	INAMI	SPF Finances	3.837.913	3.710.398	3.685.278

10. Intervention majorée forfaitaire pour les malades chroniques

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A023	Attestation prouvant le statut de l'assuré social pouvant être pris en considération pour l'indemnité forfaitaire allouée aux malades	SPF SS	Mutualités	224.268	226.372	233.518

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
	chroniques	ONP	Mutualités	3.729	3.212	2.690

11. Cotisation spéciale de sécurité sociale

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A007	Liste des personnes présumées soumises à la cotisation spéciale	Mutualités, CSPM, OSSOM	SPF Finances	5.864.021	5.910.780	6.014.019
	Liste des travailleurs indépendants à titre principal à exclure ó non soumission	INASTI	BCSS	703.622	728.404	706.347
	Liste supplémentaire avec personnes probablement soumises	ONSS, ONSSAPL	SPF Finances AFER	310.240	626.164 ³⁷	885.354
L200	Consultations relatives aux prestations des conjoints d'indépendants	INASTI	ONEm	185.585	197.475	147.933
			ONSS	167.022	174.214	148.124
			ONSSAPL	17.289	17.814	14.835
A008	Liste des indépendants redevables du supplément de cotisations sociales ainsi que le montant du supplément payé	INASTI	SPF Finances	895.194	940.989	941.107

12. Droits des assurés sociaux dans le secteur des allocations familiales

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A011, Z	Attestation relative aux chômeurs complets et aux prépensionnés	Caisse de chômage	Caisses d'allocations familiales	2.677.584	2.868.604	2.977.054

³⁷ Transmission a lieu 2 fois par an.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A011, L	Consultation attestation chômage complet et prépension	ONAFTS CIN	Organismes de paiement	457.332	712.651 ³⁸	779.924
A014, Z => M	Attestation relative aux bénéficiaires d'une allocation d'interruption	ONEm	Caisses d'allocations familiales CIN AIS VSA WSE	34.120 160.378	39.028 179.123 31.794	41.955 193.931 44.454 32.795
A014L	Consultation des périodes d'interruption de carrière/crédit-temps	ONAFTS CIN VSA WSE ³⁹	ONEm	5.744	11.035 ⁴⁰	76.138
A200	Attestation en vue du maintien des droits aux allocations familiales pour les jeunes demandeurs d'emploi	VDAB FOREM ACTIRIS SdPSP	Caisses d'allocations familiales Caisses d'assurances sociales	125.783 51.010 16.324 1.168	143.702 49.941 15.820 1.164	147.745 56.522 16.597 1.111
A015	Attestation relative aux chômeurs ayant terminé leur stage d'attente	ONEm	Caisses d'allocations familiales Caisses d'assurances sociales	29.375 1.969	33.592 2.018	32.768 2.051
A020	Attestation en vue du maintien des droits aux allocations familiales pour les personnes en incapacité de travail ou en congé de maternité	Mutualités	Caisses d'allocations familiales INASTI	1.319.449 2.129.606	1.440.510 2.252.143	1.544.531 2.384.693
L320	Consultation de l'aperçu des dossiers d'allocations familiales dans le cadastre des allocations familiales	INASTI, ONP, VMSW	ONAFTS	161.878 ⁴¹	223.886	236.433

³⁸ Augmentation due à une consultation en masse par les caisses d'allocations familiales.

³⁹ Vlaams Subsidieagentschap Werk en Sociale Economie.

⁴⁰ Augmentation due à l'instauration de la mesure anticrise.

⁴¹ Croissance est due à une augmentation du nombre de consultations par l'ONP.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
L321	Consultation des détails d'un dossier d'allocations familiales donné dans le cadastre des allocations familiales	INASTI, ONP	ONAFST	11.276	17.316	19.672
Cadaf.IdentifyAllocationFile	Service permettant d'identifier les dossiers d'allocations familiales pour la personne concernée sur une période maximale de 5 ans et minimale d'1 mois. Ce service est enrichi de données à caractère personnel relatives à la personne concernant laquelle une consultation est réalisée: nom, prénoms, lieu et date de naissance, sexe, nationalité, état civil, lieu et date de décès, composition du ménage de la personne interrogée	SPF Sécurité Sociale DG Politique sociale	Registre national, Registres BCSS ONAFST	948	805	693
Cadaf.RetrieveAllocationFile	Service permettant de retrouver les données d'un dossier d'allocations familiales donné. Ce service est enrichi de données à caractère personnel (nom, prénom et date de naissance) pour les acteurs du dossier	SPF Sécurité Sociale DG Politique sociale	Registre national, Registres BCSS ONAFST	36	166	120
WS EduAttest18+.sendAttest	Service permettant de transmettre à l'INASTI ou à l'ONAFST les attestations relatives aux étudiants âgés	Administration flamande Département de l'enseignement	BCSS	562.674	552.676	512.083

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
	de plus de 18 ans qui sont encore à l'étude à temps plein, de sorte que le droit aux allocations familiales soit maintenu					
		Attestations transmises au départ de la BCSS	ONAFST INASTI	448.325 61.990	464.976 66.355	427.674 60.857
A651	Attestation de demande d'allocations familiales majorées pour un enfant handicapé	ONAFST INASTI	SPF SS	3.302	15.400	15.396
A652	Attestation pour la communication du statut "dossier complet" ou de la décision (constat médical ou rejet administratif médical) pour un enfant handicapé suite à la demande d'allocations familiales majorées pour un enfant handicapé	SPF SS	ONAFST	214.190 ⁴²	47.751	57.157
BuildInH	Consultation des NISS d'enfants bénéficiaires dans le cas d'un ouvrier attributaire dans le secteur de la construction afin de fixer le droit à une assurance hospitalisation	AIS	ONAFST RN			7.778

⁴² Augmentation due à une action de rattrapage.

13. Droits des assurés sociaux dans le secteur des pensions

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A009	Communication des données relatives aux personnes handicapées, nécessaires à la tenue de leur compte individuel de pension	SPF Sécurité sociale	CIMIRE - secteur Comptes individuels de Pensions	128.864	235.455	116.706
A016	Communication des données relatives aux travailleurs à temps partiel avec maintien des droits au chômage, nécessaires à la tenue de leur compte individuel de pension	ONEm	CIMIRE - secteur Comptes individuels de Pensions	2.864.092 ⁴³	1.884.678	1.347.812
A013	Communication des données relatives aux chômeurs et aux bénéficiaires d'une allocation d'interruption de carrière, nécessaires à la tenue de leur compte individuel de pension	ONEm	CIMIRE - secteur Comptes individuels de Pensions	4.294.448	6.534.444 ⁴⁴	526.858 ⁴⁵
A021	Communication de données relatives à des chômeurs nécessaires à la tenue du compte individuel de pension	ONEm	CIMIRE ó secteur des comptes individuels de pension	-	-	1.533.200
A022	Communication de données relatives aux	ONEm	CIMIRE - secteur des	-	-	285.022

⁴³ Augmentation notamment due à la transmission de rectifications.

⁴⁴ Augmentation due au parallélisme Cimire-Sigedis.

⁴⁵ Remplacement du A013 par A021 et A022. Rectifications du passé, les données relatives à 2009 continuent à être communiquées avec A013.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
	bénéficiaires d'une allocation d'interruption nécessaires à la tenue du compte individuel de pension		comptes individuels de pension			
A004	Communication des différentes pensions afin de fixer le taux de précompte et le pourcentage de cotisation de solidarité	Cadastre pensions	ONP SdPSP	11.916.297 ⁴⁶ 1.605.234	9.575.468 1.657.398	9.939.237 1.697.401
A006	Communication trimestrielle à d'autres institutions débitrices de pensions légales du pourcentage de la cotisation de solidarité et du pourcentage de précompte à retenir	SdPSP ONP Cadastre des pensions	Institutions débitrices de pensions légales	37.887 461.543 9.519	31.591 351.708 6.202	39.143 462.590 7.480
Electronic Payment Mandat Notify	Mandat de paiement électronique: réponse	ONP	INASTI	52.831	88.309	61.487
Electronic Payment Mandat Transfer	Mandat de paiement électronique: transmission	INASTI	ONP	29.957	33.277	41.501
PensioenRegister Consult (SSDN)	Consultation du cadastre des pensions	ONEm, WAP, ONP CPAS, OSSOM	Cadastre des pensions	441	46.139	1.209.587 ⁴⁷
HermesCareer	Carrière	ONP SdPSP INASTI	ONP INASTI	1.087	1.238	7.548
HermesFileExist	Contrôle de l'existence d'un dossier de pension	ONP SdPSP INASTI	ONP SdPSP INASTI	625.853	874.776	747.420
HermesFile Verification	Contrôle de l'existence d'une carrière pour le conjoint	ONP SdPSP INASTI	ONP SdPSP INASTI	134	81	811
HermesPublic Rights	Informations relatives au droit	ONP INASTI	SdPSP	251	3.507	22.080

⁴⁶ Augmentation due à la réexécution de la transmission de juin 2008.

⁴⁷ Augmentation due au secteur du chômage.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
HermesSalaried Rights	Informations relatives au droit	INASTI	ONP	5.089	11.971	130.640 ⁴⁸
Consultation du cadastre des pensions (SOA)	Consultation du cadastre des pensions	FMP SPF Sécurité sociale Assurance soins flamande Ministère Santé publique	Cadastre des pensions			393.076
Pensionregister Mutations	Transmission mutations Cadastre des pensions	Cadastre des pensions	AIS WAP ONEm FMP ONP		27.673 1.624 4.025	58.490 2.794 4.466 17.335 28.969
A332	Transmission Ethias	Cadastre des pensions	FAT	1.270	12.273	11.684
L710	Consultation carrière travailleurs salariés	ONEm	SIGeDIS	-	-	7.685
GlobalCareer Request DetailedCareer Request	Consultation carrière travailleurs salariés Consultation détail carrière travailleurs salariés	ONP	SIGeDIS	-	-	289.451
PensionDemand	Demande de pension	Portail sécurité sociale ONP	ONP et/ou INASTI	-	-	408.934

14. Droits des bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance soins de santé dans le secteur de la fiscalité provinciale et communale

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
608L	Attestation relative aux bénéficiaires d'une intervention majorée dans l'assurance soins de	Communes Provinces	BCSS	53.871	3.687.099	3.700.483

⁴⁸ Première année entièrement en production à l'ONP.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
	santé					
L608	Attestation relative aux bénéficiaires d'une intervention majorée dans l'assurance soins de santé	Communes Provinces	BCSS	3.881.486 ⁴⁹	-	-

15. Droits des assurés sociaux en dehors de la sécurité sociale

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
Increased Allowance	Service batch sur la base d'intégrations dans le répertoire des personnes des bénéficiaires d'une intervention majorée, compte tenu de paramètres spécifiques	BCSS	Assurance soins flamande	6.299.684	⁵⁰ -	4.724.683 (uitvoering m.b.t. 2009)
A800	Attestation relative aux assurés sociaux susceptibles de tomber sous le champ d'application de la réduction du précompte immobilier accordée en Région flamande	FAT INAMI-Cellule ouvriers mineurs FMP ONAFST CIN INASTI SPF Sécurité sociale	Région flamande (ABAFIM)	1.326 4.585 944 1.252.593 1.095.878 156.489 156.880	1.323 4.355 949 1.275.487 1.084.621 146.041 162.760	1.343 4.387 1.113 1.353.177 1.135.090 154.926 170.147

⁴⁹ Augmentation est due au fait qu'un nombre croissant de communes en font usage.

⁵⁰ Transmission des données a eu lieu le 8 janvier 2010.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A020	Attestation relative à l'application automatique d'un avantage fiscal au profit des personnes handicapées	Mutualités	SPF Finances	108.409	107.113	123.317
A019 L609	Communication à la « Vlaamse Milieu-maatschappij » des données à caractère social nécessaires dans le cadre du calcul de la réduction de la taxe sur les eaux usées	SPF Sécurité sociale BCSS	Région flamande (VMM)	77.297 144.401	79.765 165.313	85.279 130.603
A019 L609	Communication à la « Vlaamse Milieu-maatschappij » des données à caractère social nécessaires à une exemption de la taxe sur les eaux usées	SPF Sécurité sociale BCSS	Samenwerking Vlaams Water	251.328 ⁵¹ 9.689.212	147.802 9.989.481	166.201 10.126.665
A800 L609	Attestation relative aux assurés sociaux entrant en considération pour une réduction du précompte immobilier en Région bruxelloise	BCSS	Région bruxelloise	706.984 510.409	751.779 517.853	793.468 525.452
A041	Attestation relative aux assurés sociaux, habitant en Flandre, susceptibles de recevoir automatiquement un abonnement gratuit « De Lijn »	Fonds flamand d'intégration des personnes handicapées SPF Sécurité sociale VDAB (04.2010)	De Lijn	11.910 5.684 -	6.320 5.266 6.942	5.313 5.266 6.942
A040	Communication des NISS des femmes âgées de 50 à 69 ans pour l'organisation d'une mammographie gratuite	BCSS	INAMI - Communautés	0 ⁵²	657.086	37.966 ⁵³
	Sélection de travailleurs frontaliers entrants assujettis à l'assurance dépendance flamande	BCSS auprès ONSS, ONSSAPL et CIN	Fonds flamand d'Assurance Soins	17.613	18.384	18.532
Identify Person	Recherche phonétique et recherche sur base du NISS, première étape dans la demande d'un logement social	VMSW		137.829	124.826	104.918
Performance	Données à caractère personnel légales	VMSW		332.361	481.011	370.803

⁵¹ Extension chef de ménage à tous les membres du ménage.

⁵² Analyse en vue de l'extension du dépistage du cancer du côlon est en cours: transmission des données est prévue vers la mi-avril 2009.

⁵³ En 2010, seuls les nouveaux cas ont été communiqués.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
Investigation						
A800	Attestation avantage fiscal	FAT INAMI - Cellule ouvriers mineurs FMP CIN SPF Sécurité sociale	SPF Finances	2.364 7.014 2.515 233.426 331.942	2.334 6.537 2.363 242.745 343.252	2.338 6.254 2.651 257.407 354.603
SECAL	Transmission par le SPP IS, dans le cadre des créances alimentaires, des allocations accordées par eux, afin d'éviter un double paiement ou de permettre au SECAL d'obtenir le remboursement	SPF IS	SPF Finances SECAL	-	-	- ⁵⁴
Supplementary Benefits	Contrôle du droit au tarif téléphonique social	IBPT (opérateurs de télécommunication)	BCSS (provisoirement) et RN/Registre BCSS	136.719	147.811	152.748
Supplementary Benefits	Contrôle du droit à des mesures sociales dans le secteur du gaz et de l'électricité	EANDIS	BCSS et Registre national Registre BCSS	648.132	103.218 ⁵⁵	106.309
L609	Redevance radio et télévision Wallonie	BCSS	Région Wallonne (cellule fiscale)	4.939.248	4.956.894	7.411.316 ⁵⁶
A801	Attestation relative aux assurés sociaux qui ont droit à une réduction de la redevance radio-télévision (handicap > 80%)	FAT INAMI Cellule ouvriers mineurs FMP SPF Sécurité sociale	Région Wallonne (cellule fiscale)	69.669	126.368	67.472
A802	Attestation relative aux personnes handicapées (nouvelles catégories de handicap) et victimes de guerre	SPF-SS HANDI SPF-SS WARVIC	VLABEL	-	-	31.926
A415	Echange de données entre les	Organismes assureurs	Vlaams Zorgfonds	46.529	48.215	91.302

⁵⁴ Production prévue après 2011.

⁵⁵ Des interrogations en masse ont eu lieu fin 2007, début 2008 en vue de l'initialisation de la banque de données.

⁵⁶ Deux exécutions ont eu lieu en 2010, à savoir en juin et en août.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
	organismes assureurs, et le Vlaams Zorgfonds, à l'intervention du CIN, de la BCSS et de WVC ⁵⁷ , concernant des personnes assurées à l'étranger		via WVC			
A421	Attestation du nombre de travailleurs salariés par entreprise/unité d'établissement dans le cadre de l'enquête sur les déplacements domicile - travail	ONSS	SPF Mobilité et Transports	555.538	-	- ⁵⁸
A422	Attestation avec l'adresse des travailleurs salariés par entreprise/unité d'établissement dans le cadre de l'enquête sur les déplacements domicile - travail	ONSS	SPF Mobilité et Transports	4.321.813	-	-
CheckLegalFamily Revenu-Conditions	Composition de ménage et contrôle du revenu du ménage en vue de l'octroi d'une réduction forfaitaire sur la facture de gaz et d'électricité	SPF Economie	RN SPF Finances	80.100	1.067.245 ⁵⁹	130.205 ⁶⁰
CheckBenefit Granted	Contrôle octroi mazout allocation de chauffage par le Fonds social chauffage (CPAS)	SPF Economie	KSZ	-	685.815	104.345 ⁶⁰
"CheckMandat Puhma"	Consultation de la BCE (vérification de la fonction d'une personne dans une entreprise)	plate-forme eHealth	SPF Economie		16.023	214.308

16. Droits des travailleurs migrants au sein de l'UE

⁵⁷ Le département *Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur*.

⁵⁸ Fin de la mesure dans le courant de 2010.

⁵⁹ Le traitement en masse a débuté en 2009.

⁶⁰ Fin de la mesure en 2010.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
E501 E502 E551	Identification des travailleurs migrants Mutations en ce qui concerne l'identification des travailleurs migrants	CIMIRE ó Assurances Institutions étrangères débitrices de pension	CIMIRE ó Assurances Institutions étrangères débitrices de pension	78.418	44.935	
E127	Regroupement mensuel des dépenses de soins de santé encourues dans l'État membre visité	Mutualités Organismes assureurs soins de santé étrangers	Organismes assureurs soins de santé étrangers Mutualités	44.645	32.274	47.583
E205	Transmission des données en matière de carrière telles que connues auprès des organismes de pension	Organismes de pension étrangers ONP	Organismes de pension étrangers ONP	-	-	-
E125	Enregistrement des frais médicaux encourus dans l'État membre visité	Mutualités Organismes assureurs en matière de soins de santé étrangers	Mutualités Organismes assureurs en matière de soins de santé étrangers	414.307	563.560	765.723
	Echange bilatéral avec la Suisse dans le cadre de l'application du règlement 1408/71 concernant le paiement de pensions suisses aux résidents qui quittent le territoire suisse.(échange manuel)	Sicherheitsfonds BVG (Suisse)	BCSS			47

17. Intégration des CPAS dans le réseau de la BCSS

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A036	Attestation multifonctionnelle (exemption du paiement de cotisation, dispense du stage d'attente, droit à la franchise sociale)	CPAS	Organisme assureur	605.746	493.209	420.806

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
	et droit à une intervention majorée de l'assurance soins de santé, traitement de la demande d'une allocation familiale garantie)		Caisses d'allocations familiales	279.372	239.045	221.368
L036	Consultation du fichier de suivi de l'attestation multifonctionnelle	Mutualités ou caisses d'allocations familiales	SPF Sécurité sociale (CPAS)	59.075	70.479	34.812
L891	Consultation du fichier d'assurabilité des mutualités	CPAS ONAFTS	Mutualités Transports publics (2011)	822.058 ⁶¹	848.600	959.532
OCMWCPASHealth Insurance	Service permettant de demander des données d'assurabilité et des indemnités pour un NISS	CPAS	Mutualités	517.255	642.211	693.577
Webservices OCMWCPASRegisterAttest OCMWCPASRegisterRecovere dAmount OCMWCPASStopAttest OCMWCPASWetLoi65AB OCMWCPASWetLoi65C OCMWCPASWetLoi65DF OCMWCPASOrganicLaw	Services web relatifs à la consultation du NISS, revenu d'intégration, loi 65, A036/L036,í	CPAS	Registre national Registre BCSS Mutualités SPP IS ONSS ONSSAPL	13.201.377	14.120.025	11.803.401
OCMWCPAS Heating-Allocation:	Service web en vue de l'introduction, de l'enregistrement, de la consultation ou de la suppression d'une allocation de chauffage dans l'application du SPP IS	CPAS	SPP IS	931.658 ⁶²	446.761 ⁶³	483.255
OCMWCPAS HouseHold-Income	Consultation du calcul par la Smals après réception des réponses du SPF Finances	CPAS	Smals	143.209	156.920	117.850

⁶¹ Augmentation due aux dossiers allocation de chauffage et usage plus intensif pour les dossiers revenu d'intégration.

⁶² Augmentation due à la catégorie supplémentaire allocation de chauffage et au fait qu'en 2008 ce SW a été pour la première fois opérationnel pendant une année complète.

⁶³ Diminution due au transfert du groupe-cible (catg 4) vers le SPF Economie.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010	
OCMWCPAS RvvBimOmnia-Status	Consultation du statut BIM/Omnio	CPAS	BCSS Mutualités	319.402 ⁶⁴	237.879	295.447	
DoficostInvestigationMIIS	Transmission de données relatives aux citoyens européens qui ne satisfont plus au critère de charge raisonnable pour l'État	POD MI	Office des étrangers	Tests	740	4.468	
Echange de données entre les CPAS et la Vlaamse Agentschap voor Zorg en Gezondheid	VestaConsultLicence	Consultation permettant de vérifier si une personne est inscrite en tant qu'accompagnateur, dirigeant et/ou soignant	CPAS	VAZG	-	6.257	1.559
	VestaConsult-Employment	Consultation des données en matière d'occupation d'un collaborateur	CPAS	VAZG	-	9.232	2.893
	VestaConsultDossier	Consultation des dossiers propres	CPAS	VAZG	-	80.242	82.699
	VestaConsultClient	Consultation des données d'un client du CPAS	CPAS	VAZG	-	1.615	1.185
	VestaConsult-Performance	Consultation de prestations	CPAS	VAZG	-	33.982	14.913
	VestaClosedossier	Clôture de dossiers propres	CPAS	VAZG	-	3.711	4.585
	VestaCancelMostRecent-Profile	Annulation du dernier profil	CPAS	VAZG	-	17.416	362
	VestaCancelMostRecent-Contribution	Suppression de la dernière cotisation utilisateur	CPAS	VAZG	-	13.759	464
	VestaCancelMostRecent-Care-Statusses	Suppression du statut service social familial le plus récent	CPAS	VAZG	-	114	75
	VestaCancelEmployment	Suppression d'une occupation	CPAS	VAZG	-	527	103
	VestaAddProfile	Ajout d'un profil	CPAS	VAZG	-	29.120	10.285
	VestaAddContribution	Ajout d'une cotisation utilisateur	CPAS	VAZG	-	52.739	24.227
	VestaReopenDossier	Réouverture d'un dossier	CPAS	VAZG	-	491	309
	VestaEndEmployment	Fin d'une occupation	CPAS	VAZG	-	1.120	636
	VestaEmployPerson	Occupation d'un collaborateur	CPAS	VAZG	-	5.014	1.142
VestaDeletePerformance	Suppression d'une prestation	CPAS	VAZG	-	48.350	53.898	

⁶⁴ Augmentation due à la catégorie supplémentaire allocation de chauffage et au fait qu'en 2008 ce SW a été pour la première fois opérationnel pendant une année complète.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
VestaDeleteDossier	Suppression d'un dossier	CPAS	VAZG	-	1.735	105
VestaCreateStartTimeSt opTimePerformance	Création d'une occupation avec date de début et de fin	CPAS	VAZG	-	601.383	582.306
VestaCreateNewCare- Status	Création d'un statut service social familial	CPAS	VAZG	-	401	512
VestaCreateDuration- Performance	Création d'une duurtijdprestatie (prestation pour une certaine durée)	CPAS	VAZG	-	129.707	101.814
VestaCreateDossier	Création d'un dossier	CPAS	VAZG	-	21.106	5.947
VestaCorrectProfile	Adaptation d'un profil	CPAS	VAZG	-	5.998	3.252
VestaCorrectEmploy- ment	Adaptation d'une occupation	CPAS	VAZG	-	430	122
VestaCorrectDossier	Adaptation d'un dossier	CPAS	VAZG	-	846	434
VestaCorrect- Contribution	Adaptation d'une cotisation utilisateur	CPAS	VAZG	-	2.973	1.515
VestaCorrectCare- Statusses	Adaptation d'un statut service social familial	CPAS	VAZG	-	658	161
VestaUndoEnd- Employment	Annulation date fin occupation	CPAS	VAZG	-	64	43

18. Début et fin d'une activité en tant qu'indépendant

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A301	Attestation début et fin activité indépendante	INASTI	Mutualités	231.535	238.330	248.507
			ONEm	100.147	102.141	105.518
			CPAS	-	-	20.157
			ONAFST	86.111	93.044	100.010
			SPF Sécurité sociale	6.669	2.924	583
			VDAB	48.672	50.059	50.654
			FOREM	16.929	18.370	19.748
			ACTIRIS	40.897	43.879	47.381
L301	Consultation du fichier de suivi	Mutualités	INASTI	55.656	58.115	46.435

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
		Caisses d'allocations familiales ONEm CPAS				
L302	Consultation fichier RGTI	SPP IS CPAS INAMI ONAFST et caisses d'allocations familiales ONSS ONEm Région de Bruxelles-Capitale (Direction des Taxis et des Transports réguliers spécialisés)	INASTI	148.507	372.247 ⁶⁵	593.386

19. Dimona

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A850	Attestation début et fin du contrat de travail	ONSS	CIMIRe ONEm FOREM ACTIRIS VDAB	63.261.880 38.472.525 11.809.028 5.975.669 37.181.230	112.511.131 ⁶⁶ 38.092.047 - 5.943.320 38.415.032	24.890.732 ⁶⁹ 23.575.093 - 3.709.384 23.131.047

⁶⁵ Augmentation due à une interrogation en masse par l'ONEm.

⁶⁶ Augmentation due au parallèle Cimire-Sigedis.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
		ONSSAPL	SFBéZ WAP CIMIRé ONEm FOREM VDAB ACTIRIS WAP	1.387.343 95.313 745.685 429.351 230.211 281.017 65.575	1.338.136 443.186 ⁶⁷ 1.466.682 ⁶⁸ 482.728 - 308.468 68.192	802.419 139.888 369.079 298.303 - 206.831 44.047 507
L850	Consultation générale Dimona	CIN ONEm SPF Emploi, Travail et Concertation sociale	ONSS ONSSAPL	430.650	465.467	426.166
L851	Consultation plus détaillée de Dimona pour une déclaration	ONEm SPF Emploi, Travail et Concertation sociale	ONSS ONSSAPL	9.870	9.588	3.718
L950	Accès au fichier du personnel	ONSS ONSSAPL	ONEm ONAFTS FMP INASTI CPAS COPREV Service Taxis	3.407.084	3.898.275	4.155.796
A950	Attestation visant à communiquer les changements dans le fichier du personnel	ONSS ONSSAPL	ONAFTS CIN FOREM CPAS	24.988.391 417.509	33.640.777 ⁷⁰ 561.738	43.363.606 ⁷¹ 681.159

⁶⁹ Diminution due au Re-engineering Dimona, seule la dernière situation est encore transmise.

⁶⁷ Modifications au numéro d'immatriculation ONSS a donné lieu à des mutations en masse.

⁶⁸ Augmentation due au parallélisme Cimire-Sigedis.

⁷⁰ Modifications au numéro d'immatriculation ONSS a donné lieu à des mutations en masse.

⁷¹ Augmentation due au fait que chaque déclaration Dimona donne lieu à une mutation dans le fichier du personnel.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
			Service Taxis (Région Bruxelles-Capitale) OP COPREV			
Dimona Distribution	Attestation pour la communication de modifications dans le fichier du personnel	BCSS	SIGeDIS	-	-	14.732.960
A960	Transmission de l'état d'affiliation d'un employeur auprès d'un SEP (service externe de prévention)	ONSS ONSSAPL	COPREV	47.231	86.397 ⁷²	47.065
Employer without employees	Communication selon laquelle l'employeur n'a pas encore déclaré de personnel	ONSS ONSSAPL	COPREV	1.171	1.844	1.871

20. Droits des chômeurs

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
A039	Les attestations en matière d'octroi, de modification, de suspension ou de cessation de droits à des allocations de chômage destinées aux bureaux de placement en vue d'un traitement rapide du dossier et de l'établissement de statistiques ; communication de données en matière de suivi et d'accompagnement actifs des chômeurs dans le cadre de l'Accord de coopération du 30.04.2005	ONEm	VDAB FOREM ACTIRIS SdPSP	1.021.455 ⁷³ 977.367 405.711 8.598	1.061.111 956.346 396.905 9.812	1.026.118 922.894 414.653 9.849
A017	Attestations en vue de la diminution des cotisations patronales (plan d'embauche)	ONEm	ONSS ONSSAPL		-	-
L350	Consultation à titre de contrôle du coût salarial Maribel social	Fonds Maribel social	ONSS	⁷⁴	20.022	18.291
P011	Transmission de données relatives au coût salarial et	ONSS	ONSSAPL	5.514 ⁷⁵	-	-

⁷² Augmentation due à la fusion des services de prévention et à la synchronisation des banques de données.

⁷³ Augmentation due à l'activation des travailleurs âgés de plus de 50 ans.

⁷⁴ SPF ETCS n'a pas transmis de fichier input.

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
	au volume de travail des employeurs affiliés auprès du Fonds Maribel social du secteur public					
A020	Attestation relative à l'incapacité de travail et au repos de maternité des demandeurs d'emploi dans le cadre de la suppression du contrôle de pointage communal	Mutualités	VDAB ACTIRIS FOREM SdPSP ONEm	530.911 303.958 1.120.426 7.586 2.468.047	528.045 333.714 1.218.554 9.655 2.470.315	524.263 371.344 1.347.251 11.198 2.375.159
A024	Communication de données dans le cadre du placement familial	ONEm	ONVA SIGeDIS CIN	-	-	1.089
A857	Communication du numéro de la carte de contrôle nominative afin de faciliter le suivi des cartes de contrôles introduites lors de la demande des allocations	Fonds de la construction	ONEm	2.081.961	2.228.500	2.035.617
A043	Plan Rosetta: communication des embauches en vue de la réduction des cotisations patronales	SPF Emploi, Travail et Concertation sociale	ONSS	283.305 ⁷⁶	141.973 ⁷⁷	-
A055	Transmission de données par l'ONEm à l'ONSS et l'ONSSAPL pour la communication des bénéficiaires de réduction de cotisations patronales	ONEm	ONSS ONSSAPL	579.198	723.609	1.058.305 ⁷⁸
A080, M => Z	Transmission de données pour la communication par les services régionaux de l'emploi à l'ONEm des données en matière de suivi et d'accompagnement actifs des chômeurs	VDAB FOREM ACTIRIS SdPSP	ONEm	6.172.844	4.483.740 924.062	5.336.364
A082 T082	Statistiques secteur du chômage	VDAB FOREM ACTIRIS SdPSP	ONEm	6.306.355 46	6.763.774 49	7.701.766 48
A090	Flux de données permettant à l'ONEm de	ONEm	ONSS	-	-	415.982

⁷⁵ Reprise (nouveau en 2008).

⁷⁶ Diminution est due au fait que seules des corrections aux attestations A043 transmises ultérieurement sont encore communiquées; formulaire A043 a été remplacé par le formulaire A055.

⁷⁷ Transmission en mai en vue de l'actualisation du fichier.

⁷⁸ Augmentation due à une activation accrue des personnes peu qualifiées, des personnes âgées de plus de 50 ans et des chômeurs (minimum 1 an et maximum 2 ans de chômage) ainsi qu'à la nouvelle carte (carte d'expérience).

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
	communiquer à l'ONSS, dans le cadre du Pacte des générations, les dossiers relatifs aux retenues sur la prépension, les allocations de chômage et les allocations de crédit-temps (Canada dry)		ONSSAPL			
A091	Flux de données permettant à l'ONEm de communiquer à l'ONSS, dans le cadre du Pacte des générations, les montants des retenues sur les prépensions, allocations de chômage et allocations de crédit-temps (Canada dry)	ONEm	ONSS ONSSAPL	-	-	415.960
A417	Paiement allocations de chômage	ONEm	VDAB ACTIRIS FOREM SdPSP Service Taxis Région Bruxelles-Capitale	8.926.355	8.504.750	8.773.203
A501	Carte de légitimation	Fonds construction	InterOP	197.807	200.947	188.742

21. OASIS

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
---------	----------	-----------------	------------------------------	------	------	------

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
L830	Consultation des DBø LATG, DIMONA et ONEM	OASIS	ONSS	479.140 ⁷⁹	3.711.907	3.947.408
L831		Datawarehouse	ONEm	3.858.539	3.850.849	3.958.495
L840				17.141.509	17.787.618	17.986.502

22. Communication de données aux organismes de pension et de solidarité dans le cadre de la loi pensions complémentaires (WAP 28.4.2003)

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
øA820ö	Message batch en XML DmfA	ONSS	Secteur Commerce de combustibles	7.433	7.442	8.394
			Secteur Spectacle	16.485	18.400	15.103
			Secteur Transport	115.907	177.103	115.026
			Secteur Béton	23.355	25.035	27.054
			Secteur du transport et de la logistique (CP 140.01, 140.02, 140.03)	32.567	49.616	52.822
			Secteur Agriculture (CP 144)	4.905	10.521	11.524
			Secteur Horticulture (CP 145)	28.007	59.701	64.258
			Secteur Travaux techniques agricoles et horticoles (CP132)	2.949	6.583	6.887
			Secteur Industrie et commerce du diamant (CP 324)		10.607	7.397
			Secteur Spectacle			8.432
øRRBISö	Message batch en XML données légales	Registre national Registre BCSS	Secteur Commerce de combustibles	1.240	1.465	2.416
			Secteur Spectacle	3.078	4.080	5.288
			Secteur Transport	15.394	18.453	24.386
			Secteur Béton	2.730	3.125	3.294
			Secteur Métal	98.101	92.431	117.470
			OFP F. Delory	92	1.015	2.041
			Secteur du transport et de la logistique (CP 140.01, 140.02, 140.03)	21.256	16.715	9.080

⁷⁹ Baisse est due à un problème technique dans le système OASIS.

			Secteur Agriculture (CP 144)	3.353	2.685	4.643
			Secteur Horticulture (CP 145)	19.882	17.674	28.357
			Secteur Travaux techniques agricoles et horticoles (CP132)	1.982	1.493	2.449
			Secteur Industrie et commerce du diamant (CP 324)		2.472	776
			Alfometal			7.404
			Secteur Spectacle			2.645
õA701ö	Message batch en XML répertoire des employeurs	ONSS	Secteur Commerce de combustibles	2.998	704	1.398
			Secteur Spectacle	1.365	588	634
			Secteur Béton	701	245	457
			Secteur du transport et de la logistique (CP 140.01, 140.02, 140.03)	569	1.229	1.530
			Secteur Agriculture (CP 144)	1.023	2.359	4.213
			Secteur Horticulture (CP 145)	2.938	7.562	13.599
			Secteur Travaux techniques agricoles et horticoles (CP132)	273	723	1.381
			Secteur Industrie et commerce du diamant (CP 324)	0 ⁸⁰	622	1.390
õA850ö	Message batch en XML avec données Dimona	ONSS	Secteur Spectacle	3.823	2.103	1.582
			Secteur Transport (CP 226)	2.073	1.011	0 ⁸²
			Secteur Béton	155	370	1.677
			Secteur Agriculture (CP 144)	58	374	603
			Secteur Horticulture (CP 145)	338	4.499	4.170
			Secteur Travaux techniques agricoles et horticoles (CP132)	20	193	314
			Secteur Industrie et commerce du diamant (CP 324)	0 ⁸¹	50	87
			Secteur du transport et de la logistique (CP 140.01, 140.02, 140.03)		2.337	3.169
			Secteur Spectacle			356
L950	Message batch en XML avec données du fichier du personnel	ONSS	Secteur Spectacle	-		

⁸⁰ Premières données de production seront transmises en 2009.

⁸¹ Idem.

⁸² Arrêté à la demande du secteur Transport.

A431	Communication des données relatives au salaire et au temps de travail	ONVA	Secteur Métal	202.125	185.833	161.320
A432	Communication des données à caractère personnel de la population active	ONVA	Secteur Métal	210.502	185.799	174.068
A433	Communication des données relatives à l'employeur	ONVA	Secteur Métal	9.868	6.405	6.345
SSDN/IDP	Interrogation phonétique	AUXIFONDS	AUXIFONDS		63	
Pension Register Mutations	Mutations cadastre des pensions	ONP	Secteur Agriculture (CP 144) Secteur Horticulture (CP145) Secteur Travaux techniques agricoles et horticoles (CP 132)			32 101 18

23. Recouvrement social

Message	Intitulé	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
VierdeWeg.DebtSearch	Avis d'une vente publique ou de la passation d'un acte	Fonctionnaire public ou officier ministériel	ONSS INASTI	728.235	765.790	722.703
VierdeWeg.DebtAmount	Notification du montant de la créance	ONSS INASTI	Fonctionnaire public ou officier ministériel	9.054	9.323	8.393
VierdeWeg.Insufficient	Après la passation de l'acte, information relative à l'insuffisance d'actifs	Fonctionnaire public ou officier ministériel	ONSS INASTI	178	199	162

24. Échange de données entre le SPF Finances et les institutions de sécurité sociale

Message	Dénomination	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
BeTax.getFinancialInformation	Consultation des données relatives à l'impôt des personnes physiques	SPF SS DG Personnes handicapées INAMI CPAS	AFER (Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus)	230.320	418.854	490.097

Message	Dénomination	Soumissionnaire	Destinataire et/ou répondant	2008	2009	2010
L331	Consultation du dernier solde de créance connu (auprès des bureaux de recette des contributions directes et de la TVA) afin de pouvoir opérer des retenues pour le montant qui est réellement dû par le travailleur	ONVA	SPF FIN	Tests	- ⁸³	68.976
A333	Consultation allocations allouées aux victimes de guerre	SPF SS	SCDF	Tests	- ⁸⁴	28.399
« ConsultPatrimony » pour l'ONSS	Consultation des données patrimoniales des employeurs débiteurs ou des personnes faisant l'objet d'une responsabilité solidaire et légale.	ONSS	SPF FIN		896	68.668
IncomeInformationService (Zacheus)	Service intégré de consultation du fichier du personnel, de la DmfA, du répertoire des employeurs et du pécule de vacances des ouvriers dans le cadre du recouvrement fiscal et non-fiscal	SPF Finances	ONSS ONVA	-	-	92
CommunicateFinalClient	Tarif social gaz et électricité	CPAS, ONP, DGPH	SPF Economie			6.954.071

⁸³ Premier fichier de production est attendu en 2010.

⁸⁴ Premier fichier de production est attendu en 2010.

25. Aperçu des demandes de données statistiques (article 5 loi BCSS)

Données anonymes

Thème de la recherche	Demandeur des données	Exécution
Statistiques par commune des VIPO domiciliés sur leur territoire	Communauté flamande ó Région de Bruxelles-Capitale	en production
Extension demandes de données relatives au salaire et à la durée de travail	SPF ETCS	en production
Aide à la décision politique accueil des enfants	Kind en Gezin	en production
Monitoring et analyse du marché du travail et de la politique du marché du travail en Flandre	Département et Steunpunt WSE	en exécution
Rédaction d'indicateurs de cohésion sociale	UA-VUB-KU Leuven-UGent	en exécution
Statistiques socio-économiques par province	Steunpunten sociale planning des provinces flamandes	en exécution
Suivi des personnes qui ont participé à des projets financés par le Fonds social européen	Service public de programmation Intégration sociale	en production
Données anonymes relatives à l'occupation et à la sortie du marché du travail ó extension	SPF ETCS	exécuté
Vlaamse Werkbaarheidsmonitor ó édition 2010	SERV	exécuté
Etude cancer du côlon	LUCK ó UZ Leuven	en exécution
Statistiques économie sociale ó deuxième mise à jour	Province d'Anvers	exécuté
Monitoring marché du travail - mise à jour I	Département et Steunpunt WSE	exécuté
Monitoring marché du travail - mise à jour II	Département et Steunpunt WSE	exécuté
Evaluation titres-services	SPF ETCS	exécuté
Parcours socio-économiques après formation	SYNTRA Vlaanderen	en production
Travail intérimaire en Wallonie	FOREM	en exécution
Etude sur la mobilité professionnelle	Steunpunt WSE	exécuté
Harmonisation des séries d'emploi sectorielles	Département et Steunpunt WSE	exécuté
Statistiques d'emploi demandeurs d'emploi inscrits au VDAB / FOREM / Actiris / ADG	CEVORA	en exécution
Description du marché du travail dans le secteur artistique	Sociaal Fonds Podiumkunsten	exécuté

Analyse de la problématique de la fraude fiscale et sociale	HIVA	exécuté
Données anonymes relatives aux bénéficiaires d'une intervention majorée de l'assurance soins de santé et indemnités	IWEPS	exécuté
Étude sur la politisation de l'immigration en Europe	ULB-CEVIPOL	exécuté
Données anonymes en vue d'une étude sur l'évolution du budget pour les allocations aux personnes handicapées	SPF Sécurité sociale	exécuté
Données anonymes en vue du soutien des administrations locales dans leur politique en matière de minorités	Steunpunt Sociale Planning van de Provincie Vlaams-Brabant	exécuté
Données anonymes relatives aux personnes qui combinent plusieurs emplois	RTBF	exécuté

Données individuelles codées

Thème de la recherche	Demandeur des données	Exécution
Enquête sur les forces de travail. Couplage enquête et données SS	INS	provisoirement suspendu
Recherche annuelle du code du domicile via le formulaire S001 dans le registre national. Ce flux est réalisé dans le cadre du projet du CNT (données statistiques relatives à la sécurité sociale)	ONSS/FAT	En production. Arrêté par le FAT
Recherche trimestrielle du code du domicile via le formulaire S001 dans le registre national. Ce flux est réalisé dans le cadre du projet «Estimations rapides de l'emploi»	ONSS	en production
Modèle de microsimulation à mise à jour 2005	SPF SS	en exécution
Composition d'un fichier de données - échantillon en vue d'une étude longitudinale	ONEm	en exécution
Étude relative à l'adéquation des pensions	SPF SS	exécuté
Étude relative à l'examen buccal	CIE/Centrum voor Biostatistiek	en exécution
Création cadastre des formations et suivi socio-économique	ULB-METICES	exécuté
Route et suivi trajet socio-économique personnes régularisées	HIVA	exécuté
Sortie assistance sociale	CSB	en exécution
Conséquences financières crédit-temps	UA	exécuté
Forum d'utilisateurs	ONEm	en exécution
Évaluation de l'efficacité des conventions de premier emploi	CCE	provisoirement suspendu

Thème de la recherche	Demandeur des données	Exécution
Forum d'utilisateurs - Mise à jour I	ONEm	en production
Etude sur les différences entre hommes et femmes en ce qui concerne leur position sur le marché du travail et le revenu suite à un divorce ou un veuvage	Steunpunt Gelijkekansenbeleid (Universiteit Antwerpen et Universiteit Hasselt)	exécuté
Emploi dans le secteur du sport	KU Leuven	exécuté
Etude exploratoire relative à l'exploitabilité de données administratives à caractère personnel en Belgique en vue d'examiner l'égalité sociale en matière de mortalité et de santé	VUB	exécuté
Evaluation du plan opérationnel du Fonds social européen visant à promouvoir la compétitivité et l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale	ULB-Metices	en exécution
Etude relative à l'effet variable d'une participation au travail basée sur le sexe sur le risque de dissolution de la relation	UA-CELLO	en exécution
Etude sur le rapport entre l'assurance et la solidarité dans le contexte des pensions du deuxième pilier	KU Leuven - CES et CESO	en exécution
Etude relative à la rotation du personnel, aux changements dans la démographie organisationnelle et à la rétention des connaissances comme éléments permettant de prévoir les prestations organisationnelles et étude relative au coût du vieillissement au niveau de l'entreprise	Steunpunt WSE	en exécution
Analyse de la position socio-économique de personnes handicapées	KU Leuven - CESO	en exécution
Description, évaluation et prévision des besoins et de l'offre en matière de personnel infirmier	Commission de planification du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement	exécuté
Etude sur la relation existant entre l'appariement sur le marché du travail et la mobilité géographique de la main-d'œuvre	KU Leuven - Vlaams Instituut voor Economie en Samenleving	en exécution
Développement d'un tableau de bord en matière de fin de carrière	Steunpunt WSE	exécuté

Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs à la déclaration DIMONA, à la déclaration multifonctionnelle, aux déclarations de risques sociaux et à la déclaration LIMOSA

1. Généralités

La nouvelle version du règlement des utilisateurs pour les entreprises a été approuvée le 28 septembre 2010 par le Comité de gestion de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

A l'heure actuelle, 42 transactions sont opérationnelles sur le portail de la sécurité sociale pour les employeurs et les secrétariats sociaux.

Les glossaires, instructions et simulations relatifs à la DmfA et aux déclarations de risques sociaux sont actualisés trimestriellement sur le portail de la sécurité sociale.

Enfin, le présent rapport tient compte des derniers chiffres disponibles.

2. Etat d'avancement de la DmfA

2.1. Situation générale en matière de déclarations originales

Le flux relatif au deuxième trimestre de 2010 s'est déroulé comme les trimestres précédents, sans difficultés particulières. Au terme du délai de déclaration, 4,61 millions de mutations ont pu être mises à la disposition du réseau via la BCSS. Le pourcentage de déclarations bloquantes reste stable à 1,8%.

2.2. Modifications via web ou batch

A l'heure actuelle, 325 secrétariats sociaux ou prestataires de services apportent régulièrement des adaptations aux déclarations trimestrielles via « update batch ». Par ailleurs, l'application web est aussi disponible.

3. Qualité des données DmfA

3.1. Evolution générale des anomalies prioritaires

Les anomalies sont analysées en fonction de l'impact sur les droits sociaux. Les anomalies prioritaires sont celles qui ont un impact sur les droits sociaux, les autres anomalies constituent des anomalies non prioritaires.

Le nombre d'anomalies reste à un niveau acceptable en ce qui concerne le deuxième trimestre de 2010.

La légère augmentation concerne deux agences de travail intérimaire qui ensemble ont généré 4.200 anomalies. Dans le cas d'une agence, il s'agit de la déclaration de rémunérations sans que des prestations n'aient été fournies. En effet, des rémunérations

accordées à une date ultérieure ont abusivement été déclarées par l'agence en question dans le trimestre de paiement au lieu de les déclarer (au moyen d'une modification) dans le trimestre où les prestations ont été fournies. Dans le cas de l'autre agence, il s'agit de la déclaration abusive du nombre de jours prestés.

3.2. *Évolution générale des anomalies non prioritaires*

Le nombre d'anomalies non prioritaires qui subsistent après la correction automatique par l'ONSS reste toujours à un niveau acceptable pour le deuxième trimestre de 2010. Les anomalies non prioritaires restantes, qui ne peuvent pas être directement rectifiées par l'ONSS, concernent plus spécialement:

- les avertissements selon lesquels une réduction déterminée a été demandée pour une personne alors que cette personne n'apparaît pas dans le fichier de l'ONEm relatif aux bénéficiaires de ces réductions pour la période demandée. L'employeur dispose de six mois pour faire le nécessaire vis-à-vis de l'ONEm. Si la personne en question n'apparaît toujours pas dans le fichier de l'ONEm à l'issue de ce délai de six mois, la réduction est annulée via une correction du système;
- l'avertissement selon lequel une cotisation spéciale prévue n'est pas mentionnée dans la déclaration; l'ONSS doit alors vérifier si la cotisation spéciale en question n'est effectivement pas due (p.ex. la cotisation spéciale en faveur de l'emploi et de la formation qui n'est pas due lorsque l'employeur dispose d'un plan de formation);
- l'avertissement selon lequel le montant déclaré d'une cotisation spéciale est inférieur au montant attendu (p.ex. la cotisation spéciale de sécurité sociale); l'ONSS doit alors vérifier s'il existe un motif fondé pour ce montant inférieur.

4. **Contrôle croisé Dimona - DmfA**

4.1. *Confrontations sur la base de photos prises à différents moments*

Le projet de contrôle croisé Dimona-DmfA a introduit un contrôle de qualité supplémentaire à partir du troisième trimestre de 2006. Lors de la réception des déclarations DmfA originales, le nombre de travailleurs déclarés est comparé au nombre de travailleurs déclarés dans la Dimona. S'il y a une différence entre le nombre de travailleurs dans Dimona et le nombre de travailleurs dans DmfA, l'expéditeur de la DmfA reçoit, quelques jours plus tard, (via e-box) un aperçu détaillé des travailleurs qui manquent dans Dimona et dans DmfA.

Afin de vérifier dans quelle mesure des corrections ont été apportées à la déclaration DmfA et/ou Dimona après le constat d'une anomalie suite au contrôle croisé, une nouvelle confrontation est réalisée à l'issue du délai d'enregistrement de la DmfA.

4.2. *Résultats de la confrontation pour ce qui concerne le 2^e trimestre 2010*

La confrontation pour le deuxième trimestre 2010 portait sur 223.530 employeurs dont la déclaration DmfA a été acceptée. Les déclarations DmfA qui ont été introduites en plusieurs parties ainsi que les nouvelles inscriptions d'un numéro matricule au cours du trimestre n'ont pas fait l'objet d'une confrontation. A partir du trimestre de déclaration

2008-3, une confrontation a aussi été réalisée pour les employeurs du secteur horeca qui ont opté pour le système de Dimona-Light.

Dans 9,8% des déclarations acceptées ayant fait l'objet d'une confrontation une différence a été constatée (anomalie de contrôle croisé). Il s'agit d'une légère augmentation par rapport au trimestre précédent, qui s'explique toutefois par le transfert erroné de certaines relations de travail de l'ancien système DIMONA vers le nouveau système. Dans 72% des cas, l'anomalie portait sur le fait que le nombre de personnes déclarées dans la DIMONA était supérieur au nombre de personnes déclarées dans la DmfA. Pour optimiser le contrôle croisé, un nouveau type de « nature du travailleur » a été introduit à partir du 1^{er} octobre 2010 au niveau de la déclaration DIMONA, qui sera utilisé dans le cas des personnes pour lesquelles une déclaration DIMONA doit être effectuée mais pas de déclaration DMFA (p.ex. les travailleurs affiliés à l'OSSOM).

Grâce à ce contrôle croisé, la qualité des banques de données concernées est progressivement améliorée : alors qu'au cours du premier trimestre 2007, une « anomalie suite au contrôle croisé » a été signalée pour 16,4% des déclarations DmfA contrôlées, ce nombre ne s'élève plus qu'à 9,8% des déclarations au cours du deuxième trimestre 2010.

4.3. Rectifications a posteriori

Les employeurs pour lesquels une anomalie a été détectée dans la déclaration DmfA originale font l'objet d'une nouvelle confrontation et il est alors vérifié pour combien d'employeurs il existe une correspondance entre Dimona et la DmfA. Le tableau ci-dessous reflète cette évolution.

Trimestre	Nombre de déclarations avec une différence à la date de déclaration	Nombre de déclarations avec une différence à la date de déclaration + 3 mois	Nombre de déclarations avec une différence à la date de déclaration + 6 mois	Nombre de déclarations avec une différence à la date de déclaration + 1 an
2008-1	27.622	18.074	16.478	14.223
2008-2	26.465	18.151	16.566	14.346
2008-3	27.725	19.364	17.204	14.057
2008-4	26.899	17.561	16.018	12.833
2009-1	24.852	16.849	13.906	12.085
2009-2	23.911	14.644	13.281	11.504
2009-3	22.628	14.728	13.293	-
2009-4	21.396	13.734	12.325	-
2010-1	20.118	16.143	-	-
2010-2	21.924	-	-	-

5. Déduction C4 ó Dimona

Depuis le 1^{er} avril 2007, il est possible d'introduire, via le volet fin du contrat de travail (C4) de la déclaration de risque social, la déclaration Dimona relative à la sortie de service des travailleurs concernés et de mettre ainsi à jour le fichier du personnel. Ceci permet de satisfaire simultanément à deux obligations administratives différentes mais complémentaires. Par ailleurs, ceci permet aussi d'améliorer la qualité des données dans la banque de données DIMONA.

Au cours du troisième trimestre de 2010, 5.884 déclarations électroniques (C4) ont été introduites et pour 867 de ces déclarations il a été fait usage de la possibilité de générer également une DIMONA à partir de cette déclaration. En moyenne, ceci a lieu dans 14,73% des cas.

6. Re-engineering DIMONA

Le 30 septembre 2010, tous les employeurs sont passés à la nouvelle version de Dimona, conformément au planning établi.

Plusieurs facteurs expliquent cette mise en production sans difficulté:

- la mise à disposition de documentation technique et fonctionnelle sur le site portail;
- les campagnes d'information;
- le choix d'une migration progressive et contrôlée à partir du mois de mai a été fait en concertation avec les employeurs, les secrétariats sociaux, les agences d'intérim, les fournisseurs de logiciels, les institutions, í ;
- le suivi et l'accompagnement adéquats des employeurs, des secrétariats sociaux, des agences d'intérim, des fournisseurs de logiciels, des institutions, ... lors de leur migration (transition de l'ancien au nouveau système) et ce à la fois d'un point de vue organisationnel et d'un point de vue technique, à travers:
 - un encadrement fonctionnel par la Cellule Dimona;
 - un encadrement technique par Smals.

Suite à la disparition de l'ancienne version de Dimona, l'application WIDE constitue depuis le 1^{er} octobre une exigence préalable pour toute première déclaration Dimona. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de problèmes particuliers avec l'application WIDE.

7. Etat d'avancement des déclarations de risques sociaux (DRS)

Lors de la réunion du Forum, le 16 novembre 2010, l'état d'avancement du plan des étapes a été discuté en détail. Il a été constaté que l'environnement technique et l'encadrement organisationnel ne sont actuellement plus bloquants. Cependant, certaines questions de contenu doivent encore être résolues; celles-ci seront traitées par le groupe de travail DmfA ou au niveau des groupes de travail techniques. Par ailleurs, les problèmes relatifs au mandat et à l'identification de l'employeur doivent être définitivement réglés et le module de routing doit effectivement fonctionner.

Les aspects les plus critiques sont le mandat et le routage. Dès qu'ils sont suffisamment fiables, le déploiement des déclarations électroniques sera poursuivi.

A ce moment, une nouvelle mission devra être définie, à savoir la sensibilisation sur le terrain des employeurs dans leur relation avec les prestataires de services et des organismes de paiement qui doivent également passer de la procédure actuelle à la procédure électronique.

8. Etat d'avancement des flux

Les aspects suivants peuvent être signalés en ce qui concerne les attestations complémentaires au flux de données DmfA:

- les tests relatifs à la consultation batch auprès du FAT des données relatives aux périodes d'incapacité de travail temporaire (accident du travail) sont achevés jusqu'au niveau de la BCSS. Les institutions de sécurité sociale ne sont cependant pas intéressées par une consultation en mode batch des données du FAT. En ce qui concerne la consultation en ligne, la BCSS a établi les contacts nécessaires avec les différents acteurs (notamment le FAT) afin de déterminer les besoins et les spécifications techniques. Compte tenu des priorités des divers acteurs, le groupe de travail se réunira à nouveau dans le courant du deuxième trimestre de 2011.

9. LIMOSA

Depuis le 1^{er} avril 2007, tous les employeurs et indépendants étrangers qui déploient des activités sur le territoire belge, soit à titre temporaire, soit à titre partiel, sont obligés d'effectuer une déclaration via LIMOSA dans la mesure où ils ne sont pas soumis à la sécurité sociale belge. Dans ce contexte, ils doivent transmettre plusieurs données d'identification les concernant ainsi que des données d'identification relatives aux personnes détachées et au client belge. D'autres éléments tels que la nature des travaux, la période et le lieu d'occupation doivent être inclus dans cette déclaration.

Ci-dessous figure un aperçu cumulatif du nombre de personnes déclarées, réparties en fonction de leur statut:

	Nombre total de personnes déclarées (cumulatif)	Travailleurs	Indépendants	Stagiaires	Stagiaires indépendants
2007 (1 ^{er} avr ó 31 déc)	158.226	144.898	12.392	808	128
2008	224.905	203.867	19.896	1.038	104

2009	217.115	194.550	21.575	859	131
2010 (1 ^{er} jan ó 30 sept)	190.993	168.943	21.339	625	86

Si la preuve de déclaration L-1 ne peut être présentée au client belge (commettant ou utilisateur final), celui-ci ne peut se soustraire à sa responsabilité qu'en réalisant une déclaration d'absence de L-1ö via le site portail de la sécurité sociale.

	Nombre total de déclarations d'absence de document L-1ö
2007 (1 ^{er} avr ó 31 déc)	2.689
2008	1.385
2009	918
2010 (1 ^{er} jan ó 30 sept)	419

Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Sécurité de l'information »

1. Composition du groupe de travail

Le groupe de travail «Sécurité de l'information» est composé des conseillers en sécurité des institutions de sécurité sociale du réseau primaire et d'un conseiller en sécurité de chaque sous-groupe de travail "Sécurité de l'information" du réseau secondaire.

2. Nombre de réunions du groupe de travail au cours du second semestre de 2010

Le groupe de travail s'est réuni le 29 septembre et le 8 décembre. En outre, plusieurs sous-groupes de travail se sont réunis au cours de cette période.

3. Évaluation de la mise en œuvre de l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à l'organisation de la sécurité de l'information dans les institutions de sécurité sociale

3.1. La désignation des conseillers en sécurité des institutions du réseau primaire

Toutes les institutions du réseau primaire disposent d'un conseiller en sécurité.

3.2. La désignation des conseillers en sécurité des institutions du réseau secondaire

La plupart des institutions des réseaux secondaires disposent d'un conseiller en sécurité.

3.3. La constitution, au sein des institutions de tutelle, d'un sous-groupe de travail « Sécurité de l'information »

Toutes les institutions du réseau primaire qui gèrent un réseau secondaire ont institué un sous-groupe de travail «Sécurité de l'information». Il s'agit des institutions suivantes: l'ONASTI, l'ONEM, le FAT, le CIN, l'ONVA, l'ONAFTS, le VMSW, la BCSS¹ et l'Association d'institutions sectorielles (AIS).

Plusieurs institutions ont déjà organisé leur réunion, ou l'ont déjà planifiée:

- le 10 octobre pour le réseau de l'ONEM;
- le 11 novembre pour l'ONAFTS;
- le 3 décembre pour le CIN;
- le 7 décembre pour l'ONASTI;
- le 9 décembre pour le réseau de CORVE (Coördinatiecel Vlaams e-government).

Les institutions qui n'ont pas encore planifié la réunion sont:

¹ La BCSS assume le rôle de répertoire des références multi-sectoriel pour les fonds de sécurité d'existence, les fonds de pensions sectoriels et les services externes de prévention et de protection au travail.

- l'ONVA;
- le FAT;
- l'Association des Institutions Sectorielles (AIS/VSI).

En ce qui concerne la coupole des Services Externes de Prévention et de Protection au Travail (CoPrev), la réunion du mois de décembre a été postposée au mois de février 2011.

Le SPP Intégration sociale qui est chargé de la tutelle des CPAS a organisé des réunions par secteur géographique.

Le réseau secondaire des fonds de pensions sectoriel étant en pleine réorganisation, aucune réunion n'a pu être planifiée.

3.4. *La désignation d'un conseiller en sécurité qui représente son sous-groupe de travail dans le groupe de travail « Sécurité de l'information »*

A l'exception des sous-groupes de travail SPP Intégration sociale (CPAS), ONAFTS, tous les sous-groupes de travail ont désigné un représentant.

3.5. *Normes minimales de sécurité à respecter par les institutions de sécurité sociale en vue de leur connexion au réseau de la Banque Carrefour*

Le service sécurité de la BCSS a collecté les réponses au questionnaire relatif à l'année 2009 et a réalisé et présenté l'analyse et le rapport au Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

4. Points abordés lors des réunions du groupe de travail « Sécurité de l'information »

4.1. *Formation des conseillers en sécurité*

Le service de sécurité spécialisé agréé de Smals a planifié un cycle de formation en néerlandais et en français au début du premier semestre 2011. Ce cycle comporte 5 jours de formation, dont le premier jour sera dédié à la présentation de la sécurité sociale, le deuxième au réseau de la BCSS et à sa sécurité. Les trois autres jours seront consacrés à une introduction générale à la sécurité en présentant les grands thèmes de sécurité (ISO270002).

4.3. *Élaboration de polices de sécurité communes*

- Le sous-groupe de travail permanent « Polices » poursuit ses travaux et a réalisé durant ce deuxième semestre la révision des normes minimales afin d'y intégrer une norme portant sur la qualité de service lors du transfert d'information, une guide sur la sécurisation des canaux d'entrée et de sortie pour les stations de travail et les serveurs, un template pour la réalisation d'un N.D.A. (Non Disclosure Agreement).
- Le sous-groupe « Polices » a également entamé la révision de la liste de contrôle pour la sécurité de l'information lors du développement de projet.

4.3. *Services d'inspection*

Les questionnaires pour les services d'inspection ont été envoyés. Le service sécurité de la BCSS ayant reçu les réponses a réalisé l'analyse, ainsi que le rapport d'évaluation, et l'a transmis au Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

4.4. *Équipe de collaboration (Livelink)*

Actualisation régulière des informations disponibles dans les eTeams associés au groupe de travail « Sécurité de l'Information ».

4.5. *Présentation ó réunions d'information*

Diverses présentations ont été organisées à l'attention des conseillers en sécurité:

- Palo Alto: New Generation Firewall;
- le Cloud Computing et ses aspects de sécurité;
- eBox;
- beConnect.

Rapport sur l'état d'avancement du projet datawarehouse marché du travail et protection sociale au sein du programme Agora

1. Général

Le datawarehouse marché du travail et protection sociale, un projet au sein du programme AGORA, concerne entre-temps un accord de coopération entre CIMIRE, le FAT, le FMP, le SPF Sécurité sociale, la BCSS, le CIN, le SPP Intégration sociale, le SdPSP, l'INAMI, l'ONAFTS, l'INASTI, l'ONSS, l'ONSSAPL, l'ONEm, l'ONP et le VDAB/FOREM/Actiris/ADG. Le datawarehouse vise l'agrégation de données provenant des différentes institutions de sécurité sociale. Il permet par ailleurs d'établir des statistiques qu'une seule institution n'est pas en mesure de calculer. Son exploitation physique a été confiée à la Smals. La Banque Carrefour de la sécurité sociale surveille l'exploitation du datawarehouse ainsi que la mise en service de nouvelles fonctionnalités. Le Steunpunt WSE (anciennement Steunpunt WAV), le Centre Metices (ULB) et le Centrum voor Sociologisch Onderzoek (CESO, KU Leuven) accordent une aide scientifique.

2. Nombre de réunions au cours du deuxième semestre de 2010

Le groupe de gestion a tenu une seule réunion et le groupe des utilisateurs s'est réuni à deux reprises.

3. Applications

Il y a lieu de faire une distinction entre trois types d'applications:

1. les applications de base: il s'agit d'applications pour lesquelles plusieurs statistiques fixes sont calculées selon une fréquence déterminée (par trimestre, par semestre, par année, ...). Un avis général a été demandé au Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé et une autorisation générale a été demandée aux institutions de sécurité sociale dont les données sont nécessaires pour l'établissement de ces statistiques.

L'édition 2007 des applications de base a été mise à disposition. Les applications de base seront progressivement remplacées par des applications web qui seront de plus en plus détaillées.

2. les applications web: une nouvelle version des applications web a été mise en production et adaptée au lay-out du nouveau site web. Les applications web ont, d'une part, été élargies par de nouvelles variables et populations et, d'autre part, mises à jour. Une troisième application web est en cours de développement en ce qui concerne la mobilité socio-économique à court terme et à long terme.
3. les applications ad hoc: il s'agit d'applications spécifiques à la demande de chercheurs. Pour chaque demande, il convient de demander l'autorisation des institutions de sécurité sociale dont les données sont nécessaires pour le développement de

l'application et, le cas échéant, l'autorisation du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé et du Comité de gestion de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

Depuis le début de l'année 2010, la Banque Carrefour a assuré la coordination de 27 demandes de données, basées en grande partie sur le datawarehouse.

4. Évolution du datawarehouse marché du travail et protection sociale

Les aspects suivants peuvent être signalés:

- quasi toutes les données de 2008 et la plupart des données de 2009 ont été chargées; le chargement des données de 2010 a également commencé;
- la conversion de la documentation relative aux sources dans sa nouvelle forme est terminée. Cette documentation est continuellement mise à jour et est élargie. Un séminaire international a eu lieu. Divers travaux ont été entamés en accord avec les chercheurs (en matière de notion salariale et de rapportages nationaux et internationaux);
- dans un premier temps, la documentation est proposée sous forme de documents Word, mais, à terme, elle sera fournie sous forme d'une application web (soutenue par un système de gestion de contenu); la phase d'analyse en vue du développement d'un tel système est terminée et la phase de développement a débuté. La réception du système est prévue dans le courant de 2011;
- une concertation a eu lieu avec la DGSIE concernant la possibilité d'un couplage intersectoriel de données à caractère personnel.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Extranet »

1. Composition du groupe de travail

- la BCSS
- la CAAMI
- la CAPAC
- CIMIRe
- la CSC
- le FAT
- le FMP
- l'INAMI
- l'INASTI
- l'ONAFST
- l'ONEm
- l'ONP
- l'ONSS
- l'ONSSAPL
- l'ONVA
- Smals
- l'OSSOM
- le SPF Sécurité Sociale
- le SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale

2. Nombre de réunions

Au cours du second semestre 2010, le groupe de travail « Extranet » s'est réuni à deux reprises.

3. Thèmes traités

Teleworking - VPN

Une procédure d'alerte par SMS a été implémentée pour prévenir les utilisateurs de perturbations, ou interventions planifiées.

Des mises à niveau techniques sont nécessaires pour suivre les évolutions technologiques. Le groupe de travail est tenu informé des besoins et des plannings proposés.

Sécurité et Mobilité

Le service Blackberry mis en place à petite échelle sur l'extranet a été configuré pour être étendu aux institutions membres de l'extranet.

Streaming video

Des mesures particulières ont été prises pour suivre le comportement des équipements et du réseau lors des grands événements sportifs de l'été, et, en cas de besoin, prendre des actions nécessaires pour prévenir une saturation des connexions. Aucun problème n'a été signalé.

Adressage ip (IPv6)

Des scénarios de mise en service du protocole IPv6 ont été présentés aux institutions. Le sujet devra être approfondi en 2011.

Téléphonie

Le projet pilote destiné à valider la solution proposée est terminé chez Smals. Le projet a démarré dans les premières institutions candidates.

Echange de fichiers

La nouvelle solution sécurisée d'échange de fichiers n'a pas encore pu être implémentée sur l'extranet comme prévu. L'analyse des cas d'utilisation et la définition des spécifications de la configuration nécessaire sont toujours en cours.

Nouveaux partenaires

Les négociations sont en cours pour connecter à l'extranet de la sécurité sociale les opérateurs WIN et Télénet.

4. Actions prévues au premier trimestre 2011

Implémentation de la nouvelle solution de transfert sécurisé de fichier via internet.

Poursuite du déploiement du service de téléphonie IP vers les institutions candidates.

Démarrage du scénario de mise en œuvre du protocole IPv6 au sein de l'Extranet.

Généralisation du doublement géographique des connexions à l'extranet, avec solution de basculement automatisé.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux du groupe de travail « Portail informatif de la sécurité sociale »

1. Composition du groupe de travail

- BCSS
- CAAMI
- Chancellerie
- CSPM
- FAT
- FMP
- INAMI
- INASTI
- ONAFTS
- ONEm
- ONP
- ONSS
- ONVA
- OSSOM
- SdPSP
- SIGeDIS
- Smals
- SPF ETCS
- SPP Intégration sociale
- SPF Sécurité sociale

2. Nombre de réunions

Le groupe de travail « portail informatif de la sécurité sociale » est co-présidé par le SPF Sécurité sociale et la Banque Carrefour de la sécurité sociale, en collaboration étroite avec Smals.

Après une première réunion le 23 avril 2007, le groupe de travail s'est réuni chaque mois. En 2008, la fréquence des réunions est devenue bimestrielle et depuis la mise en production du nouveau portail informatif pour le citoyen en 2009, le groupe se réunit sur base trimestrielle. Les travaux ont aussi été ponctués par de nombreuses réunions bilatérales des groupes de travail rédactionnels chargés d'alimenter le contenu informatif du portail.

En avril 2008, une cellule de coordination a été instituée, composée d'un représentant de la BCSS, du SPF Sécurité sociale et de Smals. Le GT Citoyen a chargé cette cellule de l'exécution et du suivi de la maintenance du portail par les institutions. Un mode de travail proactif a ainsi été instauré afin d'assurer la pérennité du portail.

Le groupe de travail rédactionnel spécifique concernant l'application « Leaving Belgium », dans le cadre du volet international du portail, qui avait été créé mi-mars 2008 et qui avait cessé ses activités en avril 2010, sera réactivé en 2011 en vue de la réalisation de l'application « Coming to Belgium ».

3. Réalisations 2010

Les principales réalisations de 2010 sont énumérées ci-après. Une distinction est opérée entre le volet informatif du portail et le volet comprenant les applications.

- Volet informatif:
 - Mise à jour et adaptation régulières du contenu:

- les mises à jour du portail sont effectuées en trois phases:
 - introduction de la modification dans le CMS open source Hippo par l'institution de sécurité sociale responsable du texte modifié;
 - validation formelle par Smals;
 - publication;
 - ajout du thème « crédit-temps et interruption de carrière »;
 - indexations et autres majorations des allocations sociales: en novembre un contrôle de l'actualité des montants mentionnés a été effectué;
 - le SPF Sécurité sociale s'engage à résumer régulièrement dans un tableau les modifications législatives intervenues dans la sécurité sociale;
 - coordination avec la Chancellerie en ce qui concerne la répartition des informations sur www.belgium.be et le portail (e.a. via Comnetportal).
- Activités des institutions de sécurité sociale sur le portail:
 - via la détection de liens morts les institutions ont été incitées à apporter des modifications;
 - activités HIPPO: rapports réguliers sur le nombre de fiches actualisées et le nombre de nouvelles fiches introduites par l'institution;
 - multi-site: grâce à ce système, les modifications au contenu du portail sont effectuées de manière plus simple et plus efficace. Actuellement, l'ONEm a recours à ce système.
 - Rapports sur les consultations et établissement de statistiques d'utilisation (à l'aide de Webmetrics et Publidoc) et adaptation du portail au besoin:
 - établissement mensuel de statistiques d'utilisation et de performance par Smals;
 - flux de visiteurs: en 2010, la partie du portail informatif de la sécurité sociale destinée au citoyen a été consultée au total 918.428 fois, avec en moyenne 2.500 consultations par jour, ce qui représente une augmentation de 13 % par rapport à l'année 2009. La moyenne du nombre de pages consultées par jour en 2010 était supérieure à 14.000 (+ 20 % par rapport à 2009), ce qui revient à une moyenne de 5,6 pages consultées par visite (+ 6 % par rapport à 2009);
 - définition d'indicateurs pour le suivi de l'évolution du portail et établissement de statistiques y afférentes à publier et à diffuser mensuellement.
 - News:
 - introduction d'une nouvelle procédure et d'un nouveau workflow: en 2010, le CMS Documentum pour la publication des « news » a été remplacé par le CMS Hippo. Ainsi, toutes les institutions de sécurité sociale peuvent maintenant introduire des « news ». Auparavant il fallait nécessairement passer par le SPF Sécurité sociale;
 - afin d'améliorer l'attractivité du portail, le mode de présentation des news sur le site a été optimisé;
 - la publication des news a été dynamisée grâce au suivi des sites web des diverses institutions.

- **Accessibilité:**
 - réalisation de modifications dans HIPPO en vue d'obtenir le label AnySurfer conformément aux nouvelles normes. Les modifications nécessaires ont été effectuées pour la partie citoyen, tandis que pour la partie employeurs et indépendants les efforts en la matière seront poursuivis en 2011.

- **Le volet international:**
 - développement de la nouvelle application «Leaving Belgium»:
 - formation des rédacteurs à l'utilisation de Hippo;
 - 174 fiches ont été créées dans le CMS Hippo avec des templates spécifiques à «Leaving Belgium». Ces fiches sont accessibles à travers un moteur de recherche basé sur 4 critères de recherche: la nationalité, le pays de destination, le statut, les allocations sociales ou le thème d'information. Chaque fiche présente une sous-structure propre en fonction de ses paramètres juridiques spécifiques et peut porter sur un ou plusieurs pays;
 - le 22 avril 2010, la nouvelle application «Leaving Belgium» a été mise en production (https://www.socialsecurity.be/CMS/nl/leaving_belgium/index.html); le groupe-cible de cette application sont les citoyens qui souhaitent s'établir à l'étranger;
 - promotion pour le lancement de «Leaving Belgium» à travers une campagne d'information sous la houlette du SPF Sécurité sociale;
 - depuis sa mise en production en 2010, «Leaving Belgium» a au total été consulté 7.355 fois (en moyenne 29 fois par jour) et 30.420 recherches ont été effectuées (120 par jour);
 - mise à jour de «Leaving Belgium» après la mise en production:
 - respect du Règlement (CEE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à la coordination des systèmes de sécurité sociale, entré en vigueur le 1er mai 2010;
 - respect de l'entrée en vigueur de la convention avec le Québec le 1er novembre;
 - ajout du thème «vacances et pécule de vacances»;
 - ajout de fiches par l'OSSOM;
 - analyse de l'opportunité du développement de la nouvelle application «Coming to Belgium», des ressources et du budget y liés;
 - élaboration d'un plan d'actions pour la réalisation de «Coming to Belgium».

- Applications on-line:

Les nouveaux services on-line suivants ont été mis en production pour le citoyen:

- «Mon dossier de chômage» renvoie à l'application de l'organisme de paiement sélectionné et offre accès au dossier de chômage pour le citoyen qui s'est identifié au moyen de sa carte d'identité électronique. Des questions telles que « quelle est l'état d'avancement de ma demande d'allocations ? », « quelle est la date de paiement des allocations auxquelles j'ai droit ? » ou « quel est le

montant des allocations auxquelles j'ai droit » trouvent immédiatement une réponse à l'écran;

- à l'aide de l'application «MyPension», les salariés ou anciens salariés peuvent suivre on-line leur dossier de pension auprès de l'Office national des pensions;
- à l'aide de «Handiweb» une personne handicapée peut consulter on-line son dossier auprès de la DG Personnes handicapées.

Le nombre de services on-line pour les citoyens s'élève ainsi à 12. Ces services permettent aux citoyens de consulter leurs dossiers ou d'effectuer des simulations.

4. Perspectives pour 2011

Le groupe de travail poursuivra ses activités sur base trimestrielle. Outre les objectifs permanents, les aspects suivants seront abordés en 2011:

- la poursuite des travaux en vue d'obtenir le label AnySurfer pour la partie dédiée aux professionnels;
- le soutien des institutions qui ont fait part de leur intérêt pour le système multi-site;
- poursuite de l'amélioration du moteur de recherche sur le portail;
- précision des indicateurs qui doivent permettre de mesurer l'évolution du portail;
- une analyse ciblée d'une orientation vers Web 2.0;
- une révision du mode de présentation de la page d'accueil;
- une amélioration des rapports aux institutions, notamment grâce à une étude de faisabilité quant à une lettre d'information trimestrielle;
- ajout du thème «Emploi» sur le portail;
- création de la nouvelle application «Coming to Belgium» dans le volet international du portail;
- mise en production des nouvelles applications suivantes:
 - «demande électronique de pension»: permettant aux citoyens d'introduire directement via internet leur demande de pension ou leur demande de garantie de revenus pour personnes âgées;
 - «Handiweb II»: permettant aux personnes handicapées de consulter des documents on-line et de les imprimer ainsi que d'introduire une demande on-line (p.ex. pour une allocation);
 - «Carte de travail»: permettant aux demandeurs d'emploi et aux chômeurs d'introduire une carte de travail on-line.

**Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail
« Relations informatiques », y compris le portail transactionnel de la
sécurité sociale et l'utilisation de la carte d'identité électronique**

1. Composition du groupe de travail

- BCSS
- CAAMI
- CAPAC
- CIMIRe
- CIN
- CSPM
- FAT
- FFE
- FSE
- FMP
- INAMI
- INASTI
- INTEROP
- VLAFO
- ONAFTS
- ONEm
- ONP
- ONSS
- ONSSAPL
- ONVA
- OSSOM
- SdPSP
- Smals
- SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale
- SPF Santé publique
- SPF Sécurité Sociale
- VDAB

2. Nombre de réunions

Le groupe de travail « Relations Informatiques » s'est réuni en session plénière à deux reprises.

3. Thèmes traités durant le second semestre de 2010

Portail (voir également le rapport relatif au groupe de travail « Portail informatif »)

Les points suivants ont été présentés au groupe de travail:

- présentation de l'architecture SOA@Smals chargée de gérer l'échange des services web entre le portail de la sécurité sociale et les institutions, dont la BCSS;
- présentation de l'application Handiweb de la Direction générale personnes handicapées du SPF sécurité sociale;
- présentation de l'application Interactivity de la Capac;
- présentation des nouveautés sur le site PortalInfo qui donne accès à la documentation et aux informations utiles pour les équipes de projet;
- présentation du projet de file transfert sécurisé via le protocole SFTP développé pour l'ONSS;
- présentation du projet Coming to Belgium;
- présentation d'une solution « légère » d'intégration d'applications au portail, où le portail n'effectue que les opérations d'authentification, d'autorisation et de loggings de sécurité.

Standards ouverts

FEDICT est venu présenter la manifestation ODF Plugfest qui a été organisée les 14 et 15 octobre 2010 à Bruxelles. Cette manifestation rassemblait les acteurs du marché ODF (vendeurs, utilisateurs,...) pour présenter les nouveautés et organiser des sessions de test d'interopérabilité. Les institutions intéressées ont été cordialement invitées à y participer.

Services web/Approche SOA

L'inventaire actualisé des web services a été communiqué aux participants.

Les principales nouveautés concernent:

- la consultation du Cadastre des pensions pour la DGPH;
- la consultation de la BCE (KBO-Publicsearch);
- la consultation des attestations CPAS;
- les enquêtes solvabilité pour le SPF Finances(Zacheus).

La BCSS a présenté le planning actualisé de la mise en production de sa plate-forme SOA, avec l'accent sur les impacts pour les institutions.

L'ensemble des institutions a été invité par la BCSS pour une réunion visant à expliquer le projet, constater les impacts et organiser les tests nécessaires.

La plupart ont mis en place leur connexion vers la nouvelle plateforme, et ont testé leurs applications. Ces tests se poursuivront dans les premiers mois de 2011.

Un problème technique au niveau de la haute disponibilité des bases de données a retardé le projet. La Banque Carrefour n'a pas voulu prendre le risque de migrer en masse ses applications dans un environnement dont le niveau de disponibilité ne correspond pas à ses attentes.

Les institutions sont tenues au courant de l'évolution de la situation.

Un scénario de migration a été soumis. Il sera adapté et finalisé en fonction des suggestions qui seront émises.

Les activités suivantes ont été réalisées:

- application de la nouvelle gouvernance SOA à des nouveaux projets au sein de la BCSS; cette gouvernance met en parallèle toutes les activités liées au déploiement d'un nouveau projet découpé en 5 phases avec les nouvelles fonctions SOA;
- finalisation des tests et mise en acceptation des développements permettant la migration des 9 formulaires les plus représentatifs de l'ensemble des formulaires; ces développements servent de modèle pour opérer la migration des 350 formulaires existants;
- finalisation des tests et mise en acceptation des composants nécessaires pour le traitement batch;

- tests et déploiement de la connexion à la plate-forme SOA pour INASTI, ONVA, FAT, ONP, CIN, ONSS, INAMI, ONAFTS, ONEM, SiGEDIS, CORVE, VMSW, SNCB et Registre national;
- poursuite de la migration de toutes les applications existantes de la BCSS vers la nouvelle plateforme SOA; quelque 350 formulaires existants sont ainsi migrés de manière semi-automatique par le personnel de la BCSS via les outils génériques mis au point par le prestataire de services; une trentaine d'applications ad hoc sont aussi converties par le personnel BCSS sans que les outils génériques ne puissent être utilisés; au 31 décembre 2010:
 - 82 % des formulaires ont été migrés;
 - 50 % des formulaires sont prêts à être exécutés en production sur la plate-forme SOA;
 - et 70% de la charge de travail estimée pour la conversion des applications a été accomplie;
- réalisation des tests avec tous les partenaires externes;
- mise en production des premiers nouveaux services web entièrement réalisés sur la plate-forme SOA;
- planification de la mise en production des applications migrées;
- poursuite des développements et des tests des applications liées à la modernisation des Registres de la BCSS;
- diffusion de la documentation des 4 nouveaux services web de consultation des registres BCSS modernisés;
- suivi des risques liés au projet, au niveau de l'affectation des ressources humaines et des performances;
- mise en production des composants de l'UAM des professionnels de la sécurité sociale sur la nouvelle infrastructure de la BCSS.

4. Perspectives pour le premier semestre 2011

- Pour ce qui est du portail, le groupe de travail assurera le suivi des projets de modernisation et des développements des nouvelles applications proposées par les institutions, ainsi que l'intégration de ces applications avec la plate-forme SOA sécurité sociale.
- Pour les autres thèmes, la priorité sera consacrée à la finalisation du projet de migration SOA et de modernisation des registres BCSS.

Des réunions ad-hoc, plénières et bilatérales, selon les besoins, seront organisées pour planifier et coordonner les actions dans la plus grande transparence.

Les institutions qui ne participent pas au groupe de travail seront tenues informées par courrier, et pourront également être invitées si nécessaire.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail de l'Workspace de la sécurité sociale

1. Composition du groupe de travail

Le groupe de travail «Workspace de la sécurité sociale» est composé des représentants des institutions suivantes:

- | | |
|----------|------------------------|
| - AIS | - ONEm |
| - AP | - ONP |
| - CIMIRe | - ONSS |
| - CIN | - ONSSAPL |
| - FAT | - OSSOM |
| - FMP | - ONVA |
| - INAMI | - Smals |
| - INASTI | - SPF ETCS |
| - ONAFTS | - SPF Sécurité sociale |

2. Nombre de réunions du groupe de travail au cours du deuxième semestre de 2010

Dans le cadre de la nouvelle plateforme commune, qui remplacera les plateformes actuelles eWorkspace et eCommunities, une enquête a été menée en décembre auprès des utilisateurs afin de connaître leurs besoins en ce qui concerne le moteur de recherche sur la nouvelle plateforme.

La concertation avec les clients est structurée de manière différente dans le cas des deux plateformes existantes. Le comité directeur a décidé de créer un seul organe de concertation avec les clients. Au sein de cet organe de concertation, les divers clients sont représentés par les institutions suivantes: le SPF Sécurité sociale, le SPF ETCS, l'ONSS, le SPP IS et le CGRA. La concertation avec les clients est organisée dans le courant de la semaine qui précède les réunions du comité directeur et a eu lieu les 7 septembre, 11 octobre et 14 décembre.

3. Points abordés et réalisations au cours du deuxième semestre de 2010

L'analyse et les développements en vue de la nouvelle plateforme ont été poursuivis. Afin d'assurer la qualité de l'environnement de test, la mise à disposition d'une version de test à l'attention de tiers a été reportée. Ce retard a inévitablement un impact sur l'ensemble du planning du projet: les migrations de l'eWorkspace et des eCommunities, les sessions d'information et les formations.

En novembre, toutes les institutions qui disposent de licences Livelink pour les plateformes actuelles ont été contactées afin de leur présenter le nouveau modèle de prix pour les frais de participation. D'une part, il n'est plus nécessaire, dans le cadre de beConnected, d'acheter des licences par utilisateur. D'autre part, un système de «tranches d'accès» permet de disposer de plus d'accès à un moindre coût (gestion de l'infrastructure technique, maintenance, helpdesk, ...). Outre l'avantage financier, ce modèle permet aux institutions de disposer d'une «réserve» d'accès, ce qui simplifie les démarches administratives à accomplir pour obtenir de nouveaux accès à beConnected. Le nouveau

modèle de prix entre en vigueur le 1er janvier 2011 et les frais de participation couvrent également l'accès à l'Workspace et aux eCommunities durant la période de transition vers beConnected pendant laquelle ces plateformes fonctionneront en parallèle.

Le 14 décembre, les coordinateurs, personnes de contact et personnes de test ont reçu accès à la première version de test de beConnected. Cette version comprend toutes les fonctionnalités de base de la plateforme et constitue donc la base qui sera complétée dans le futur avec des fonctionnalités supplémentaires.

- Légistique:

La migration du module eLeg vers la nouvelle plateforme et les formations y afférentes ont été préparées.

- eTeam:

La migration des eTeams existants vers la nouvelle plateforme a été préparée. Préalablement à la première vague de migration, qui aura lieu en février / mars, la concertation avec les différents coordinateurs a été entamée.

Outre les 6 eTeams permettant de faire évoluer l'Workspace de la sécurité sociale selon les règles, l'Workspace héberge les 59 eTeams suivants:

<u>eTeam</u>	<u>Mission</u>
eTeamACC-CGC	Soutenir les activités du Comité général de coordination de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.
eTeamAdmingen	Soutenir les travaux du Collège des institutions publiques de sécurité sociale.
eTeamATHENA	Soutenir le projet ATHENA.
eTeamBC-CG eHealth	Soutenir les activités du Comité de gestion eHealth.
eTeamBCCG-RVAONEM	Soutenir les travaux du Comité de gestion de l'ONEM: invitations aux réunions, envoi de documents, archivage de l'ensemble des pièces.
eTeamBCM ONEM RVA	Soutenir les activités relatives au Business Continuity Management de l'ONEM, de manière telle qu'il soit disponible partout, même en cas de calamités entraînant une indisponibilité du système informatique de l'ONEM.
eTeamBC-KSZ CG-BCSS	Soutenir les travaux du Comité de gestion de la BCSS.
eTeamBESTOV	Soutenir les travaux du groupe de travail chargé de préparer les contrats d'administration.
eTeamBETAX	Soutenir le groupe de travail chargé de mettre les données figurant sur l'avertissement ó extrait de rôle (Finances) à la disposition des institutions de sécurité sociale.
eTeamCadaf	Espace de travail du groupe de travail óCadafö pour la consultation du répertoire des allocations familiales de l'ONAFTS. Cet espace de travail comprend aussi les

	documents relatifs aux travaux du groupe de travail « Enfants handicapés ».
eTeamChapter4	Soutenir le projet relatif à la simplification et à l'informatisation du chapitre 4 médicaments.
eTeamCOMPLAN	Soutenir la Commission « Plans d'Entreprise », créée par l'AR du 29 juin 2009. Cette commission a pour mission d'examiner et de prendre une décision sur les plans d'entreprise rédigés en application de la loi du 19 juin 2009 <i>portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise</i> .
eTeamCoordinHR	Mise à disposition d'une coordination des textes réglementaires spécifiques aux parastataux sociaux, lieu d'échange de connaissance et d'interprétation de la réglementation.
eTeamcoord-leg	Créer un lieu d'échange d'informations et de concertation entre les coordinateurs eLeg des institutions participantes; notamment pour l'élaboration de directives pour les utilisateurs, l'identification et le suivi de problèmes, l'élaboration de propositions d'amélioration, la gestion de l'arborescence.
eTeamCotSpec	Soutenir le groupe de travail relatif à la cotisation spéciale de sécurité sociale.
eTeamCPASCOMREGPL	Favoriser la mise sur pied d'échanges automatisés entre les CPAS et les institutions des entités fédérées.
eTeamDmfInstr	Rédiger les instructions administratives pour la DMFA et les DRS et les mettre à jour. Réfléchir aux problèmes de contenu relatifs à la DMFA, faire des propositions et fournir des solutions.
eTeam eCarmed	Plateforme collaborative pour le projet eCARMED. Ce projet consiste à la mise en œuvre d'une carte médicale, permettant le partage d'information entre les différents intervenants et le traitement des factures de soins de santé pour les personnes prises en charge par un CPAS.
eTeam eHealth	Soutenir les activités dans le cadre de eHealth.
eTeam eHealth_ASG	Soutenir l'Authentic Source Groupe relatif à la plateforme eHealth.
eTeam eHealth platform-G19	Soutenir les divers projets relatifs à la plateforme eHealth.
eTeam ePV	Soutenir le projet visant à instaurer un procès-verbal électronique de constat des infractions.
eTeamExtranet	Créer un lieu d'échange d'informations et de concertation entre les responsables de la gestion de l'extranet.
eTeamFigures	Mise à la disposition des différentes institutions de sécurité sociale de statistiques et rapports quotidiens relatifs à la DmfA.

eTeamFIN_SZ	Développer un flux de données réciproque automatique entre le SPF Finances et les institutions de sécurité sociale.
eTeamFluxDIMONA	Soutenir les échanges de données entre les banques de données DIMONA et le fichier du personnel de l'ONSS et de l'ONSSAPL et les institutions (de sécurité sociale) connectées au réseau de la sécurité sociale.
eTeamFluxDmfA_PPL	Soutenir les échanges de données entre les banques de données DmfA/DmfAPPL et les institutions (de sécurité sociale) connectées au réseau de la sécurité sociale.
eTeamFluxWGrep	Soutenir les échanges de données entre le répertoire des employeurs de l'ONSS et de l'ONSSAPL et les institutions connectées au réseau de la sécurité sociale.
eTeamFO_JOB	Soutenir le projet Front Office Mesures de mise au travail qui prévoit une application web permettant d'obtenir un aperçu des mesures régionales et fédérales favorisant l'emploi.
eTeamForumCOM	Promouvoir les échanges entre les communicateurs qui sont actifs au sein du secteur de la sécurité sociale et simplifier la gestion des projets de communication communs.
eTeamGT-Informatica	Soutenir le groupe de travail Relations informatiques.
eTeamHandiChild	Soutenir le projet d'échange de données relatives aux enfants handicapés.
eTeamHVW-CAPAC-IA	Soutenir le projet Interactivity (IA).
eTeamImmob	Soutenir les échanges de données en matière de biens immobiliers afin de faciliter les décisions relatives à l'octroi d'allocations et le recouvrement des cotisations sociales.
eTeamInternational	Soutenir les projets dans le cadre de l'échange européen de données.
eTeamIssuesSmals-BCSS	Soutenir le suivi des <i>issues</i> dans lesquelles Smals et la BCSS sont impliquées.
eTeamIS-Archive	Promouvoir la sécurité au sein du réseau de la BCSS dans le cadre de la stratégie présentée dans le document « Information Security Management System », par le développement et la soumission pour approbation au groupe de travail Sécurité de l'information de stratégies liées à l'archivage.
eTeamIS-Audit	Promouvoir la sécurité au sein du réseau de la BCSS dans le cadre de la stratégie présentée dans le document « Information Security Management System ». Cet eTeam va permettre de mettre en commun au sein de la Sécurité Sociales, les différentes expériences liées aux audits de sécurités.

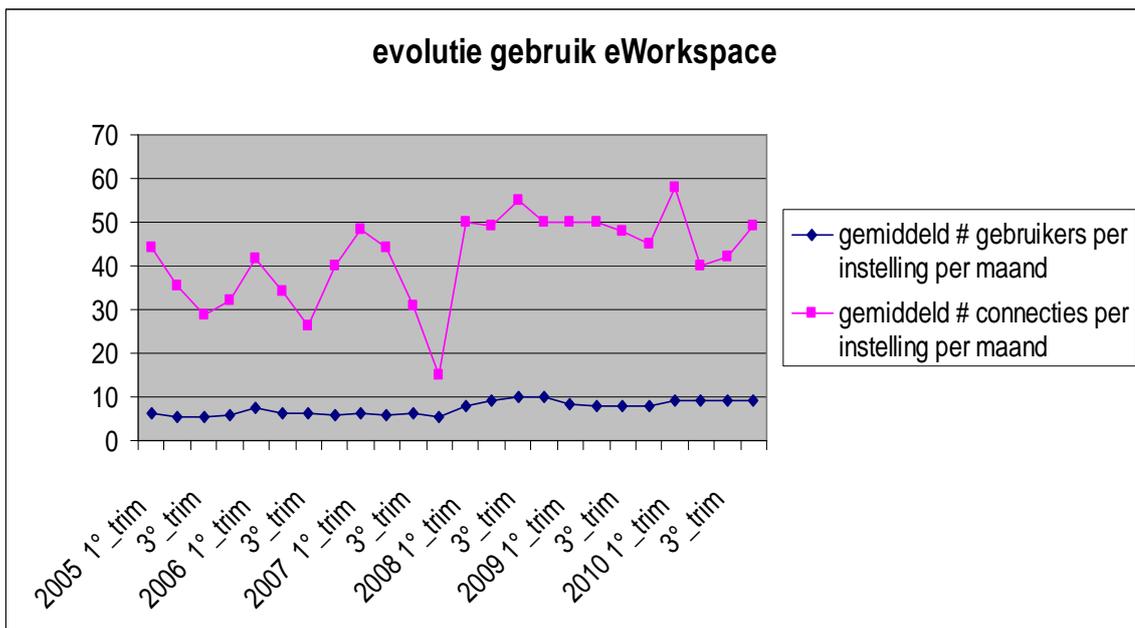
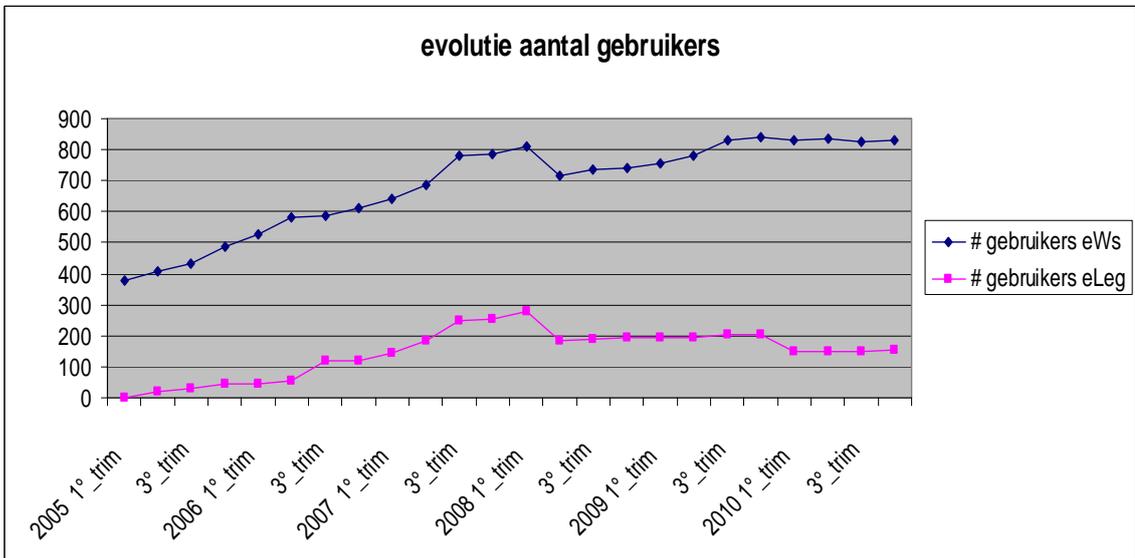
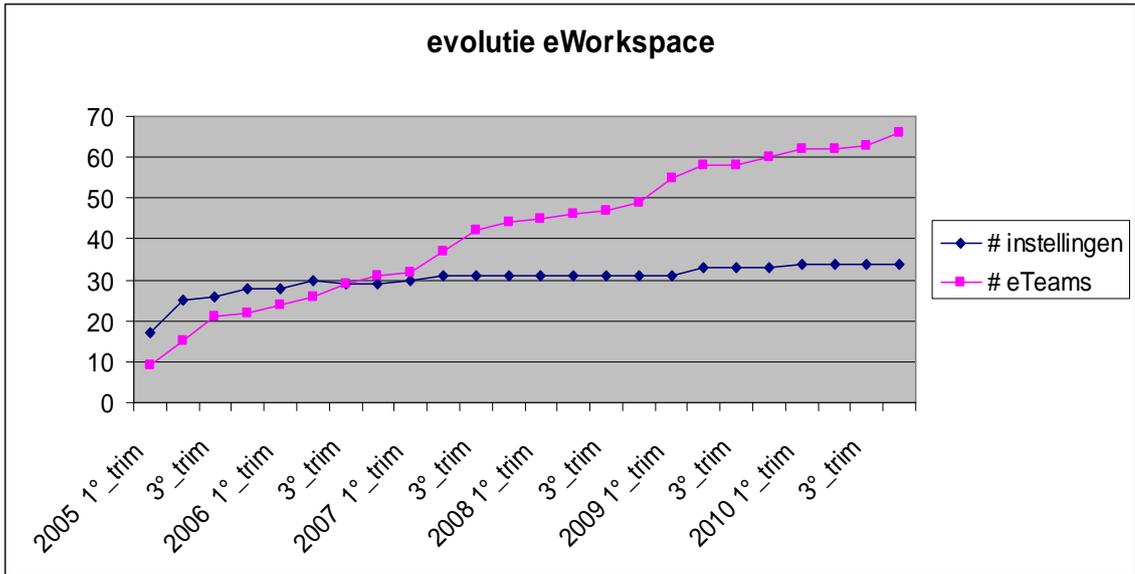
eTeamIS-Policy	Promouvoir la sécurité au sein du réseau de la BCSS dans le cadre de la stratégie présentée dans le document « Information Security Management System », par le développement et la soumission pour approbation au groupe de travail Sécurité de l'information de polices basés sur la famille des normes ISO 27000.
eTeamLeavingBelg	Disposer d'un espace de collaboration et d'échange pour faciliter la mise à jour de la partie « Leaving Belgium » du portail de la sécurité sociale.
eTeamMassUpdPPO	Soutenir l'échange de données entre l'ONSSAPL et les collaborateurs Smals concernant l'exécution des mises à jour.
eTeamMODREP	Soutenir le projet de modernisation du répertoire des employeurs.
eTeamNEW DIMONA	Soutenir les échanges d'information entre Smals, l'ONSS, l'ONSSAPL et la BCSS dans le cadre du projet de re-engineering de DIMONA.
eTeamNoVo	Soutenir le groupe de travail chargé du déménagement du SPF Sécurité sociale.
eTeamOCMW-CPAS	Espace d'échange de documents relatifs aux projets avec les CPAS.
eTeamPaymMand	Soutenir le groupe de travail chargé des échanges de données relatives aux pensions des travailleurs indépendants.
eTeamPortInfocity	Promouvoir les échanges entre les responsables du portail de la sécurité sociale, plus précisément le volet « information pour le citoyen »
eTeamRestructurations	Soutenir le projet « Entreprise en restructuration », qui prévoit un canal d'accès unique, par le biais d'un site portail, pour tout ce qui concerne la restructuration des entreprises.
eTeamSGT	Groupe de travail chargé d'organiser l'espace de travail eTeam (validation projet des templates, arborescence, métadonnées, ...).
eTeamSigedisSmals	Mise à disposition de l'ensemble des partenaires concernés des différents documents relatifs aux différents groupes de travail.
eTeamSISeID	Soutenir le groupe de travail chargé des applications relatives à l'utilisation de la carte d'identité électronique et de la carte SIS.
eTeamSOAforCBSS	Publication de la documentation technique relative au projet SOA mené par la BCSS et IBM.
eTeamStat_KSZBCSS	Mettre les tableaux de bord de la BCSS à la disposition des professionnels du secteur social et prévoir une plateforme commune pour l'échange de problèmes et de questions.
eTeamTECHFORM	Espace de concertation et de fourniture d'avis au

	Comité de gestion de l'ONEM concernant des projets de formulaires de chômage nouveaux ou modifiés.
eTeamUAM	Créer un espace de collaboration entre tous les acteurs concernés par le User Access Management, avec la BCSS et Smals ainsi que les autres partenaires concernés par ce projet stratégique.
eTeamUserman	Soutenir le groupe de travail relatif au « Multisite User management ».
eTeamusers-eleg	Lieu d'échange d'informations et de concertation entre les utilisateurs eLeg des institutions participantes.
eTeamVC-CS	Prévoir un système d'information cohérent pour les conseillers en sécurité et une plate-forme commune pour l'échange d'expériences et de connaissances.
eTeam4eVoie	Soutenir le groupe de travail constitué des notaires et des huissiers dans le cadre du recouvrement des cotisations sociales.

A l'heure actuelle, il existe un seul eTeam dont les membres appartiennent tous à une seule et même institution:

<u>eTeam</u>	<u>Mission</u>
eTeamCOMINTERN	Promouvoir les échanges entre les communicateurs qui sont actifs au sein du SPF Sécurité sociale.

- Statistiques de l'eWorkspace:



4. Objectifs pour le premier semestre de 2011

- Améliorer et poursuivre le développement des fonctionnalités manquantes sur la nouvelle plateforme. Le matériel de formation et les formations seront élaborés en collaboration avec le SPF P&O et Smals.
- La mise en ligne de la nouvelle plateforme de collaboration dans le courant du mois de février.
- L'exécution de la migration de l'eWorkspace vers beConnected à partir de mi-février. Tous les documents stockés sur la plateforme actuelle seront alors progressivement transférés vers la nouvelle plateforme. Soutenir la migration des eTeams et des projets eLeg existants vers la nouvelle plateforme, en collaboration avec les coordinateurs concernés.
- Poursuite de l'exécution du plan de communication et de la campagne de marketing.
- Soutenir les demandes de nouveaux espaces de collaboration sur la nouvelle plateforme.

Rapport sur l'état d'avancement des groupes de travail chargés des échanges de services entre les institutions de sécurité sociale et le SPF Finances

Il est à noter qu'il n'y a pas au sein du Comité général de coordination un groupe de travail unique au sein duquel sont traités tous les aspects cités ci-après. Étant donné la diversité des thématiques abordées et les différentes institutions concernées, les groupes de travail qui pilotent le développement des projets sont bilatéraux et toujours placés sous la coordination de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

Afin de donner une image complète, l'état d'avancement de tous les projets est présenté brièvement ci-après. Ces projets sont répertoriés en trois rubriques:

- les services nécessaires à la bonne réalisation des missions des institutions de sécurité sociale;
- les services nécessaires à la bonne réalisation des missions du SPF Finances;
- les services en matière de lutte contre la fraude.

1. Services nécessaires à la bonne réalisation des missions des institutions de sécurité sociale

- Taxi-AS (précédemment Betax):
 - la banque de données Taxi-AS du SPF Finances comprend toutes les données figurant sur l'avertissement - extrait de rôle; le chargement des revenus 2007 a été opéré dans la banque de données dans le courant du premier semestre 2009; les codes IPCAL correspondant à la structure de la déclaration d'impôts relative aux revenus 2007 ont été chargés dans le filtre de la BCSS; le chargement des revenus 2008 et des codes IPCAL correspondant à la structure de la déclaration d'impôts a été opéré dans le courant du premier semestre 2010; le chargement des codes IPCAL relatifs aux revenus 2009 a été préparé dans le courant du deuxième semestre 2010;
 - mise en production du système générique permettant de garantir que les institutions de sécurité sociale puissent uniquement obtenir, via la BCSS, les données pour lesquelles elles disposent d'une autorisation du Comité sectoriel pour l'autorité fédérale via une gestion sélective des codes IPCAL;
 - les autorisations pour accéder à la banque de données Taxi-AS ont été accordées par le Comité sectoriel pour l'autorité fédérale aux institutions suivantes, pour autant que des pré-requis réglementaires et relatifs à la sécurité soient atteints:
 - le SPF Sécurité sociale ó la DG Personnes handicapées et la DG Politique sociale;
 - l'INAMI ó le Service du contrôle administratif;
 - les CPAS via le SPF Intégration sociale (la première autorisation porte sur les dossiers allocation de chauffage et la deuxième autorisation porte sur l'enquête sociale par les CPAS et sur un recouvrement éventuel);

- l'ONEm;
 - la BCSS dans le cadre des réductions forfaitaires du gaz et de l'électricité;
 - l'ONP;
 - une décision est intervenue pour l'accès des mutualités à Taxi-AS dans le cadre de l'application du statut Omnio, mais les contraintes y imposées ne permettent pas la mise en production du service;
 - les accès dans le chef des institutions de sécurité sociale suivantes ont été mis en production et sont maintenus au fur et à mesure de l'évolution de la codification IPCAL:
 - le SPF Sécurité sociale et la DG Personnes handicapées;
 - le SPF Sécurité sociale pour l'allocation pour l'aide aux personnes âgées;
 - l'INAMI et le Service du contrôle administratif;
 - les CPAS via le SPP Intégration sociale en ce qui concerne l'allocation de chauffage;
 - la BCSS dans le cadre des réductions forfaitaires du gaz et de l'électricité;
 - l'ONP pour les dossiers revenu garanti aux personnes âgées et garantie de revenus aux personnes âgées;
 - les analyses ont été menées en vue de l'octroi de l'accès à Taxi-AS dans le chef de l'ONEm, de la DG Politique sociale et des CPAS (dans le cadre de l'enquête sociale); le SPF Finances n'a pas encore donné son accord quant à une consultation en ligne pendant les heures de travail pour l'ONEm et les CPAS; les sets de codes IPCAL pour ces institutions n'ont pas encore été définis définitivement par le SPF Finances;
 - les acteurs suivants ont également demandé accès à la consultation TAXI-AS: l'IBPT, CORVE, *Kind en Gezin*, le *Vlaams Woningfonds van de Grote Gezinnen* et l'INASTI; une concertation a été demandée au SPF Finances en vue d'une discussion de ces demandes;
 - les demandes d'accès provenant de Easi-Wal et de la Région de Bruxelles-Capitale doivent encore être précisées par les institutions concernées;
- Cadnet - revenus immobiliers:
- la banque de données Cadnet du SPF Finances comprend par personne physique et morale les données de leur patrimoine immobilier (e.a. identification, nature du bien, revenu cadastral, étendue du droit et historique des transactions opérées);
 - les autorisations pour accéder à Cadnet ont été accordées par le Comité sectoriel de la sécurité sociale à l'ONSS, à l'ONP, au SPF Sécurité sociale et au SPP Intégration sociale; la demande de l'INASTI sera introduite sous peu;
 - mise en production du service web spécifique développé pour l'ONP et mise en production de la version 2 du service web développé pour l'ONSS;
 - une analyse a été démarrée en vue de l'accès à Cadnet dans le chef du SPP Intégration sociale et de l'INASTI; une étude de faisabilité doit encore être réalisée pour l'INAMI;
 - la demande des acteurs en dehors du réseau de la BCSS (le *Vlaams Woningfonds*) pour accéder à Cadnet à l'intervention de la BCSS n'a jusqu'à présent pas encore reçu l'accord définitif du SPF Finances;

- poursuite de l'intégration des développements dans le cadre du projet SOA;
- Indemnités aux victimes de guerre pour le SPF Sécurité sociale:
 - l'autorisation a été accordée par le Comité sectoriel pour l'autorité fédérale;
 - la solution technique concernant le transfert des fichiers a été implémentée; un fichier de test a été traité par la BCSS le 19 mars 2010 et a été envoyé au SPF Finances (SCDF); les réponses obtenues ont été traitées par le SPF Sécurité sociale; suite à ceci, plusieurs questions supplémentaires, dont on attend encore la réponse, ont été posées au SCDF; des tests complémentaires ont été effectués; ce flux de données a été mis en production au cours du mois d'octobre 2010.

2. Services nécessaires à la bonne réalisation des missions du SPF Finances

- Mise à jour des créances instituées par le SPF Finances auprès de l'ONVA:
 - l'autorisation a été accordée par le Comité sectoriel pour l'autorité fédérale;
 - les tests techniques d'échanges ont été clôturés positivement;
 - un test fonctionnel de masse destiné à vérifier le temps de traitement des dossiers envoyés par l'ONVA ou le SPF Finances a été réalisé avec succès;
 - le premier fichier de production a été traité et les réponses du SPF Finances ont été envoyées à l'ONVA le 11 mars 2010; la mise à jour annuelle des soldes débiteurs du SPF Finances a été réalisée avec succès par l'ONVA sur la base de ce premier fichier de production;
- Recouvrement fiscal et non fiscal:
 - l'accès du SPF Finances aux fichiers de la sécurité sociale a été autorisé par le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé pour les finalités de recouvrement fiscal et non fiscal (Service des créances alimentaires);
 - dans un premier temps, il est prévu que le SPF Finances ait accès aux services déjà disponibles, à savoir le répertoire des employeurs, le fichier du personnel et la DMFA auprès de l'ONSS/ONSSAPL, le pécule de vacances auprès de l'ONVA ainsi que les attestations relatives aux personnes qui disposent d'un taux d'incapacité de 66 % auprès du SPF Sécurité sociale, du secteur soins de santé, du secteur des accidents du travail et du secteur des maladies professionnelles;
 - l'analyse business effectuée par la BCSS a été adaptée compte tenu des souhaits formulés par le SPF Finances;
 - le design technique a été clôturé et le développement d'un service intégré permettant la consultation par le SPF Finances des données provenant de la DmfA, du répertoire des employeurs, du fichier du personnel et des pécules de vacances a été réalisé;
 - le SPF Finances a commencé à tester ce service intégré; les données de test supplémentaires demandées par le SPF Finances ont été mises à disposition par les organismes fournisseurs (ONSS/ONSSAPL et ONVA) après l'intervention de la BCSS;
 - ce service intégré a été mis en production à la BCSS en date du 22 novembre 2010; l'évaluation de sa mise en production auprès du SPF Finances est attendue;
- Communication au SPF Finances des personnes en incapacité de travail de plus de 66 %:

- poursuite de la communication de fichiers provenant des secteurs suivants: soins de santé et indemnités, accidents du travail, maladies professionnelles, personnes handicapées;
- une analyse des possibilités d'amélioration de l'utilisation effective de ces données au sein du SPF Finances dans le cadre de l'impôt des personnes physiques est en cours de réalisation auprès du SPF Finances.

3. Services nécessaires au plan de lutte anti-fraude fiscale et sociale

- participation active au Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale et promotion du modèle des intégrateurs de services coopérant selon le principe des cercles de confiance;
- suivi des projets 53 et 54 du plan permettant au SPF Finances, au SPF Justice, à l'Auditorat du travail, au SPF Economie, à la Cellule de traitement des informations financières et à l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation d'accéder aux Registres BCSS ainsi qu'aux données pertinentes des banques de données sociales selon les autorisations à donner par le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé;
- mise en production des projets 15 et 17 du plan supportant les échanges de données à caractère personnel et à caractère statistique entre le SPF Finances et le secteur social (secteur du chômage, OASIS, Dimona et DmfA) concernant les secteurs d'activité transport routier et nettoyage industriel;
- collaboration à la réalisation d'un projet d'échanges de services entre l'ONEm et le SPF Finances relatif aux entreprises de titres-services; une étude de faisabilité a été effectuée; des autorisations ont été accordées par le Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale et le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé; un PID (Project Initiation Document) a été établi mais doit encore faire l'objet d'une validation par les institutions concernées;
- concertation entre l'ONSS et le SPF Finances en vue d'un échange de services relatif aux travailleurs frontaliers du régime ouvrier; un accord est intervenu en ce qui concerne le contenu du flux de données; la description précise des données à transmettre a été transmise au SPF Finances de sorte qu'il puisse procéder à la préparation d'une demande d'autorisation;
- concertation entre l'ONSS et le SPF Finances a été entamée en vue d'un échange de données du cadastre Limosa dans le cadre du projet « Portage Salarial » (une règle par laquelle les indépendants de fait peuvent se présenter comme salariés);
- nouvelle demande du SPF Finances en vue de l'obtention de données relatives aux dettes à l'égard de l'ONSS dans le cadre de la détection d'une éventuelle faillite imminente; une date concrète pour la concertation avec l'ONSS doit encore être fixée;
- projet « 4^{ème} voie »:
 - 1600 études de notaire, 350 études d'huissiers de justice, 14 Comités d'acquisition (SPF Finances) et 28 bureaux de recettes domaniales (SPF Finances) utilisent les services web mis à disposition par la BCSS;
 - maintenance corrective et évolutive de ces web services;
 - l'adaptation des services en vue de leur intégration dans le Federal Service Bus de FEDICT est en production.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail Banque de données constitution pensions complémentaires

1. Composition du groupe de travail

- ASSURALIA
- Association belge des institutions de pension
- CBFA
- SPF Finances
- BCSS
- SIGEDIS

Chaque organisme délègue un même nombre de représentants.

Si cela s'avère nécessaire, des représentants des organisateurs (e.a. employeur, fonds de sécurité d'existence) seront également invités.

2. Nombre de réunions du groupe de travail

Le groupe de travail s'est réuni à cinq reprises dans sa forme plénière, dans le but de déterminer:

- le code unique pour l'identification du régime de pension;
- le contenu des données à communiquer;
- par donnée, la date à partir de laquelle elle doit être communiquée;
- le mode de traitement des données communiquées;
- la fréquence et le support de la communication de données;
- la procédure pour la communication de modifications de données.

3. Thèmes traités

Instructions techniques de déclaration

Les instructions de déclaration ont été approuvées par le Comité de gestion de la Banque Carrefour de la sécurité sociale au cours du premier trimestre de 2010. Les instructions portent sur le groupe de régimes le plus répandu, à savoir les engagements de pension et de solidarité tels que fixés par la LPC (régime des travailleurs salariés). Il est prévu un régime transitoire en vertu duquel les données prioritaires doivent être déclarées dès le démarrage de la banque de données (juillet 2011). La communication d'autres données ne sera rendue obligatoire qu'ultérieurement. Par ailleurs, il a été déterminé pour plusieurs données prioritaires que certaines modalités spécifiques pouvaient s'appliquer pendant une période déterminée (par exemple des conditions de forme moins restrictives).

L'examen des instructions de déclaration pour les autres régimes qui doivent être enregistrés dans la banque de données (notamment les régimes pour les travailleurs indépendants) sera poursuivi en 2011.

Extension du réseau de la sécurité sociale

Le réseau de la sécurité sociale a été élargi en 2004 aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter les régimes de pension complémentaires dans le régime des travailleurs salariés ; plusieurs articles de la loi organique de la Banque-carrefour leur ont donc été rendus applicables (notamment l'utilisation du numéro d'identification du Registre national ou du numéro d'identification attribué par la Banque Carrefour de la sécurité sociale, la désignation d'un conseiller en sécurité, la rédaction d'un plan de sécurité de l'information).

Le champ d'application de la banque de données instituée auprès de SIGeDIS est plus large que les régimes prévus dans le régime des travailleurs salariés. En concertation avec Assuralia et l'ABIP, l'arrêté royal du 15 octobre 2004 a été adapté ; le réseau est ainsi étendu aux organismes de pension et de solidarité chargés de tous les régimes de pension qui font partie du champ d'application de la banque de données (aussi les travailleurs indépendants).

Autorisation données légales Registre national et registres BCSS

Les demandes d'autorisation dans le chef des organismes de pension et de solidarité et de SIGeDIS en vue d'utiliser le numéro d'identification du Registre national et d'accéder à certaines données du Registre national et des registres BCSS, ont été approuvées, fin 2010, par le Comité sectoriel du Registre national et par le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé, section Sécurité sociale.

Par ces délibérations, les organismes de pension et de solidarité et SIGeDIS ont été autorisés à utiliser le numéro d'identification et à accéder à certaines données, dans le cadre de 3 finalités: l'obligation de déclaration à la nouvelle banque de données à créer, les obligations de communication en exécution de la LPC (régime des travailleurs salariés) et les obligations de communication en exécution de la LPCI (travailleurs indépendants).

Enrichissement préalable des banques de données des organismes de pension et de solidarité avec la clé d'identification de l'organisateur et de la personne affiliée

Les déclarations à la banque de données ont trait à l'organisateur d'une pension complémentaire, à la personne affiliée ou au bénéficiaire et ultérieurement aussi au travailleur indépendant. Ces entités sont identifiées de manière unique par le numéro BCE (organisateur et travailleur indépendant) et par le numéro NISS (affilié et bénéficiaire).

Les organismes de pension et de solidarité ont fait savoir lors de la réunion plénière qu'ils ne disposaient pas de ces clés d'identification ; un enrichissement préalable de leurs banques de données s'avère donc nécessaire. Cet enrichissement préalable est aussi appelé 'preloadö.

Il ressort des réunions du groupe de travail que la récupération des numéros BCE est plus complexe que la récupération des NISS. Avec la Banque Carrefour des entreprises, il est examiné en priorité comment les numéros BCE peuvent être récupérés.

Campagne de communication

Des sessions d'information ont été organisées tant pour le circuit de déclaration que pour l'enrichissement préalable (preload). Les présentations et autres informations pertinentes ont été publiées sur le site web de la banque de données: www.db2p.be.

Démarrage de la banque de données

Le démarrage de la banque de données est prévu en juillet 2011. Afin de pouvoir déjà procéder en 2011 à des contrôles plus efficaces sur la retenue de 8,86% par l'ONSS(APL), les données relatives à l'année 2010 doivent être déclarées d'ici septembre 2011.

4. Objectifs pour les mois à venir

- Enrichissement préalable des banques de données des organismes de pension par le n° NISS de la personne affiliée/du bénéficiaire et le n° BCE de l'organisateur d'une pension complémentaire (preload);
- démarrage circuit de déclaration à la banque de données (batch + portail);
- développement de l'échange de données entre la banque de données et l'ONSS(APL) en vue du contrôle de la cotisation spéciale de 8,86%;
- mise au point scénarios échange de données entre la banque de données et la CBFA et le SPF Finances;
- rédaction et validation d'un glossaire et d'instructions techniques de déclaration pour les régimes de pensions complémentaires pour les travailleurs indépendants.

Rapport sur l'état d'avancement des travaux relatifs au groupe de travail « Relations internationales »

1. Composition du groupe de travail

- | | |
|----------|---------------------------|
| - AIS | - ONP |
| - CIN | - ONSS |
| - CSPM | - ONSSAPL |
| - FAT | - ONVA |
| - FMP | - OSSOM |
| - INAMI | - SdPSP |
| - INASTI | - SIGEDIS |
| - ONAFTS | - SPFSS |
| - ONEM | - Vlaamse Zorgverzekering |

2. Nombre de réunions au deuxième semestre 2010

Deux réunions ont eu lieu dans le courant du second semestre 2010, le 16 juin 2010 et le 29 septembre 2010. Le Groupe de Travail Relations Internationales est présidé par la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

3. Points abordés durant les réunions

Les discussions du groupe de travail ont été axées sur le suivi de l'entrée en vigueur du nouveau règlement de coordination des systèmes de sécurité sociale et de son règlement d'application au 1^{er} mai 2010 (EC 883/2004 et EC 987/2009). Les points de détails suivants ont été abordés.

Les nouveaux formulaires européens : Structured Electronic Documents (SED)

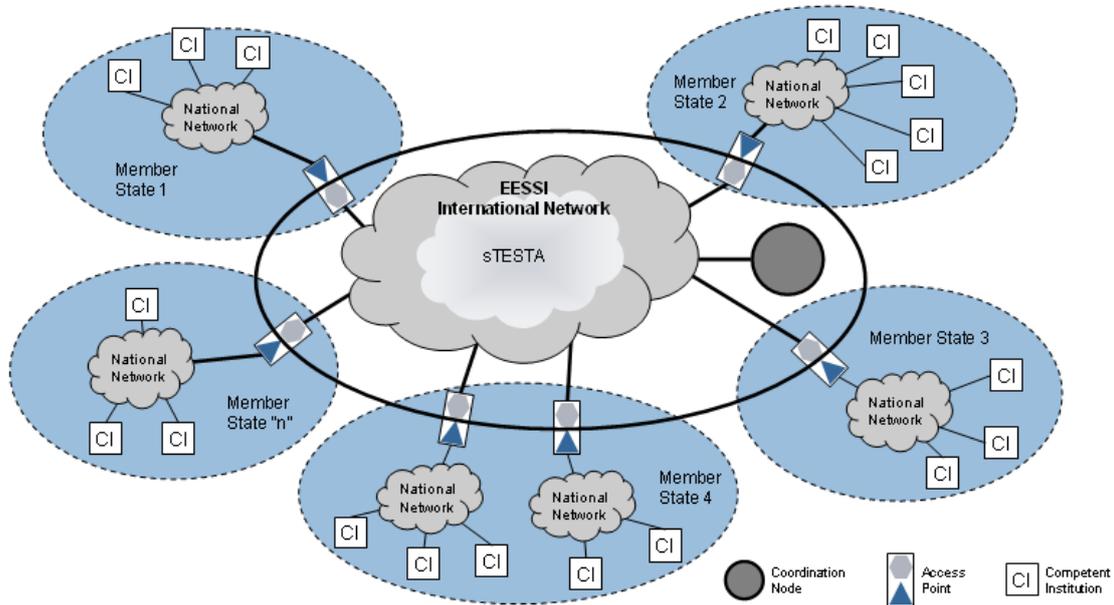
Afin de pouvoir mettre en œuvre les pratiques définies dans le règlement d'application 987/09, la CASSTM (Commission Administrative pour la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants) a défini un ensemble de flux permettant l'échange de données entre institutions de sécurité sociale, dans le cadre défini par le règlement de base.

Les nouveaux flux et formulaires ont été analysés en profondeur par des experts nationaux volontaires à l'élaboration de ces derniers. Suite à leurs diverses remarques, une version définitive de l'entièreté des formulaires a pu être validée en Commission Administrative les 5 et 6 octobre 2010 (à une exception près).

Ces formulaires sont à présent disponibles dans tous les secteurs, pour toutes les institutions, dans une première version en anglais. Les traductions dans les différentes langues de l'Union Européenne sont en cours.

Le projet EESSI ó solutions d'accès pour les institutions

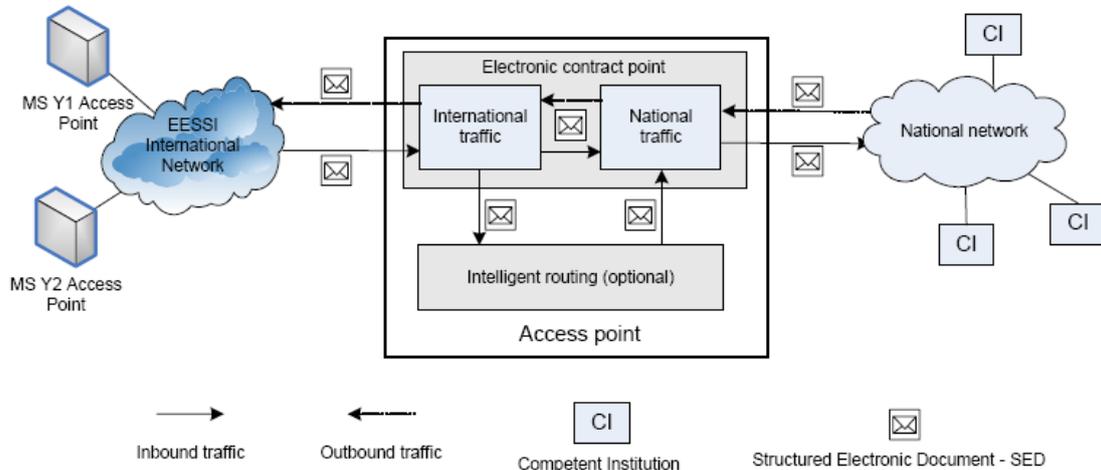
Le projet EESSI, indissociable du règlement 883/04, a pour objectif d'établir un réseau électronique d'échange européen de données de sécurité sociale, dans le cadre de l'application du règlement.



Le réseau EESSI sera constitué de deux types de domaines : un domaine international avec un réseau central, et un domaine national pour chaque Etat Membre (Member State ó MS).

Le domaine international EESSI est géré et maintenu par la Commission Européenne. Ce réseau d'échange électronique est spécifique aux besoins du projet d'échange de données de sécurité sociale en Europe. La connectivité physique (réseau informatique) est fournie par le réseau européen sécurisé TESTA.

Le domaine national est quant à lui géré par chaque Etat membre et lui est spécifique. Les institutions de cet Etat sont connectées au réseau international par des points d'accès (Access Points ó AP) au nombre de 5 maximum par Etat Membre. La BCSS a été désignée comme seul point d'accès pour toutes les institutions belges.



Les échanges qui ont lieu au niveau national restent au libre choix des administrations nationales. L'Access Point se voit donc confier la responsabilité de traduire le format de données utilisé au niveau international dans le format utilisé pour les communications avec les institutions nationales, mais aussi celui de vérifier la cohérence des échanges (à la fois en entrée et en sortie) par rapport aux spécifications des échanges internationaux. Enfin, l'Access Point a également la responsabilité de transmettre les messages reçus du réseau international aux institutions qui se trouvent dans son réseau. A cet effet, il a toute latitude d'implémenter un système de routage qui prend en considération la situation nationale en termes de compétences et de répartition des tâches.

4. Réalisations

- Grâce au Groupe de Travail, on peut faire appel aux experts des institutions compétentes pour participer à l'élaboration des formulaires européens. Ceci a permis d'accroître la sensibilisation des institutions aux futurs échanges qui se dérouleront dans le cadre d'EESSI.
- Le premier software du contractant de la Commission a pu être installé avec succès à la Banque Carrefour. Ce software permet d'obtenir une copie locale, mise à jour quotidiennement, du répertoire des institutions européennes. Ce répertoire sera utilisé dans le futur lors des échanges électroniques à des fins de routage et de sécurité dans le futur réseau EESSI.
- La réflexion sur les méthodes de connexion des institutions au Point d'Accès installé à la Banque Carrefour a été approfondie par la présentation théorique d'un cas d'échange de messages avec une institution étrangère. Ceci a permis de prendre conscience de l'évolution du protocole d'échange au sein du réseau EESSI.
- Le Groupe de Travail a permis de nommer 5 experts des institutions compétentes pour participer aux formations préliminaires organisées par la Commission Européenne et son contractant dans le courant des mois de novembre et décembre 2010. Un feedback de ce premier contact avec le projet EESSI sera réalisé pendant la prochaine réunion du groupe en janvier 2011.
- La Présidence belge de la Commission Technique a été assurée par la Banque Carrefour. Le point d'action principal de la Présidence pendant cette période a été d'encourager la mise en place d'un suivi des travaux effectués dans les Etats Membres pendant la période d'implémentation du projet. L'objectif de ce suivi sera d'effectuer un rapport objectif et détaillé des éventuels problèmes rencontrés par ceux-ci, afin d'y apporter les solutions nécessaires, tout en gardant un œil sur la faisabilité du respect des deadlines imposées par le règlement.

5. Perspectives

L'année 2011 devrait être celle de la concrétisation du projet EESSI. Les softwares seront disponibles pour les Points d'Accès et les institutions dans le courant du premier semestre 2011.

Dans un premier temps, il s'agira pour la Banque Carrefour de réceptionner et d'installer les implémentations de référence du projet EESSI. Elle devra ensuite étudier dans quelle mesure ces implémentations pourront être utilisées pour établir le Point d'Accès belge et de quelle manière elle pourra s'intégrer dans l'infrastructure existante.

En parallèle, les institutions devront, grâce aux spécifications des nouveaux flux et formulaires, adapter leurs procédures, et éventuellement leur infrastructure pour la production de ces nouveaux documents. Sur base de l'analyse de la BCSS des softwares du contractant, et des solutions définies, un plan de connexion sera défini pour chaque institution pour procéder à l'envoi de ces formulaires sur le réseau EESSI.

Enfin, dans le courant de l'année 2011 commenceront les premiers tests d'échanges de formulaire au niveau européen. La BCSS et les institutions pourront profiter de l'infrastructure de test mise en place au niveau de la Commission pour simuler les premiers envois vers le réseau européen, et pourront également effectuer des tests bilatéraux avec d'autres pays via cette infrastructure.

Rapport sur l'état d'avancement du groupe de travail l'Impact omnisectoriel: deuxième semestre 2010

1. Composition du groupe de travail

- OSSOM
- SPF Sécurité sociale
- FAT
- FMP
- CSPM
- CAPAC
- CAAMI
- BCSS
- INAMI
- ONVA
- ONAFTS
- INASTI
- ONSSAPL
- ONSS
- ONEM
- ONP
- SIGEDIS

2. But du groupe de travail

Le SPF Sécurité sociale a été invité par le Comité général de coordination de la Banque Carrefour de la sécurité sociale à créer un groupe de travail qui serait chargé d'étudier l'impact de l'augmentation des allocations dans certains secteurs de la sécurité sociale sur d'autres allocations de sécurité sociale.

Ce groupe de travail doit communiquer des informations utiles à ce sujet aux acteurs du secteur social, d'abord à ceux qui font partie du réseau primaire de la sécurité sociale et ensuite à ceux qui font partie d'un réseau plus large.

A cet égard, les informations utiles pourraient consister dans le fait que le groupe de travail:

- indique dans quels domaines politiques il y a lieu d'intervenir simultanément si l'on veut éviter les effets négatifs d'une mesure envisagée;
- quantifie les effets négatifs éventuels d'une exécution unilatérale d'une mesure déterminée.

3. Réalisations du deuxième semestre 2010

Le groupe de travail s'est réuni une seule fois en séance plénière le 29 juin 2010 et a examiné les principes généraux d'une approche future des travaux. En outre, il y a eu des contacts bilatéraux réguliers avec plusieurs institutions sur la manière d'obtenir les informations manquantes.

Le rapport complet de la réunion a été intégré dans la note intitulée "Groupe de travail relatif à l'impact omnisectoriel de l'augmentation des allocations de sécurité sociale: rapport de la réunion du 29 juin 2010 et template demandé pour réponse aux questions".

Le matériel d'inventaire déjà recueilli a également fait l'objet d'un examen. Aucune remarque n'a été formulée concernant le matériel proposé. Toutefois, il a été demandé au FMP, au FAT et à l'ONAFST de fournir les informations qui sont nécessaires afin de compléter le fichier. L'ONAFST a dans l'intervalle répondu à cette demande.

Ensuite, une nouvelle proposition a été examinée, en vue de la quantification de certains rapports. Les trois rapports sur lesquels il a été mis l'accent, concernent:

1. le statut de charge de famille en cas d'allocations AMI;
2. le statut de charge de famille en cas d'allocations de chômage;
3. les suppléments sociaux aux allocations familiales.

Plusieurs questions relatives à ces statuts ont été examinées avec des représentants de l'ONEM, de l'INAMI et de l'ONAFST. Ceux-ci ont demandé un template pour pouvoir répondre à ces questions de manière concrète. Le template a dans l'intervalle été défini et rempli pour les trois institutions précitées.

Le matériel transmis a été rassemblé dans un document intitulé "Groupe de travail impact sectoriel: quantification des statuts de charge de famille pour les chômeurs et personnes bénéficiant d'une allocation AMI et suppléments sociaux aux allocations familiales et supplément aux allocations familiales pour famille monoparentale".

En vue d'une meilleure quantification de certains rapports, un deuxième document a également été rédigé avec pour objet "Groupe de travail impact omnisectoriel: quantification de statuts simultanés sur la base de données du datawarehouse marché du travail et protection sociale".

Les documents en question ont été transmis aux membres du groupe de travail. Par ailleurs, des questions supplémentaires ont également été posées aux représentants du FMP, du FAT, de l'ONAFST, de l'INAMI et de la DG Personnes handicapées du SPF SS. La plupart des questions de l'INAMI ont dans l'intervalle été traitées.

Sur base du matériel d'inventaire recueilli et du matériel de quantification, il a été rédigé une note comprenant des conclusions provisoires. L'objet de cette note est le suivant: "Groupe de travail impact omnisectoriel: conclusions provisoires sur la base de matériel recueilli durant la première année". Cette note a été transmise à tous les membres du groupe de travail et il leur a été demandé de transmettre leurs remarques éventuelles.

4. Prévisions pour le premier semestre de 2011

- continuer à compléter le fichier de travail pour:

- indemnités maladie professionnelle (MP): le matériel est déjà partiellement complété sur la base de l'input du FMP mais l'exhaustivité doit encore être vérifiée. Le FMP a déjà été contacté en rapport avec cette question;
- indemnités accidents de travail (AT) sur la base de l'input du FAT. Le FAT a déjà été contacté en rapport avec cette question;

- données relatives au revenu d'intégration sur la base de l'input du SPP Intégration sociale.

- poursuivre l'élaboration des documents relatifs à:

- la quantification des statuts de charge de famille pour les chômeurs et personnes bénéficiant d'une allocation AMI et suppléments sociaux aux allocations familiales et supplément aux allocations familiales pour famille monoparentale et
- la quantification de statuts simultanés sur la base de données du datawarehouse marché du travail et protection sociale.

L'élaboration de ces deux dernières notes a lieu dans le cadre et en concertation avec les chercheurs qui sont responsables de l'exécution du projet AGORA DOCDWH. Ce dernier projet est réalisé à la demande de la BCSS et du SPF Sécurité sociale en soutien au développement du datawarehouse marché du travail et protection sociale de la BCSS.